

JEAN-LOUIS OMER

L'ANTI RÉPUBLIQUE-1

EN FINIR AVEC LA RÉPUBLIQUE
LA FIN DES IDÉOLOGIES
LA LOI DU RÉEL

FORCEFRANCE ÉDITIONS

L'Antirépublique-1

Du même auteur
L'Antirépublique-2
Révolution vérité
Le Christ décrypté

L'Antirépublique-1
1^e éd. 2003 – 2^e éd. ...

JEAN-LOUIS OMER

L'ANTI RÉPUBLIQUE-1

EN FINIR AVEC LA RÉPUBLIQUE
LA FIN DES IDÉOLOGIES
LA LOI DU RÉEL

– Essai –

FORCEFRANCE

« Tant que les citoyens n'en sont pas arrivés à respirer d'un même souffle, l'absence de communauté ethnique est facteur de sédition. Car de même qu'une cité ne se forme pas à partir d'une masse de gens pris au hasard, de même ne se forme-t-elle pas dans n'importe quel espace-temps. C'est pourquoi parmi ceux qui ont, jusqu'à présent, accepté des étrangers pour fonder une cité avec eux ou pour les agréger à la cité, la plupart ont connu des séditions. »

ARISTOTE

« Un homme qui ne se mêle pas de politique mérite de passer, non pour un citoyen paisible, mais pour un citoyen inutile. »

THUCYDIDE

INTRODUCTION

La contestation de la République n'est pas nouvelle ; elle est née en même temps que celle-ci en réaction à l'effet de déliquescence de la Révolution française : ce fut la Contre-révolution. À cette époque, le fait même de discuter de l'idée républicaine ou simplement de la mettre en question faisait de vous un suspect ; et si on manifestait de l'hostilité à son égard, c'était la mort. Ainsi en avaient décidé les champions de la tolérance universelle, de l'humanisme nouveau et de la philanthropie en marche, unis dans leur même religion de l'Homme-dieu ; laquelle devait aboutir, tout à fait logiquement, à l'égorgeage industriel au moyen de la sainte guillotine maçonnique. Cette religion de l'Homme-dieu qu'on nous assène aujourd'hui jusqu'à l'abrutissement par le biais d'une propagande culpabilisante « humaniste », « altruiste ou autruiste », ou « droit-de-l'hommiste », pouvant se résumer à cette parole attribuée à Montesquieu : « J'aime l'humanité, cela me permet de haïr mon voisin », et au besoin de l'occire ; et l'on pourrait ajouter : haïr mon prochain, ma famille, mon peuple, mon pays ! Variante typique de ce lamentable état d'esprit du républicain moyen : « J'aime le monde entier, sauf moi-même et les miens ».

Le combat contre la République s'est manifesté dès le début sous le nom de Contre-révolution ; très vite il est apparu que celle-ci n'avait qu'une portée limitée, et qu'à part la perspective d'un retour à une monarchie absolue plus ou moins amendée, elle n'avait point d'autre alternative à offrir au peuple français ; et cela quelle que soit la bonne volonté de ses adeptes ou les judicieuses analyses de certains de ses penseurs comme Joseph de Maistre, Louis de Bonald, Blanc de Saint-Bonnet... Ses manifestations politiques se sont plus ou moins limitées à organiser la terreur blanche, c'est-à-dire à organiser la réaction, certainement pas une réponse politique adaptée à la situation. Liée à la monarchie et à une aristocratie divisée, corrompue, infectée par les idées « nouvelles », elle n'a jamais pu réellement s'imposer ni s'appuyer sur

un corpus doctrinal clairement défini, bien compris, et mis à la portée du commun ; elle s'est achevée avec la fin de la monarchie, dès l'instauration de la Troisième République (1870). Ce qu'on appelle Contre-révolution se manifestera par la suite à travers des organisations plus ou moins marginales, souvent liées à l'histoire des Chouans et de la Vendée militaire.

L'autre grand mouvement contre-révolutionnaire nationaliste sera incarné par l'Action française du martégal Charles Maurras. À lui seul, l'homme représente ce courant idéologique qui connaîtra un extraordinaire développement dans la première moitié du vingtième siècle ; il donnera une lignée d'intellectuels inspirés par le maître ou se réclamant peu ou prou de son génie ; mais, et c'est là que va apparaître désormais la faiblesse de toutes critiques antirépublicaines d'où qu'elles viennent ; pas plus que la Contre-révolution royaliste, l'Action française ne connaîtra de traduction politique, au point que certains n'hésiterons pas à parler à son propos d'« inaction française »... On combat la République tout en sachant qu'elle n'est pas amendable, et l'on n'a rien à proposer en remplacement. On se contente aujourd'hui de l'état des choses ; et les intellectuels même les plus « droitiers » ou « extrémistes de droite », même les plus en pointe sur le sujet, semblent s'être installés dans les délices d'un Capoue républicain au sein duquel ils trouvent trop d'avantages personnels pour les remettre en question, ne serait-ce même qu'en suggérer l'idée.

*

Dans ces pages, je reprends à mon compte le combat contre la République, et je dois le dire : je me sens bien seul parfois ; c'est l'antirépublicain absolu, total, qui parle avec deux siècles de perspective, c'est-à-dire de recul, et pas seulement sous l'empire de la seule nostalgie d'un monde qui n'est plus. Dans *L'Antirépublique-I*, je la montre telle qu'elle est, telle qu'elle n'a cessé d'être depuis la Révolution dite « française », depuis 1789, puisqu'elle en est l'émanation directe. Le corps du livre, lui-même divisé en trois parties, tiens compte de la réalité d'aujourd'hui, car pour des raisons de prise de conscience impérieuse, c'est sous les auspices de l'action politique immédiate et urgente que j'ai rédigé ce livre. Pour approfondir l'histoire, on se reportera aux ouvrages spécialisés.

La perception de la République m'est apparue, au fil du temps, telle une organisation à tendance totalitaire et corrompue issue de

la dictature jacobine au service d'une caste bourgeoise dominante qui s'est approprié le pouvoir, se revendiquant abusivement de la démocratie ; elle a usurpé le pouvoir au nom d'une équivoque et prétendue représentation nationale ou souveraineté populaire qui, dans les faits, n'a pas plus d'existence que leur démocratie n'en a. Nous verrons ce qu'il en est dans le cours du livre. La République se révèle aujourd'hui telle qu'elle a toujours été depuis l'origine et nous montre son vrai visage : celui de l'imposture ; une entreprise de haine et de destruction fanatique de la civilisation française, des trois piliers qui la constitue : la nation, la famille, la religion catholique. Je vais plus loin : je dis que le système républicain — où qu'il sévisse sur la planète — est au final une entreprise criminelle vouant l'espèce humaine à sa destruction.

Par la suite, ma réflexion m'a amené à considérer que la France ne pouvait plus continuer ni perdurer sous l'autorité de ce système politique qui se révélait, à mesure que le temps passait, régressif et nihiliste au plan de la société, à un point qu'on ne peut imaginer, et que je n'ai pas toujours pu approfondir comme je l'aurais souhaité ; plus on avance dans l'imposture républicaine, plus celle-ci apparaît étendue et sans limites ; de même, les citoyens ne pouvaient continuer à vivre dans un système politique qui ne les respectait plus, ne respectait même pas le minimum de leur dignité de citoyens, et se servait d'eux en les dressant les uns contre les autres au moyen d'insanes systèmes de pensée idéologiques afin de diviser et affaiblir le corps social ; et cela non pas dans l'intérêt du peuple, mais au bénéfice de ceux qui tirent les ficelles dans les coulisses de la République, comprenons au bénéfice des forces occultes qui dominent le monde, à commencer par la finance internationale cosmopolite et apatride ; ce système républicain ne respectait plus leur pays, ne respectait plus rien de leur passé, de leur identité, jusqu'à abolir en chacun toute trace de conscience nationale, un système infernal où les vrais patriotes avaient le sentiment qu'on insultait leur patrie chaque jour qui voyait le soleil se lever.

Il existe un grave et profond divorce entre le personnel politique de ce pays et le peuple Français ; il se double d'un désenchantement certain de ces derniers pour la chose politique qu'ils ne parviennent à expliquer ni à formuler. Les politiciens républicains n'apparaissent plus comme des représentants du peuple dignes de confiance (ne l'ont-ils jamais été ?), mais comme des

marionnettes asservies par des intérêts occultes ou aveuglés par leurs fantasmes idéologiques. Ils donnent le sentiment d'être manipulés par des forces obscures de nature satanique, dont les manifestations échappent à la sagacité des peuples, soumis à l'infamale propagande de la dictature du mensonge.

Ces forces parasites, difficiles à discerner parfois, sont cependant parfaitement identifiables de nos jours ; elles constituent ce que j'appelle l'intermédiation, cette croûte infectieuse qui s'est formée sur la chair du peuple français, se nourrit de lui, s'épaissit, se durcit à son contact et l'étouffe. Cette intermédiation est un parasitisme institutionnel, de plus en plus globalisant, mondialisant, consubstantiel à la République comme la Cour l'était à la monarchie, mais à un degré de parasitisme incomparable...

*

Non, la République n'est pas la démocratie comme on nous le rabâche à longueur de temps, mais une organisation totalitaire, une interface parasitaire entre le citoyen et l'État. La République a cru opposer la démocratie à la monarchie ; elle s'est imposée en réalité pour son propre compte, faisant miroiter au peuple de France maintes promesses de bonheur qui sont les promesses du charlatan à sa victime. Elle a confisqué la démocratie et l'a détournée à son profit, de même qu'elle a détourné l'État, les institutions, la fonction publique, pour les mettre au service des seules oligarchies financières et autres puissances d'argent qui ont fait main basse sur le pays ; elle entretient une opacité généralisée sur la façon de gouverner de nos élus, tant sur les moyens et les procédures que sur les fins à atteindre où domine le règne de la plus totale ambiguïté ; elle rançonne le peuple et s'arroge le droit de décider à sa place, en son nom, c'est-à-dire au nom d'une prétendue légitimité usurpée, sans jamais le consulter par voie de référendum — ou si peu et le plus souvent pour des nêfles !

La République Française n'aura été que le Grand bazar des illusions perdues, des faux-semblants, des utopies en trompe-l'œil, le miroir aux alouettes des citoyens, électeurs contribuables, le champ d'épandage des idéologies mystificatrices ; de ces idéologies meurtrières, ravageuses, qui ont pourri des générations de cerveaux et fait tant de mal à l'humanité entière.

On ne peut même pas dire qu'elle a fait son temps : elle n'a jamais été de son temps. La République est une erreur de l'Histoire, une illusion idéologique tragique ; j'ai l'habitude de dire que la République est un double mensonge : un mensonge historique, un mensonge idéologique ; pire que cela, elle est un puissant facteur de division, de mépris et de haine de tout ce qui n'est pas républicain ; une haine spécifique qui se transforme chez ces politiciens en une répulsion communicative parfois hystérique tournée contre leur propre peuple, contre leurs congénères, contre tout ce qui n'est pas intrinsèquement républicain.

La République n'a jamais été faite pour le peuple, elle a été faite pour les gens qui contrôlent les peuples, qui se positionnent socialement entre le peuple et l'État, et se servent de celui-ci contre celui-là ; ces gens se sont emparés de l'État et l'ont accaparé à leur profit comme un bien personnel. La France est malade de ce système de médiation, de médiocratie obligée, de ce cancer social qui la ronge insidieusement ; notre pays se meurt de dégénérescence morale, mentale, mémorielle, dans l'indifférence générale, dans l'indifférence du moribond qui ne se voit pas mourir et glisse lentement dans la torpeur des derniers instants, abandonnant son corps sans réaction à la vermine triomphante.

Pour prendre une image résumant la problématique de notre système politique, on peut comparer la République et les républicains à des domestiques qui se seraient emparés du château au nom du village ; le château enlevé, ils se seraient retournés contre le village et l'auraient mis en coupe réglée. C'est cela la République : nous sommes gouvernés par des domestiques qui n'ont pas su rester à leur place ; la France a connu de grands serviteurs de l'État, elle ne connaît plus que des parasites sociaux transformés en techno-bureaucrates et autres pillards des deniers publics ; l'expérience prouve que cela s'est toujours terminé tragiquement, dans le sang.

Mais au-delà même de la réalité de cet État pachydermique crypto-totalitaire et de sa classe d'apparatchiks au petit pied, c'est l'existence même du peuple français qui est en cause, sa survie ; aujourd'hui, il n'est même plus excessif d'envisager sa disparition à brève échéance au profit d'un magma humain hybride sans iden-

tité, sans histoire, sans passé, sans racines, conforme aux nouvelles normes imposées sournoisement par les tenants du Nouvel Ordre Mondial.

*

La France « républicaine » est dirigée par des lâches, des êtres veules, corrompus, traîtres à leur pays et profondément renégats, comme l'est cette domesticité politicienne qui ne pense qu'à ses avantages, à ses « droits acquis » usurpés sur le dos du contribuable productif, et se moque bien de ce qu'il peut advenir de la France et des Français. Encore la gauche est-elle logique avec elle-même dans son œuvre de destruction, de démantèlement de notre pays. Mais la prétendue « droite républicaine », les « modérés », que défend-t-elle ? Qui défend-t-elle ? Rien ni personne, sinon les privilégiatures que distribue généreusement la vache à lait France au nom de la charité bien ordonnée. Dans cette image de domesticité rampante, la droite molle représente les domestiques du rang — un peu plus stylés que les autres —, et la gauche invertébrée les domestiques de l'office, instruments de la mise à sac du village dont ils ne connaissent que la racaille. L'objectif de Force Française est de redonner leur dignité aux villageois, de leur rendre le pouvoir légitime dont ils ont été dépossédés par les domestiques du château, et de chasser la valetaille qui se goberge à leurs frais. Remplacez villageois par peuple français et domestiques du château par politiciens républicains. Vous avez dans ce raccourci synthétique, cruel mais véridique, le tableau réel de notre pays et le mal profond dont souffrent les Français.

Trois observations :

1) Ce livre est un essai. Comme le veut la loi du genre, il ne saurait être exhaustif ni englober la totalité fort complexe et étendue de la question traitée. Un essai est toujours le début d'une réflexion, jamais son aboutissement, si tant est qu'on puisse penser une réflexion aboutie. Son but est de tenter la critique générale systématique d'un ordre politique existant qui conduit inexorablement à la destruction de notre pays. Cela revient à contester notre mode de civilisation actuel dit de « progrès social et humain » ou « progressisme », vécu par beaucoup comme un système fondamentalement pervers.

L'utopie ambitieuse, l'engagement idéologique, pour exaltants qu'ils soient sur le papier, ne dépassent jamais, chez nombre d'intellectuels de profession, l'art de discuter du sexe des anges servi par un constructivisme sans rapport avec la réalité vécue. Plus modestement, mon dessein est d'essayer de faire prendre conscience au lecteur, à un moment donné de notre commun destin, d'une réalité dont il n'a pas toujours une perception évidente — quand elle n'est pas, chez certains, par défaut d'une conscience politique exercée, inexistante.

On remarquera, en outre, que je n'ai pas abordé les problèmes de politique extérieure ou de géopolitique comme on dit aujourd'hui ; c'est une question de priorité ; cela peut apparaître comme une anomalie, surtout quand on sait l'influence délétère des États-Unis et des adeptes du Nouvel Ordre Mondial sur la marche du Monde, pour prendre cet exemple sans parler de l'éveil de l'Asie, dont l'Inde et la Chine. Nous savons que notre destin dépend en grande partie de ces influences globales, et qu'elles déterminent bien des orientations de notre politique intérieure. Toutefois, il me paraît plus urgent de traiter des problèmes internes à notre pays, d'une gravité telle qu'ils s'accroissent de jour en jour et le mettent en situation de péril imminent. Il y a de quoi faire !

De plus, comme souligné plus haut, le système républicain est appliqué universellement à tous les États du monde, à l'exception de quelques pseudos monarchies parlementaires et des monarchies pétrolières sous influence anglo-américaine. Cela n'empêche pas d'avoir un œil vigilant sur la situation internationale, politique, financière, économique, stratégique, environnementale, un regard d'autant plus acéré et critique que l'existence « ontologique » des pays européens dépend pour une large part de son évolution.

2) Le combat antirépublicain étant une chose, il ne serait rien, n'aboutirait à rien, s'il n'était prolongé par une réflexion suffisamment nourrie afin de donner des perspectives de substitution à ce système décadent et autodestructeur. Ma démarche s'inscrit dans une vision politique globale tendant à réhabiliter les fondamentaux de la politique, à retrouver le sens des vertus civiques, à renouer avec l'esprit de notre communauté nationale, et à assumer pleinement sa destinée historique et immémoriale. Je suis d'abord et avant tout, patriote nationaliste.

3) Comme beaucoup de nos compatriotes, citoyens conscients et responsables, j'ai du mal à supporter le poids de toute cette gigantesque machinerie corporatiste que la République Française a édifiée sur le dos des Français, et qu'on appelle « ÉTAT », sous prétexte d'être à leurs petits soins, de les prendre en charge du berceau à la tombe, de les assujettir, de les dorloter, de se plier en quatre pour eux ; en réalité, ce sont les Français qui sont de plus en plus tenus et asservis par l'intermédiation républicaine, celle-ci détournant le service de l'État pour son propre compte (le fameux « service public »). Par un phénomène d'inversion des rapports de hiérarchie, ce sont eux, les citoyens, qui sont assujettis à ceux qui devraient les « servir » ; et ce sont ceux-là mêmes qui constituent la fonction publique devant les « servir » — les Français n'en demandent pas tant ! — qui se « servent » et s'octroient jusqu'à l'outrance les avantages, les privilèges et autres « droits acquis » garantis à vie par l'État au détriment de la société civile et de la liberté des citoyens. Cette intermédiation (centrale et périphérique) semble n'avoir d'autres raisons d'exister que de se justifier au détriment de la société civile, de se prétendre indispensable quand on s'en passerait volontiers, de se poser en modèle d'honnêteté et de vertu civique quand on la sait gâtée de vices cachés.

On a trop tendance dans ce pays à confondre la branche saine sur l'arbre pourri et la branche pourrie sur l'arbre sain. La France est malade de la République ? Coupons la branche pourrie !

PREMIER TRIPTYQUE

EN FINIR AVEC LA RÉPUBLIQUE

Même si vous n'êtes pas le seul, ni le premier, qu'est-ce qui vous détermine dans votre combat contre la République ? Quels sont les arguments que vous lui opposez ?

D'abord une chose qui devrait surprendre les Français : savent-ils que nous vivons depuis plus de deux siècles (un siècle et demi, en réalité) sous l'autorité d'un système politique qui n'a jamais reçu l'aval de la caution populaire ? Il a été imposé par la force, la violence, le crime de masse, mais jamais approuvé ni même légitimé par le suffrage universel ; ce qui est pour le moins paradoxal pour des gens, les Républicains, qui ont toujours le mot démocratie à la bouche. Dès son origine, la République était mal partie, et mal partie parce que mal née... Elle croyait avoir tout, elle se croyait indispensable et nécessaire, mais il lui manquait le plus important : la légitimité populaire.

Et d'ailleurs, les révolutionnaires de 1789 et leurs suivants ne se seraient pas risqués à aller devant le suffrage populaire : ils se savaient perdants d'avance. En fait, la République n'existe pas ; elle n'a aucune existence légale ni juridique ; elle n'existe pas parce qu'elle n'a jamais été légitimée par son propre principe fondateur qu'elle exige de ceux qui se réclament d'elle : la souveraineté populaire. Nous sommes dans une situation historique de fait accompli, c'est-à-dire dans l'imposition la plus totale ; une habitude chez les républicains de mettre les Français devant le fait accompli : telle est leur conception de la « démocratie » ; le « fait accompli » systématique et répétitif qui deviendra à la longue une forme « normale » de gouvernement totalitaire qui ne dit pas son nom.

Notons que si la Royauté ne s'est pas définie pompeusement « démocratie », elle avait son propre principe fondateur, la Sainte Ampoule, l'onction sacrée qui lui conférait une légitimité d'inspiration divine et sanctionnait l'alliance du Trône et de l'Autel. Avec le sacre de Reims, Clovis I^{er}, premier Roi de France et Roi fondateur, se trouvait investi d'une sorte de consécration sacerdotale, faisant de lui le lieutenant du Christ doté d'un pouvoir sacramentel par délégation de droit divin. Il est le roi qui a donné une âme à la France, son successeur carolingien, Charlemagne, l'étendant à l'Europe entière. On se doute que les républicains ne sauraient s'abaisser à ces royales futilités ni s'encombrer de scrupules. Héritiers du jacobinisme révolutionnaire le plus brutal et du césarisme bonapartiste, ils se sont auto-légitimés d'office, sans discussion possible.

Ne pensez-vous pas que la République a trouvé une légitimité de fait avec le temps, par la pratique et l'expérience, et que cela peut suffire ?

Non, car les républicains se veulent légalistes, « juristes » ; ils sont très pointilleux sur le plan des procédures et en quête permanente de « légitimité » (n'oublions pas que les chefs révolutionnaires étaient, pour la plupart, des gens de robe issus de la basoche). C'est de la poudre aux yeux. Dès 1789, ils ont institué des procédures « constituantes » : il y a eu quatre constitutions en moins de dix ans ; ils ont même tenté de faire approuver la Constitution de 1793 par un simulacre de référendum avant la lettre, avec votes à main levée dans des assemblées primaires ; ce qui donna un résultat effarant de 1 800 000 « oui » pour 11 000 « non », soit un ratio de 99,5% en faveur de cette constitution « démocratique » qui sera aussitôt envoyée aux oubliettes et remplacée par la guillotine, manifestement plus expéditive et efficace que de vains palabres politiques.

Les élections subissaient le même sort « démocratique » ; les élections de la Convention montagnarde qui succéda à la législative de 1792 se déroulèrent avec une participation de 700 000 votants sur 7 000 000 d'électeurs, soit 10% du corps électoral ; avec les pressions exercées sur les électeurs et des menaces physiques clairement exprimées contre les candidats

royalistes, on ne s'étonnera pas de l'entrée des Jacobins à la Convention ; ils finiront de l'épurer et en prendre le contrôle par la Terreur, alors même qu'ils étaient minoritaires !

Du juridisme certainement ; la justice, non. En réalité, les révolutionnaires ne tenaient pas trop à consulter le « peuple souverain » qu'ils percevaient dans leur rabougrissement mental comme une entité abstraite, une chimère : comment, en effet, légitimer une prétendue république dont les fondements reposaient sur l'une des dictatures modernes les plus meurtrières, les plus sanglantes jamais connues dans un pays de grande culture aussi hautement civilisé que la France : la dictature jacobine ?

En bons idéologues, les républicains préféraient parler au « nom du peuple » que d'écouter sa voix. Ils représentaient la « Lumière » de la raison contre l'obscurantisme des masses. La Lumière ne pouvait venir que de ses créatures pour éclairer le « peuple » égaré par les superstitions obscurantistes, le fanatisme religieux et l'ignorance. Ils le trouvaient inculte, soumis à l'influence des prêtres et des notables de l'Ancien Régime, ce qu'ils trouveront suffisant pour mettre la France à feu et à sang.

Ils se sont autoproclamés détenteurs de la vérité et de la vertu face à la décomposition d'un régime monarchique qui se délitait de l'intérieur par abandon des grandes vertus monarchiques immémoriales et sous l'effet dissolvant des idées « nouvelles ». Par la suite, la République s'est révélée d'essence totalement bourgeoise, c'est-à-dire le produit d'une caste affairiste dominée par l'idéologie de l'intérêt ; elle a été créée par des banquiers et des marchands anglo-saxons judéo-protestants pour les banquiers et les marchands, et non pour la masse du peuple perçue par ces gens-là d'un point de vue utilitaire immédiatement rentabilisable, tandis qu'ils le considéraient qualitativement négligeable. La République est donc d'inspiration libérale (comprendons bancaire) et maçonnique dans son principe, sociale et communiste dans ses conséquences ; elle a été fondée sur l'intérêt personnel, sur des critères purement matérialistes au mépris du peuple réel et de toute transcendance spirituelle (voir l'interdiction des corporations et les violentes attaques de la République maçonnique contre l'Église) ; elle

s'est imposée comme un système de médiocratisation de la société — la médiocratie contre l'aristocratie — devant aboutir à la dictature de l'intermédiation dont nous reparlerons plus loin.

On l'a voulue une, indivisible et... impérissable ! Elle a été conçue, en réalité, pour diviser, opposer, soumettre, mais aussi pour isoler l'individu, le désemperer, le rendre plus malléable, plus souple de l'échine. Elle a été imposée par la terreur, au moyen de la violence la plus extrême, dans une orgie de sang et de meurtres collectifs : la République Française (Première République) est née « officiellement » le 22 septembre 1792, une quinzaine de jours après les massacres de septembre, sous l'égide d'une Assemblée nationale terrorisée, dominée par la minorité montagnarde (majoritairement jacobine). Dès sa naissance, elle était frappée d'une tare congénitale qui la rendait odieuse, alors même qu'elle était présentée par ses promoteurs, intellectuels et francs-maçons, comme l'idéal des temps nouveaux, un idéal de justice, d'égalité, de fraternité ; elle sera exactement le contraire : injuste, inégalitaire, tyrannique, tournée en névrose d'autophobie ou haine de soi, une haine pathologique qu'il faut comprendre comme rejet compulsif de tout ce qui rappelle de près ou de loin l'appartenance identitaire de celui qui en est frappé.

Elle a pourtant ses fervents partisans, et d'ailleurs personne ne songe aujourd'hui à la remettre en question.

Oui, encore que l'avenir ne soit jamais écrit d'avance... En attendant elle a ses zéloteurs, ses inconditionnels ; elle est vénérée comme si elle tenait du prodige divin. Évidemment on trouve parmi ses fanatiques dévots tous les privilégiés du système, et la foule innombrable de ceux qui se payent grassement sur la bête. Il y a dans ce pays une sorte de bigoterie généralisée, une religiosité propre aux athées et aux matérialistes ennemis de la religion, qui interdit pratiquement de remettre en question la République, d'exprimer le moindre doute sur la validité du système et d'en discuter le principe.

On ne touche pas à la République Française, à la Trinité Républicaine « Une, Indivisible, Impérissable », puis « Libertaire,

Égalitaire, Fraternelle », slogan d'inspiration maçonnique-sataniste ; interdit de critiquer, même ceux qui auraient le plus de raisons de la décrier, sous peine de passer pour hérétiques.

Quand je dis « interdit », il faut comprendre le mot au sens pénal du terme : impossible d'aborder publiquement le sujet sous peine d'être censuré de publication ou de libre expression, à l'image d'un vulgaire système totalitaire. La « Gueuse » est sacrée ou plutôt sacralisée. Ah ! les républicains et leurs « valeurs républicaines », que je résume comme les valeurs de l'esprit de trahison et du mépris de soi ! Ils n'ont que ces deux mots à la bouche comme s'il s'agissait d'une formule magique qui protège contre la malédiction et guérit des écrouelles : « Le roi te touche, Dieu te guérit ! » La mystique laïcarde des droits de l'homme ! La mythologie des valeurs de « progrès » qui ne résiste pas une seconde à l'épreuve du réel : le progrès qui devient régression, la raison qui devient bêtise irrationnelle, la liberté qui devient aliénation, l'égalité qui devient rabaissement de l'homme et de sa nature humaine ! L'ivresse incantatoire du politiquement correct ! Je tiens tout de même à rappeler que la République n'est pas une religion ; elle n'est pas davantage un culte, ni un dogme, même si ses thuriféraires l'ont présentée souvent comme tel (le culte de l'Être suprême, le culte de la déesse Raison !).

On me permettra de préférer les valeurs de la nation et même de les opposer à celles de la République, soi-disant imitées de la Rome antique mais bien d'inspiration maçonnique judéo-protestante. On ne le répétera jamais assez, la République n'est pas la France ni la nation, pas davantage la démocratie ; elle ne désigne aucune incarnation, mais seulement un système politico-administratif faillible comme les autres, donc soumis à la critique et à la discussion. Dès l'origine elle a pris un caractère violent ; elle s'est imposée comme un système totalitaire sanglant. Il faudrait plusieurs pages pour en résumer les atrocités (mon livre *La Terreur à l'ordre du jour* ». N'oublions pas que Robespierre fut le premier chef d'État républicain à instaurer le terrorisme comme mode de gouvernement. Qu'on le veuille ou non, le système républicain a été conçu comme une arme d'asservissement massif des peuples et des nations au service du

Nouvel Ordre Mondial. Après plus de deux siècles de fausse démocratie, nous pouvons vérifier tous les jours l'effrayante nocivité de ce système politique.

La Révolution française, à travers l'exemple jacobin, a servi de modèle à de nombreuses dictatures communistes à travers le monde qui, elles-mêmes, ont souvent engendré, par réaction, des dictatures de type militaire. Si la France n'a pas connu le sort funeste que connaîtra, un siècle et quelques décennies plus tard, la Russie tombée sous la botte du totalitarisme bolchevique, nous le devons certes à Napoléon ; nous le devons surtout aux révolutionnaires eux-mêmes qui auront l'heureuse idée de s'auto-éliminer à coups de guillotine. À force de se décoller la tête les uns les autres, ils ont en quelque sorte résolu le problème et épuisé le sujet de la façon la plus naturelle. Il faut dire que la contre-révolution était encore puissante en France, elle sera inexistante en Russie ; comme le rappelle le grand Soljenitsyne, elle ne connaîtra pas son 9 thermidor.

Pourquoi la République ? Pourquoi ne pas avoir institué un autre système ? Imiter pour imiter, pourquoi ne pas avoir préféré la démocratie grecque au système parlementaire bicaméral anglo-saxon, par exemple ?

Nous verrons les aspects techniques et opportuns de la question plus loin. L'idée d'imposer la république vient de la très obscure philosophie des « Lumières », plus précisément de philosophes comme Rousseau, Montesquieu, Diderot et l'Encyclopédie, Voltaire dont le buste est régulièrement affublé d'un bonnet rouge dit « phrygien ». Aucun de ces dits philosophes ou écrivains, et d'autres avec eux, n'était favorable au renversement de la monarchie, fût-elle de droit divin ou non ; ils se seraient largement satisfaits d'une monarchie constitutionnelle à l'Anglaise, et d'ailleurs nombre d'entre eux se sont inspirés directement du système représentatif bicaméral anglo-saxon.

Le Contrat social de Rousseau a servi d'évangile aux révolutionnaires, dont Robespierre ; mais cette idée de substituer la République à la monarchie nous arrivait tout droit de l'Amérique qui venait de vivre sa toute récente révolution d'indépendance. La France de Louis XVI avait fourni un effort considérable dans

le soutien aux *Insurgents*, tant en hommes qu'en moyens ; elle joua un rôle décisif dans la victoire de la jeune nation contre les prétentions colonialistes de la mère patrie anglaise.

De retour au pays, les soldats et les officiers français se chargèrent de répandre en termes dithyrambiques les bienfaits de la nouvelle république et les idées neuves qu'elle portait ; des idées qui ne pouvaient rencontrer qu'un écho favorable, à un moment où le mythe naturaliste du bon sauvage et l'attrait du Nouveau Monde faisaient florès dans les cercles intellectuels, contre les vieilles monarchies de l'Occident chrétien. La Fayette et Rochambeau, ainsi que les « Américains » de la Constituante, tous nobles et francs-maçons, dont les deux cités (au point qu'on se demande s'il n'y avait pas plus de francs-maçons chez les aristocrates que chez les républicains !), mirent le poids de toute leur prestigieuse influence dans la diffusion de ces idées « neuves » que confortait l'esprit des Lumières. Des Américains francophiles, comme le « philanthrope » Benjamin Franklin, « l'humaniste » anglo-américain Thomas Paine, le corédacteur de la Déclaration d'indépendance et futur Président des États-Unis, Thomas Jefferson, tous ou presque francs-maçons, agents des Insurgés et représentant les Treize, furent fêtés comme les témoins vivants du « Nouveau Monde ».

À la mort de Franklin, intervenue en 1790, les frères de la Révolution et de l'Humanité (sic), décrétèrent un deuil de trois jours. La Révolution française allait même imiter (déjà !) et reprendre à son compte les attributs de la jeune Révolution américaine, symboles éminemment maçonniques, comme les clubs, les conventions, la déclaration des droits de l'homme, la devise, et même, au dire des spécialistes, les trois couleurs de notre drapeau national que Lafayette avait empruntées à la cocarde américaine et imposées à la toute nouvelle Garde Nationale, elle-même inspirée de la Garde Nationale américaine. Qu'on le veuille ou non, au risque de blesser l'amour propre de nos historiens républicolâtres et de me répéter, **le régime républicain français — qui n'a de français que le nom — s'est bel et bien inspiré du modèle judéo-protestant maçonnique anglo-américain, le copiant et l'imposant en tous points, y compris le système parlementaire bicaméral représentatif, tout**

en se revendiquant de la « Philosophie des Lumières » pour faire plus français, et de la Rome antique pour le décorum...

*

L'Amérique devint à la mode ; un vent d'américanomania souffla sur la France — sur Paris — comme un vent de liberté qui eut pour effet d'attiser les rancœurs contre la monarchie. Les écrivains libertins avaient déjà préparé le terrain depuis une cinquantaine d'années ; écrivains utopistes et philosophes lançaient les idées « nouvelles », en fait des idées subversives, comme autant de brandons contre l'Ancien Régime, c'est-à-dire contre la royauté et l'Église catholique.

Par un funeste retour des choses, alors que la monarchie française venait de contribuer à libérer le Nouveau Monde (l'histoire montrera qu'il n'a de « nouveau » que le nom), la situation allait se retourner contre elle et aboutir à sa dissolution historique. Déjà, l'effort de guerre avait été lourd ; les finances du royaume étaient au plus bas. Mais surtout, l'idée faisait son chemin que si les Américains avaient réussi à se débarrasser de la monarchie anglaise en instituant la République, il n'y avait aucune raison que les mêmes dispositions ne produisent, en France, les mêmes effets. Si l'on ajoute à cela la crise profonde qui secouait les institutions, l'indiscipline des corps intermédiaires, particulièrement l'attitude collectivement irresponsable des Parlements dominés par les robins, les conflits de classe exacerbés par les exigences des uns et des autres, tout était en place pour amener une conflagration généralisée que plus personne n'allait pouvoir maîtriser.

Vous venez d'évoquer la franc-maçonnerie. On sait que son rôle a été déterminant dans la Révolution française, mais aussi tout au long de la République. Que pensez-vous de l'influence de cette société que l'on dit secrète ?

Pour être sincère, je n'en pense rien. La franc-maçonnerie ne m'intéresse pas, ni par son esprit, ni par son mode d'action, même s'il serait imprudent de l'ignorer. Par principe j'abhorre d'instinct, au plus profond de moi-même, toute forme d'endoctrinement faisant appel au secret initiatique, lequel dérive souvent en un rite satanique initiatique, dénotant un état d'esprit déplorable de

brigue et d'intrigue typique de gens toujours prêts à fomenter leurs mauvais coups à l'abri des regards.

Être franc-maçon, cela signifie être pourvu d'une mentalité très spéciale qui ne trouve pas d'écho dans ma psychologie personnelle. Il n'est point besoin de se placer sous la loi du secret pour débattre des idées. Si l'on a quelque chose à dire, on l'exprime ouvertement, publiquement, clairement. Je pense que ceux qui utilisent le secret maçonnique n'ont pas la conscience tranquille et se drapent derrière des alibis humanistes ou philanthropiques pour ourdir leurs manigances et justifier moralement de conduites hautement immorales. La philosophie n'a pas besoin de se cacher pour exister, d'autant que la teneur des débats au sein des Loges atteint rarement les sommets de l'esprit.

La franc-maçonnerie a d'abord été conçue une machine destinée à abattre la royauté et l'Église catholique, en résumé l'Occident chrétien ; elle a exercé une grande influence sur le cours de la Révolution mais pas autant qu'on veut bien le dire ou que l'a prétendu l'un de ses témoins directs, l'abbé Barruel, même si les Loges ont indiscutablement servi de relais de terrain. Mais pas seulement les Loges : les sociétés de pensées, les chambres de lecture, etc. Il n'y avait pas besoin du secret maçonnique pour diffuser sous le manteau les idées les plus subversives issues des « Lumières » : elles circulaient au grand jour dans les salons littéraires. Elles trouvaient un écho quasi général dans la bourgeoisie, mais aussi, hélas !, dans les milieux décadents de l'aristocratie. Le pouvoir maçonnique se révélera plus tard, chez les républicains, qui en feront la religion de la République.

Il convient de le rappeler sans cesse, la franc-maçonnerie est un produit fumeux de culture authentiquement anglo-saxonne pimenté d'ésotérisme oriental ; son origine judéo-protestante de source vétérotestamentaire et messianique est incontestable, au point que certains la perçoivent comme la courroie de transmission du judaïsme ; les connexions philosophiques et sociétales entre judaïsme et franc-maçonnerie sont aujourd'hui bien établies ; leur influence générale sur le cours des choses de la vie ne fait plus aucun doute.

Son esprit ne correspond en rien à notre mode de penser occidental gréco-latin et catholique. Ce goût du secret, le rituel d'affiliation et d'initiation, sont bien dans cette tradition un peu formelle qu'ont les Anglo-Saxons de se retrouver en bonne compagnie dans des sortes de sociétés secrètes, des clubs de réflexion (les *think-tank*) ou d'activités ésotériques diverses, situés à l'abri des regards. Ce sont le plus souvent des cercles de rencontres, de pouvoir et d'influence qui agissent sur la marche du monde en se donnant des prétextes hautement humanistes, philanthropiques voire religieux pour la façade.

On connaît les *Lions'*, le *Rotary*, les *Kiwanies*, etc., petites maçonneries ou ordres paramaçonniques. La franc-maçonnerie dite « spéculative » est un peu plus fermée que les autres ; elle s'est affublée de tout un fatras initiatique calqué, en le détournant, sur l'esprit et le rituel des corporations du Moyen Âge (maçonnerie opérative) ; un rituel initiatique qui devrait dispenser les francs-maçons de dénigrer la liturgie catholique et de donner des leçons d'ouverture d'esprit ou de liberté de conscience.

De nos jours son influence s'est fait ressentir sur bien des lois progressistes, comme l'avortement, l'euthanasie, la contraception, l'abolition de la peine de mort, plus près de nous le « mariage » homosexuel, l'idéologie du genre, la marchandisation du corps féminin (PMA, GPA), etc. Sa pratique du secret, son hermétisme institutionnel, son cloisonnement horizontal et vertical, favorisent l'émergence de réseaux politico-affairistes, encouragent la brigade, l'intrigue, la conspiration.

À une période de notre Histoire, elle s'est révélée en pointe dans le combat de la laïcité parmi les groupes d'influence les plus acharnés pour imposer la séparation des Églises et de l'État. Mais alors, dans cette même logique, à quand pouvons-nous espérer la séparation de la franc-maçonnerie et de l'État français, puisque celle-ci se revendique ouvertement comme l'Église de la République ? Serions-nous dans une théocratie « laïque » ? De la même façon que nos laïcards admettraient difficilement qu'un prêtre ou un religieux soit administrateur dans la fonction publique, comment peuvent-ils l'accepter d'un franc-maçon ? Des laïcards souvent eux-mêmes francs-maçons.

Il convient également de le souligner et d'insister sur cet aspect : parce qu'elle est fondamentalement cosmopolite, apatride, antinationale, multiculturaliste, la franc-maçonnerie a toujours manifesté un mépris souverain pour les peuples, particulièrement les peuples chrétiens ; elle est strictement matérialiste, bourgeoise, et de plus foncièrement antidémocratique dans son fonctionnement comme dans ses structures concentriques résolument hiérarchisées avec ses 33 degrés. Elle affiche la prétention d'accéder à un prétendu idéal visant à la perfection de soi, mais se piège elle-même par son cloisonnement tridimensionnel (haut, bas, latéral). Elle exerce une attraction indéniable sur les tempéraments de nature intrigante et obscure, sensibles aux abstractions intellectuelles de l'ésotérisme et autres hérésies spirituelles, ce qui est souvent le cas d'esprits inachevés, fussent-ils bardés de diplômes.

Aux États-Unis où la pratique des religions est constitutionnelle, la frontière entre sectes, maçonnerie, mafia, grandes affaires et politique, est floue ; le mélange des genres est à la fois étonnant et détonant. Je connais aussi des Maçons profondément croyants qui réalisent une sorte de syncrétisme entre religion catholique (exotérisme) et rite maçonnique (ésotérisme) ; certains vont jusqu'à dire que la FM a trahi l'idéal spiritualiste de ses origines ; il est évident que je ne crois pas un seul instant à ce prétendu idéal spiritualiste, compte tenu de ses origines matérialistes clairement judéo-protestantes (celui-ci étant au fondement du capitalisme), les protestants n'ayant jamais été, dans ce cynique dualisme, que les idiots utiles du judaïsme ; par contre qu'elle ait érigé l'homme en divinité, et qu'elle l'ait placé au-dessus de son Dieu Créateur selon l'esprit luciférien pour mieux le circonvenir sous le nom d'« humanisme », cela est indéniable.

Pour moi, la franc-maçonnerie, comme la République, n'est pas autre chose qu'une coterie de notables installés se cherchant des prétextes humanistes ou philosophiques pour cacher leurs manies congénitales de la magouille, de la tripatouille, sous le sceau de la confiance et du secret rituel, que celui-ci soit satanique, luciférien ou autre... Qu'elle serve également de substrat naturel à toutes sortes de dérives mafieuses, il n'y a

aucun doute ; l'histoire des tribunaux est bruisante de ses turpitudes... quand les affaires y arrivent !

Il faut ajouter dans le même objet de suspicion, les nombreuses organisations secrètes, le plus souvent anglo-américaines, comme la *Table Ronde*, le *CFR*, la *Trilatérale*, le *Bilderberg Group*, le *Forum de Davos*, et quelques autres sociétés secrètes ou discrètes regroupant les puissants de ce monde, et entraînant de façon irréversible les peuples vers l'instauration d'un Nouvel Ordre Mondial qui n'est autre que le retour du communisme ou néo-communisme par d'autres voies ; un communisme politico-bancaire qui ne se cache même plus de vouloir transformer les peuples du monde en une masse d'esclaves au mental sclérosé — Nouvel Ordre Mondial signifiant en la circonstance Nouvel Esclavage... Les masques sont tombés ; nous nous retrouvons en situation de régression généralisée vers un monde que symbolise le retour à Babel et aux mœurs paganistes préchristiques de l'antiquité. Tout le reste est littérature. Le genre de problématique qu'il est néanmoins indispensable d'avoir à l'esprit quand on aborde la politique...

Revenons à la politique, justement, et à notre époque. Après ce petit rappel historique, pouvez-vous nous donner les raisons de votre combat contre la République ?

Permettez que je reste encore dans l'Histoire et dans les généralités qui nous aident à mieux comprendre le présent. La République a été instaurée réellement avec la Troisième République, au lendemain du Second empire, après l'affaire du comte de Chambord et l'échec de l'ultime tentative des royalistes pour revenir au pouvoir (ils étaient majoritaires à l'Assemblée nationale !) ; cet échec de la troisième restauration (1873) entraîna le ralliement de ces derniers à la République où ils se répartirent entre le camp libéral et la nébuleuse démocrate-chrétienne (aujourd'hui le centre et la « droite »), véritable ventre mou de la « représentation » républicaine.

Cela a pu donner un certain temps l'illusion d'une droite au parlement, mais il s'agit là d'une fausse perspective « pluraliste » comme on dit aujourd'hui ; la République voulait montrer qu'elle était capable de rassembler, d'intégrer la diversité

des opinions politiques dans un vaste panorama qui irait de la droite à l'extrême gauche de l'échiquier politique.

Or rien n'est plus faux. La République n'est pas de gauche ou de droite alternativement, elle est essentiellement de gauche, et même, d'une certaine façon, on l'a vu, elle est jacobine et d'essence totalitaire. La notion républicaine gauche-droite est une vue de l'esprit, une fausse symétrie, car même lorsqu'on est de droite en régime républicain, on est quand même de gauche. La « droite » républicaine — cette odieuse bourgeoisie mollassonne, sans tripes ni vertèbres —, s'est toujours positionnée par rapport à la gauche, jamais par rapport à ses propres valeurs, ses convictions politiques ou un corpus culturel déterminé ; et pour cause : elle n'en a pas !

De reculades en renoncements et de renoncements en trahisons, elle a tout cédé devant la gauche : l'école, la culture, la justice, la presse, les syndicats, la fonction publique, la protection sociale, l'environnement, même l'Église catholique... ; elle est en train de bazarder la France au tout venant ; elle a déserté le terrain de l'immigration-invasion et de l'insécurité, se contentant de se draper dans les plis d'un patriotardisme de comice agricole ; elle a capitulé sur toute l'étendue du front politique. Elle n'a jamais été qu'une symétrie idéologique en trompe l'œil, un décor en toc, histoire de faire illusion et d'abuser une fois de plus le citoyen électeur...

Pouvez-vous préciser ce que vous entendez par droite et gauche ?

Cette notion ambivalente est fondée sur la notion de responsabilité individuelle. Sont de gauche, les personnes qui attendent tout de l'État et estiment ne rien devoir à la société : ils n'ont que des droits à faire valoir, et sont pour la liberté à condition que celle-ci ne soit pas conditionnée par la prise de responsabilité ; autrement dit, ils veulent les avantages de la vie, garantis à vie par L'État, mais sans les inconvénients et surtout pas les risques individuels ; ou si vous préférez, responsables d'accord, mais sans engager sa personne et ses biens ; les inconvénients, les risques, ils les laissent aux productifs (le fa-

meux responsable mais pas coupable). Toute la mentalité républicaine est contenue dans cet état d'esprit lamentable représenté par l'ensemble de la fonction publique haute et subalterne, avec, comme toujours, les exceptions.

Sont de droite, les personnes qui ne doivent ce qu'elles sont qu'à elles-mêmes, à leur volonté, ainsi qu'à la solidarité familiale et nationale ; elles n'attendent rien de l'État sinon qu'il s'occupe de ses affaires, c'est-à-dire des affaires publiques de la nation limitées à ses strictes fonctions de service public ; pour le reste, ils assument leurs responsabilités d'hommes et de femmes citoyens. Nous sommes là en présence des acteurs économiques du secteur privé, producteur de valeur ajoutée.

Les gens de droite, les vrais, ne revendiquent rien, sinon qu'on respecte leur bon droit légitime de citoyens, de citoyens français d'abord. Plus on va à gauche, plus on tire vers le bas, vers l'idéologie, l'utopie (vers plus d'entropie sociale, donc plus de désordre) ; plus on va à droite, plus on tire vers le haut, donc vers le réel, vers l'ordre naturel.

En résumé, l'homme de droite est un patriote responsable (tendance dextrogyre) ; l'homme de gauche est un apatride irresponsable (tendance sénestrogyre pour ne pas dire sinistrogyre). Le centre en politique est un brouillage intellectuel, une réalité mal assumée : être de gauche, c'est être républicain ; être de droite, la vraie, que l'on dit extrême pour stigmatiser l'antirépublicanisme, c'est être hors de la république.

Beaucoup pensent que la dichotomie droite-gauche est désormais obsolète et dépassée ; elle tendrait à affaiblir le corps électoral en entretenant des divisions artificielles au sein de l'opinion publique.

Cette antienne du « ni droite, ni gauche », il me semble l'avoir entendue de tous temps. Elle réapparaît de temps à autre, de façon récurrente, sous la forme de mots d'ordre politiques du genre : dépassons les clivages « droite-gauche ».

Et cependant, on ne les dépasse jamais ; qu'on le veuille ou non, cette dualité est toujours d'actualité : tout le monde s'y réfère ; c'est donc qu'elle prend en compte des données de la

réalité irréfragables. Pourquoi ? Parce que la notion droite – gauche dépasse de loin le simple fait de distinguer une orientation politique ; elle désigne aussi des tendances psychologiques selon le profil particulier de chacun que l'on retrouve dans les grandes conceptions de la vie.

Selon que l'on est de droite ou de gauche, on est responsable ou irresponsable, individualiste ou collectiviste, spiritualiste ou matérialiste, indépendant ou assujetti, entreprenant ou assisté, patriote ou apatride, etc.

Les gens de droite disent probablement autant de sottises que les gens de gauche, à cette différence qu'ils en assument les conséquences : c'est ce qui les différencie ; les gens de gauche vont jusqu'au bout de leur irresponsabilité, de leurs fausses certitudes idéologiques, quelles qu'en soient les conséquences, dès lors qu'ils sont protégés par leur statut de fonctionnaires ; irresponsables par définition, ils n'assument rien. Comme ils ne font pas de distinction entre le Bien et le Mal, ou une distinction toute relative, et que, dans l'ordre des valeurs, ils portent le mal à la hauteur du bien, moralement, ils ne prennent aucun risque. De fait, l'individu de gauche n'est en définitive jamais coupable parce que jamais responsable ; par contre, il ne se gêne pas pour soumettre ceux qui prennent des responsabilités dans la vie à la sévérité de ses propres jugements.

Pour ma part, je ne peux me passer de ce préjugé catégorique comme matériel mental indispensable à l'analyse ; dans une vraie démocratie directe, il y a les « pour » et les « contre » que l'on retrouve en toutes circonstances. Se passer de la notion « droite-gauche », c'est avancer les yeux bandés dans le flou politicien sans pouvoir démêler le vrai du faux, ni distinguer la réalité de la fiction dans ce théâtre d'illusionnistes qu'est notre République. Or nous avons besoin de voir clair pour nous situer, analyser, déterminer. Penser droite ou gauche est un fléchage mental, un repère général des idées et des comportements qui s'inscrit dans la dualité du bien et du mal, et que l'on retrouve dans l'opposition cosmique entropie-néguentropie. Sans doute cette notion paraît-elle simpliste aux esprits forts, sans doute est-elle vouée à l'obsolescence ; mais alors l'esprit

humain aura fait un prodigieux bond en avant. Il paraît qu'on attend cette avancée depuis Aristote et Jésus-Christ...

Venons-en maintenant à l'aspect technique du système républicain, surtout à ses dérives et à ses effets pervers. Il serait peut-être bon de les énumérer puis de les reprendre point par point.

Tout d'abord, il convient de rappeler que le système républicain est affecté d'un vice fondamental : lorsque les électeurs sont appelés à se prononcer, ils ne votent jamais directement pour des idées, des thèmes, des projets, des principes, des révolutions, mais toujours pour des intermédiaires susceptibles de représenter des programmes globaux histoire de noyer le poisson. Le référendum direct ou indirect étant banni et le mandat impératif n'existant pas en République, ils votent pour des individus et leur « programme politique » fumeux mais ne statuent jamais sur des mesures politiques concrètes et décisives ; si bien que les élus ignorant la volonté de leurs électeurs ne font qu'exécuter les ordres qui viennent de plus haut, de très haut.

Tout se passe comme si la République avait été conçue pour tenir le peuple éloigné des arcanes du pouvoir et des centres de décisions ; mais aussi, à travers ses élus, pour porter des fantoches aux commandes de l'État, des hommes de paille à la solde de ceux qui détiennent le vrai pouvoir de décision, histoire d'entretenir l'illusion de la démocratie. C'est sur ce point précis que réside le vice fondamental. Le malentendu repose sur une ambiguïté volontairement entretenue qui consiste à faire prendre la république pour la démocratie, alors que la république n'est pas la démocratie ; il y a antinomie de principe entre les deux ; elles sont exclusives l'une de l'autre. La république est fondée sur une représentativité électorale toute relative ; l'élu ne représente que lui-même et d'une certaine façon les pouvoirs occultes qui l'ont instrumenté, l'argent, les oligarchies industrielles et financières, c'est-à-dire le Cartel des banques, puissances cosmopolites et apatrides qui méprisent les peuples et les nations, et sont les véritables maîtres du monde... L'élu n'est qu'un relais d'action pyramidal du haut vers le bas, certainement pas du bas vers le haut ou de manière

tout à fait fictive ; c'est cette notion de représentation qu'on appelle abusivement démocratie représentative, alors qu'il s'agit en fait d'un pouvoir intermédiaire, d'une « médiature » ou d'une « médiocrature » dont le but est de favoriser les intérêts de ceux qui contrôlent la politique au détriment de ceux qui sont contrôlés : les méprisés, peuples et nations.

Plus qu'un malentendu, c'est une imposture. Car on fait croire au citoyen qu'il est le détenteur du pouvoir, alors qu'il n'en est rien : il le subit. Il délègue un pouvoir virtuel et apporte sa caution légitime à de pseudo-représentants élus qui s'arrogent la prétention de défendre en son nom des intérêts qui ne sont pas les siens ; il délègue le plus souvent ce pouvoir à des manipulateurs passés maîtres dans l'art de prendre les honnêtes citoyens pour des êtres immatures voire demeurés. Certains « citoyens » le sont probablement, mais pas tous et certainement pas la majorité. Le problème, c'est que le suffrage ne nuance pas et met tout le monde dans le même sac. En vérité, les élus républicains du système dit « représentatif » représentent les intérêts de la mondialocratie ; ils se servent de la caution populaire pour justifier et légitimer ce détournement de pouvoir. Ils vont même jusqu'à voter des lois contre le peuple français au profit des étrangers, alors que ces derniers n'ont aucun droit de vote et ne sont pas légitimés à le revendiquer !

Cette prétendue « représentativité » des élus de la République est la porte ouverte à tous les abus comme moyen de gouvernement, un encouragement à toutes les compromissions et aux intrigues de bas étage ; non seulement le citoyen n'a aucun pouvoir pour orienter concrètement le cours de la politique, mais il n'a, de plus, aucun contrôle direct sur l'action de ses représentants. En réalité, ce sont des groupes de pression organisés en *réseaux intermédiaires* ou *lobbies* qui exercent le pouvoir réel en France, au nom d'une pseudo-représentativité auto-proclamée — la « culture » des réseaux (réseautage), de ces réseaux combinards qui s'affirment de plus en plus comme d'authentiques mafias corporatistes ou communautaristes ; ils abusent de ce pouvoir usurpé pour influencer les Français et imposer leurs vues ; ils ont même assez d'autorité pour leur faire encourir les foudres de la justice, autrement dit les réduire au silence ;

eux-mêmes peuvent être manipulés en sous-main par d'autres pouvoirs plus occultes (syndrome du manipulateur manipulé).

Ils sont assez puissants pour infléchir la politique des autorités en place dans le sens souhaité, quelle que soit l'étiquette de celles-ci. Ils ont un pouvoir exorbitant sans le moindre rapport avec une quelconque légitimité électorale.

Sous cette forme le plus souvent vague et floue, pour ne pas dire glauque, de groupements d'intérêts divers mais convergents (ils se connaissent, se soutiennent mutuellement), se retrouvent les mouvements associatifs, les syndicats (salariés, professionnels), les clubs ou sociétés de réflexion (think-tank), la franc-maçonnerie toutes obédiences confondues, la haute fonction publique plus ou moins liée aux grandes écoles de l'administration (Polytechnique, Science-po, l'ENA), les multinationales, un certain patronat du CAC 40 (particulièrement les entreprises ayant une influence sur les consommateurs : banques, organismes financiers, lobby pharmaceutique, grande distribution, industrie agro-alimentaire, énergie, et maintenant les géants d'internet...), des organisations étrangères culturelles ou cultuelles, des groupes d'agitateurs professionnels, les lobbies à vocation « religieuse », ethnique, cosmopolite, particulariste, comme les puissants milieux homosexuels (lgbt, wokes) voire pédocriminels, mais aussi juifs, musulmans, féministes, immigrationnistes, et autres minorités ethniques ou sociologiques ; en bref, tous les gens ayant des intérêts catégoriels ou communautaristes à défendre au détriment de la collectivité publique et de la communauté nationale ; c'est d'ailleurs un des points communs que partagent en propre toutes ces organisations associatives ou parapubliques : parasiter l'État au nom de l'intérêt public, et gâcher la vie des citoyens tout en vivant à leurs dépens.

On s'en doute, la plupart de ces groupements sont dûment subventionnés avec l'argent des contribuables : le signifier relève aujourd'hui de la banalité, et cependant on ne fait rien. En France, désormais, on est quelqu'un que si l'on appartient à un réseau, à un lobby, mieux, à une mafia maçonnique politico-financière...

Et pour couronner le tout, la presse est aux ordres, entièrement verrouillée et sous le contrôle des oligarchies dominantes.

La République est, de fait, fondée sur un système d'intermédiations illégitimes, verrouillé de toutes parts, d'où le citoyen français de souche, en tant qu'entité légitime prioritaire, est exclu : on lui demande de se soumettre au simulacre démocratique des élections, de payer ses impôts et si possible de se taire, quand il n'est pas réduit au silence par l'intimidation judiciaire ou la menace. Pour le reste, on s'occupe de lui, on le prend en charge ; il n'a plus qu'à fermer les yeux et se laisser bercer... d'illusions.

*

Les Français sont devenus, sous le régime républicain et sous l'influence des intermédiaires accrédités, un peuple de parias, un peuple d'hommes et de femmes trahis, humiliés, rançonnés, insultés, persécutés, censurés...

C'est ce système d'intermédiaires, cette médiocratie odieuse entre le citoyen et l'État, cette espèce de nomenklatura pullulante glissée entre cuir et chair qui se nourrit du sang et de la sueur du contribuable, qu'on ose appeler « démocratie » ! Il donne de la réalité une image déformée qui mystifie le citoyen et le circonvient. Les républicains ont perpétré un hold-up contre l'État français ; ils se sont approprié sa puissance, sa richesse, les ont détournées à leur profit, au profit d'une caste d'usurpateurs, de profiteurs, de saltimbanques médiatiques qui ne se revendique de la démocratie que pour mieux sauvegarder ses privilèges et les faire cautionner par le suffrage populaire : il ne faut quand même pas avoir trop l'air d'un voleur ! Ils se moquent de leur pays, méprisent leur peuple qu'ils ne cessent de conchier ; que la France continue d'exister ou qu'elle disparaisse est le cadet de leurs soucis ; du moment qu'ils y trouvent leur compte, que leurs avantages personnels petits ou grands soient préservés, crève la France !

Maintenant nous allons examiner les autres points noirs de la République. Parmi ceux-ci : la corruption intrinsèque du système, l'État et la fonction publique, le clientélisme politique, les partis politiques, le détournement des collectivités, le parlementarisme.

Reprenons. Vous dites qu’au fond la République est fondamentalement de gauche. Qu’est-ce qu’on appelle la droite et à quoi sert-elle ?

Comme rappelé plus haut, Il n’y a jamais eu vraiment de droite en République, sinon une certaine bourgeoisie opportuniste, timorée, compassée, complexée, désignée et stigmatisée telle par la gauche ; elle lui aura servi d’exutoire idéologique durant deux siècles, de défouloir social sur lequel les intellectuels de gauche s’excitent pour passer leur mesquinerie de penseurs aigris et dégénérés.

Ceux qui sont réellement de droite sont classés ordinairement à l’extrême droite dans le système républicain, donc très marginalisés ; ils se considèrent, d’ailleurs, eux-mêmes, hors du système. En République, la gauche est réelle, la droite est formelle. Selon la vulgate marxiste, étaient désignés de droite, jadis, les bourgeois, les possédants (les patrons, les « exploités ») ou ceux qui les représentaient par opposition à la « classe ouvrière » et aux « prolétaires ».

Encore une fausse perspective idéologique ! Ceux qui appartiennent à ce qu’on appelle aujourd’hui la « droite républicaine », à cette droite formelle, sont des gens certainement très compétents, mais englués dans des rôles d’idiots utiles ou d’opportunistes serviles à vocation carriériste ; ils tiennent le rôle du pendule dans le mouvement de balancier permanent que se jouent majorité et opposition pour entretenir l’illusion du pluralisme idéologique et de l’alternance « démocratique » ; le balancier oscille, mais on est toujours à gauche. Ils sont d’accord sur le fond et ne s’opposent que sur des divergences convenues, futiles, sur les effets qui alimentent la polémique ; jamais sur les faits qui mettraient en cause le système dont dépendent les intérêts carriéristes de trop de profiteurs.

Si l’on peut admettre que les politiciens de gauche ont au moins pour eux d’être conditionnés par leurs propres sophismes idéologiques, j’en suis encore à me demander, mis à part l’intérêt et l’ambition personnels, ce qui détermine les politiciens dits de « droite » en République.

Qu'est-ce qui les pousse, qu'est-ce qui les retient à la politique ? Je suis à la veille de détecter chez ces personnages la moindre trace de sincérité dans la pratique politique ; surtout quand ils paraissent se déterminer, non point en raison de convictions personnelles dont ils sont totalement dépourvus, mais dans la perspective de récupérer les électeurs de leur adversaire du moment. Ils sont pétris de masochisme politique ; dès lors qu'ils accèdent au pouvoir, ils ne trouvent rien de mieux que de satisfaire les revendications de leurs opposants avant même de prendre en considération les attentes de leurs propres électeurs. Ils font toujours la politique des autres... Et pour cause : ils n'ont pas de politique ! (Voir plus haut). C'est le complexe confusionnel typique du centriste. Dans l'ensemble, ces responsables politiques ont fait plus pour « l'avancée » des idées progressistes en France que 100 ans de République, tout en ayant le culot de se faire passer pour des politiciens de droite qu'ils ne sont pas.

En somme, cela revient à dire qu'il n'y a pas de réel pluralisme des idées en France. Dans ces conditions, comment peut-on se prétendre démocrate et se réclamer de la démocratie ?

Démocratie ! Tout est dans le mot. Nous en reparlerons au moment d'aborder cette importante question. En attendant, il convient de le dire, de le répéter, de l'affirmer haut et clair : la démocratie n'existe pas ; il n'y a jamais eu de démocratie, nulle part, ni en France, ni ailleurs, surtout pas aux États-Unis où le lobbying institutionnel tel que le pratiquent les Américains est tout ce que l'on voudra, sauf la démocratie ; il n'en reste pas moins que ces derniers sont loin d'être le modèle de référence qu'on voudrait imposer à la planète entière. Il n'y a jamais eu de démocratie en France parce que les républicains n'en ont jamais voulu ; ils se contentent de détourner le sens du mot à leur profit pour abuser les citoyens.

On confond la démocratie avec la médiocratie, c'est-à-dire avec la dictature des pouvoirs intermédiaires ou intermédiation. Des pouvoirs dits « représentatifs » (députés, sénateurs) auxquels il faut ajouter la technocratie ou les Corps constitués intermédiaires de l'État.

Depuis l'arrivée de Mitterrand avec la désastreuse coalition socialo-communiste au pouvoir, depuis 1981, la République a tombé le masque et montré son vrai visage : elle reprend deux siècles plus tard la subversion révolutionnaire interrompue par l'ère napoléonienne et la Restauration. Elle continue ce que le radicalisme, pourtant de filiation jacobine, n'avait pas réussi sous la Troisième République : la Révolution par d'autres moyens. La période du Front Populaire était déjà une amorce de retour avorté qui aura abouti à la Seconde guerre mondiale. Mais les enragés n'ont pas dit leur dernier mot ; ils s'enhardissent. Quelles que soient les leçons de l'Histoire.

Nous sommes confrontés à un véritable sabotage de notre pays, à la destruction systématique de notre société, au démantèlement élément par élément des grandes constantes de notre civilisation séculaire, à l'effacement de toutes nos valeurs, de ces vertus immémoriales qui ont fait de la France un immense pays, envié, admiré, — un pays dont nous pouvons être fiers à juste titre, quoi qu'en disent les procureurs stipendiés qui lui font supporter toutes les tares de l'humanité ! Je vais plus loin, la République conduit au mépris de soi, de tout ce qui façonne l'identité. De même qu'elle est contradictoire de la démocratie, elle est contradictoire de la nation ; elle pousse l'individu à renier ses origines, à se renier lui-même, à briser les liens charnels qui l'unissent à son pays, à sa terre d'origine ; il en arrive à haïr son pays parce que celui-ci lui renvoie une image de lui-même qu'il rejette, et qui éveille en lui une haine de soi communicative élevée jusqu'à l'hystérie chez certains.

Par ailleurs, la politique antinationale immigrationniste, voulue et encouragée par les différents gouvernements républicains a suscité l'émergence d'un communautarisme apatriote dangereux — sorte d'apartheid multiculturel et multiracial de fait —, délié de tout enracinement. La République est ainsi faite qu'elle est elle-même la cause des effets pervers qu'elle combat (la fameuse phrase de Bossuet) ; pour supprimer ces effets pervers, elle devrait logiquement se combattre elle-même, s'auto-supprimer ; il ne nous reste plus qu'à l'y encourager... et y croire !

En attendant, elle est devenue l'instrument du mondialisme. Être mondialiste, c'est nécessairement abandonner le pouvoir absolu à de sombres inconnus dotés de super pouvoirs exorbitants, qui échappent à tout contrôle et seront toujours incontrôlables, précisément parce qu'ils sont inconnus et se situent à des hauteurs inaccessibles pour le commun. Un gouvernement mondial, quel qu'il soit, ne peut être qu'un gouvernement occulte doté d'un pouvoir orwellien de domination hors contrôle effrayant. C'est pourquoi la démocratie directe apparaît plus que jamais comme l'antidote nécessaire à la République, un rempart contre le spectre de la dictature universelle et la dissolution des nations. Il arrivera un moment où les peuples n'accepteront plus cette menace permanente qui met en cause leur identité collective et conduit à l'effacement tant historique qu'ethnique de leur pays et de leur peuple.

Commençons par la corruption.

Je l'ai dit, la République est un système politique intrinsèquement pervers, corrompu et corrupteur, — je devrais dire pourri jusqu'à la moelle, mais je serais obligé d'employer le mot à chaque page ; cela finirait par apparaître comme un grave déficit d'imagination et lasser le lecteur. On le sait, la République est marquée du sceau de l'infamie dès son origine ; en ce sens, la Révolution française n'aura été qu'une monstruosité frénétique mettant en évidence l'esprit de corruption porté à son comble ; dans un autre sens, elle a peut-être été aussi une belle occasion manquée... Cette corruption fondamentale l'est d'abord dans les esprits avant d'être le reflet de certaines mœurs politiciennes ; elle est dans l'homme comme un mal incurable ; avec le temps, elle s'est incrustée dans le paysage républicain ; elle s'est imposée de la même façon à la société comme un mal récurrent dont on s'habitue et avec lequel on est condamné à vivre. Il suffit de le faire admettre à la population comme « le prix à payer pour maintenir la démocratie ». J'ai déjà entendu ce genre de propos fallacieux ! Encore faudrait-il que la République est à voir avec la démocratie...

Dès ses tout débuts, dès la Révolution française, la République n'a cessé d'être le théâtre d'affaires plus ou moins précieuses, louches, scandaleuses. Et je ne parle pas ici de la violence intrinsèque qu'elle porte en elle comme marqueur génétique et même générique. Je parle des affaires de corruption latentes ou déclarée inhérentes au système. La liste est longue, et plus on approche de notre époque, plus le dossier s'épaissit. Quand je dis au tout début de la Révolution, j'entends les biens nationaux, les biens de l'Église, les assignats, la famine, c'est-à-dire l'organisation d'une des plus formidables spoliations organisées contre un peuple. Pour rester dans notre période, le processus de corruption s'est accéléré à la Libération avec les nationalisations-sanctions qui ont touché certaines grosses entreprises du secteur privé ; cette corruption endémique s'est accrue proportionnellement à l'extension du sacro-saint « service public » qui n'a cessé de se développer monstrueusement au détriment de l'initiative privée.

Au lendemain de la guerre (1945), l'influence des communistes, fraîchement réhabilités au titre de leur « héroïque » participation à la « Résistance », leur funeste entrisme au sein des structures de l'État et leur prise de contrôle de la fonction publique (statut Thorez), vont avoir des conséquences désastreuses pour le devenir de notre du pays.

La France souffre de ce mal profond qui la ronge depuis la fin de la seconde guerre mondiale : l'extension illimitée du secteur public, l'emprise de plus en plus envahissante de la bureaucratie d'État sur l'espace privé, l'interpénétration voire l'imbrication du public et du privé, avec une accélération après mai-68 et l'arrivée au pouvoir des socialo-communistes (1981), l'explosion des prélèvements obligatoires sur le travail marchand, la mainmise de la technocratie sur le pouvoir politique, la confusion des cabinets ministériels et des conseils d'administration, seront sources multiples de bien des maux de notre société.

Cette dérive de l'action publique dévoyée par l'esprit de corruption est d'autant plus déplorable que les partisans de la République se sont posés face à la monarchie en modèles de vertu, comme des hommes nouveaux pour un monde nouveau, un

monde « régénéré » ! Ils se sont révélés pires : escrocs, gougnafiers, corrompus, jusqu'au bout de leurs mœurs de cannibales ; légitimés par le suffrage universel, ils ont le toupet de se prétendre « issus du peuple » et le « représenter » ! Ce qui les rend encore plus odieux.

Près de 80 ans après la « Libération » de 1945, élus et haut-fonctionnaires sont devenus les acteurs d'une mafia de privilégiés qui se goinfrent à tous les étages de la société ; sûrs de leur impunité, ils se vautrent dans la brigue, dans les manigances frauduleuses au détriment du peuple français, l'éternelle vache-à-lait, victime aujourd'hui d'une véritable organisation de racket social et financier à la hauteur d'un État tout entier.

Même en admettant que le système soit intrinsèquement perversi, comment a-t-on pu en arriver là, sans le corriger, sans remédier à ses plus graves défauts ?

Tout simplement parce que le système sert en priorité les intérêts de ceux qui vivent de lui, c'est-à-dire en premier les intérêts de l'intermédiation politique ; il est au service d'une fausse élite qui s'accroche au pouvoir, joue de ce pouvoir pour s'y maintenir et préserver ses privilèges. Lorsqu'un homme jeune, compétent, entre en politique bardé de ses illusions (cela ne dure pas longtemps), il est vite ramené à la réalité. Certains, heurtés dans leurs convictions, touchés au plus profond de leur honnêteté, abandonneront le combat politique ; d'autant que leurs idées, parfois candides et faussement assurées, n'ont aucune chance de s'imposer face aux impératifs brutaux de la réalité. Mais la plupart entreront dans le système par la grande porte, comme candidats aux élections. Ils seront d'ailleurs rigoureusement sélectionnés ; on s'assure ainsi, non point de leur loyauté, mais de leur allégeance au système républicain, qu'ils soient de gauche ou de « droite ».

Dès lors, ils seront les instruments fidèles et serviles du système qui le leur rendra bien. Une condition : pas d'incartade idéologique. Entraîné dans la spirale infernale, on n'en sort plus. Car une fois mandaté électoralement, toute l'astuce consiste pour l'élu à se faire réélire et à perpétuer le système. Et si l'on n'a pas sa part, si on rate l'élection, une bonne pantoufle

dans l'administration, le parapublic ou le privé institutionnel (tertiaire), fera patienter en attendant son tour. On y prend goût, et l'on devient un roublard parmi les roublards. Le pli est vite pris, le système y encourage. Il y a désormais trop d'intérêt personnel en jeux.

Dès cet instant, la politique devient un garde-manger où il y a des places à gagner, et où l'on se bat pour gagner sa place devant le garde-manger : les ambitieux qui se présentent à la queue leu-leu devant la mangeoire de la République sont voraces. Finies les grandes, les belles, les nobles idées ; finies les promesses mirifiques qu'on financera, si on les finance, en pressurant l'électeur-contribuable ou en le faisant caution à son insu des emprunts qu'on accumule sur sa tête. On les ressortira à l'occasion des élections, comme les guirlandes de Noël ou les falbalas, pour amuser la galerie électorale et assurer sa réélection. Puis on remballa les cotillons jusqu'à la prochaine. La politique n'est plus qu'un système de relations, d'ententes, de compromis, de combines, de passe-droits, de renvoi d'ascenseur où l'on fait jouer les réseaux d'influences très puissants à ce niveau institutionnel ; on trouvera toujours l'argent nécessaire, même si pour se le procurer il faut se boucher le nez et le saisir avec des pincettes.

**Est-ce à dire que les partis politiques ne servent à rien ?
Faut-il les supprimer ?**

Certains mouvements politiques ne sont que des manifestations sectaires et réductrices du monde des réalités dont ils n'ont qu'une vision partielle et partiale ; d'autres sont des machines de type rouleau compresseur destinées à faire élire des candidats asservis par un système qui les dépasse, mais leur permet de vivre grand train comme élus, tout en ayant le sentiment de croire qu'ils sont utiles à la société. Ceci posé, peut-on s'en passer ? Je dis non, à cette condition expresse que toutes les formes de pensées puissent s'exprimer — même s'il est permis de se demander aujourd'hui, avec la fin des idéologies, ce que peut être le contenu d'une pensée politique ; en tous cas, cette capacité d'expression est loin d'être librement acquise pour les partis identitaires et nationalistes. Or un parti ou, si

l'on veut, un mouvent politique a surtout pour but de traduire dans les faits et dans l'action des idées politiques ; d'œuvrer à faire adhérer le maximum de citoyens afin de mettre ces idées en pratique ; la première démarche qui nous concerne, nous, nationalistes, c'est d'abord de ne pas confondre idées et idéologies : avoir des idées adossées à la représentation de l'ordre naturel est une chose ; être idéologue sur des abstractions fuligineuses en est une autre ; l'une n'a rien à voir avec l'autre.

Quant à l'engagement en politique, en république, il s'agit la plupart du temps d'un militantisme intéressé, un militantisme de complaisance. Le militant s'engage dans la perspective d'une contrepartie à son engagement ; si ce n'est une place d'élu ou de permanent, ce sera une place rémunérée ou des faveurs dans l'administration, dans un service public, dans un organisme quelconque, pour lui ou un membre de sa famille...

C'est faire entrer les militants dans un système de clientèle basé sur la recherche de la sinécure ou du pantouflage lucratif, avec honneurs et prébendes. C'est aussi un moyen efficace de recruter des adhérents et de s'attacher leurs services. Dans la Rome ancienne, la clientèle était une institution ; au moins les sénateurs Romains n'avaient-ils pas la prétention de se faire passer pour des démocrates.

Comment réveiller l'esprit civique des citoyens ? Comment solliciter leur conscience politique, quand on voit que les professionnels de l'engagement détournent la finalité de l'action politique autant pour satisfaire leur intérêt de carriéristes que ceux des lobbies qui les soutiennent ? Ils se moquent du bien commun comme de leur premier bulletin de vote, et ne l'intègrent dans leur démarche politicienne que dans la mesure où cela leur permet de s'accrocher au pouvoir et de s'y maintenir.

De quel exemple de vertu et d'honnêteté peuvent-ils se prévaloir, quand ils cautionnent en personne des organisations politiques qui élèvent la corruption et la combine à la hauteur d'un système de gouvernement ? Dès lors, quelle confiance, quel crédit le citoyen peut-il leur accorder ? Ils n'ont même pas l'honnêteté de remplir le contrat initial liant tout homme politique à

l'électeur : avant tout défendre son pays et ne pas permettre qu'il soit porté atteinte à l'intégrité morale et physique de son peuple.

Je n'arrive pas à comprendre comment on peut faire de la politique sans aimer son pays comme on aime sa famille, sans être attaché à sa patrie, à la terre de ses ancêtres, sans être un vrai, un sincère patriote, sans être porté par une ardente prédilection pour son peuple, pour ceux de sa race... C'est quelque chose qui me dépasse, que je n'arrive pas à saisir par l'esprit, ni à fixer mentalement. Les grands partis institutionnels républicains ne sont que des syndicats d'intérêts catégoriels, des comités corporatifs de la domesticité d'État, rien de plus.

Ne soyons pas étonnés que les gens ne veuillent plus s'engager dans le militantisme bénévole ou si peu, qu'ils en aient assez de se dévouer pour des élus qui se moquent d'eux, méprisent leur pays, passent leur temps à satisfaire des ambitions de carrière ou à tremper dans de sombres magouilles politico-financières, sans compter ceux qui dérivent franchement dans la combine mafieuse. Même les grands partis politiques n'ont plus de militants et font appel à des entreprises spécialisées et à la presse serve pour assurer leur propagande électorale, sauf cas ponctuels locaux.

D'ailleurs ils ne font plus de politique, ils font de la communication, du marketing électoral intensif ; ils se vendent comme des paquets de lessive : il y en a toujours un pour laver plus blanc que l'autre, ou un autre pour accuser son voisin d'être plus noir que noir... Et quand ils sont au pouvoir, ils ne gouvernent pas (ils en sont incapables), ils gèrent les circonstances, ils profitent des opportunités.

Les partis politiques institutionnels et les syndicats ont de moins en moins d'adhérents (comprenons qu'ils sont implicitement désavoués par les citoyens), ce qui ne les empêche pas de faire la pluie et le beau temps dans le pays ! Moins ils ont d'adhérents, plus ils sont subventionnés ! Leur représentativité n'est plus en raison du nombre (supposé) d'adhérents, mais à l'importance des subventions qu'ils perçoivent de la puissance publique, en plus des enveloppes voire des valises qu'ils touchent ici ou là (voir la collusion des syndicats avec le grand patronat).

Un parti politique ne vit pas seulement par ses militants, il vit aussi grâce à ses électeurs et pour eux. Qu'est-ce que c'est, pour vous, le clientélisme ?

Avec le clientélisme, nous abordons l'aspect le plus pervers et le plus spectaculaire du système républicain. Constatons tout d'abord que la corruption, comme le clientélisme, sont la conséquence et l'apanage de ce système politique. Nous avons vu que les partis politiques appuient leur action sur des militants ; il est évident que la finalité de cette action est d'attirer à eux le maximum d'électeurs pour accéder au pouvoir, et, le moment venu, se mettre aux « affaires ». Comment les attirer à soi et surtout les fidéliser ? Il y a d'abord un vague programme, manifeste ou profession de foi politique, qui sert surtout à noyer les vrais problèmes, à les diluer dans un salmigondis déclamatoire plus ou moins fumeux ou fumiste, permettant d'énoncer les pires contradictions, les scies idéologiques les plus éculées, sans cesser de donner l'impression de dire la vérité, et à submerger l'électeur sous une avalanche de promesses stériles que résume le fameux : « Demain on rase gratis ».

Tout devient possible, la vie est belle, l'avenir est radieux ; l'État providence devient une corne d'abondance inépuisable et la source de tous les bonheurs ; sauf qu'on oublie de préciser que si on rase gratis, dans le même temps les tondus, les rasés, les ratiboisés, sont toujours les mêmes, les éternels cocus de la République : ceux qui travaillent, produisent, payent. Avec l'argent du contribuable, on peut tout promettre ; il suffit de le prendre là où il est, et d'abord dans les poches des braves gens qui s'échinent à créer de la richesse et à produire de la valeur ajoutée ; si cela ne suffit pas, alors on l'obtiendra par l'emprunt, le contribuable ajoutant à sa casquette de cocu par destination, celle de cocu par procuration en tant que caution physique de ces emprunts illimités, et de l'endettement public abyssal qui s'ensuit.

Promettre ce qui fait plaisir à entendre, démagogie éternelle, récurrente, petite musique douce aux oreilles des électeurs qui semblent ne jamais s'en lasser ; démagogie qui vise surtout à déresponsabiliser le citoyen pour le placer sous la tutelle de l'État. Le propre d'un programme politique, de nos

jours, est de tout promettre pour être élu, et une fois élu de ne plus se sentir tenu par ses promesses, ni par ses engagements ; surtout quand elles sont irréalisables, utopiques ou potentiellement désastreuses. « Les promesses n'engagent que ceux à qui elles s'adressent » rappelait naguère un vieux saurien de la politique politicienne, Charles Pasqua.

Une façon quelque peu cynique de faire comprendre aux électeurs que la politique est un jeu d'attrape-nigauds, et je reste poli : à eux de ne pas se faire prendre. La plupart des électeurs votent davantage pour exprimer un refus ou une tendance que pour adhérer à un programme auquel le plus souvent ils ne comprennent rien, parce qu'il n'y a rien à comprendre ; où l'on voit que voter pour un homme débagoulant un programme politique nébuleux ou voter pour une idée référendaire concrète et clairement définie, ne donne pas au suffrage la même signification. Ils peuvent aussi se déterminer en fonction de la personnalité du candidat, de son charisme, de son abattage, de son pouvoir de séduction, peu importe qu'il soit creux et beau parleur (de ce point de vue, le président Macron est un modèle d'anthologie), l'important est qu'il fasse son effet sur l'électeur qui n'en demande souvent pas plus. Les bonimenteurs de foire, les bateleurs d'estrades ne manquent pas en politique ; les virtuoses de l'esbroufe, les maestros de la démagogie la plus racleuse non plus ; ils ont l'art et la manière de promettre la chose et son contraire, sans avoir l'air de se contredire ni de se dédire ; jusqu'au jour où cela finit en désastre.

*

Tout le sens du discours chez les politiciens racornis est de se concentrer sur la nécessité de se faire réélire. La réélection : tout est là ! Cette ardente obligation abolit chez eux l'indispensable hauteur de vue nécessaire à l'approche de leur mission publique ; ils sont toujours à la remorque de l'opinion mais ne l'entraînent jamais. Les gesticulations médiatiques, les effets d'annonces, les promesses vaines, cachent mal qu'ils sont en campagne électorale permanente. L'orientation générale des deux grands courants républicains peut se résumer ainsi : la gauche fait de l'idéologie, la droite fait de l'électoralisme. Aucun des deux ne fait de la politique.

Pour une position éligible, ils sont capables de tout : trahir, se renier, se vendre au plus offrant. Quand on est dépourvu de convictions et de morale élémentaire, on ne recule devant aucune bassesse. Un ministre député n'a-t-il pas dit : « On n'est rien en politique tant qu'on n'a pas trahi » ? Trahi qui ?... Ses électeurs ? Son pays ? Son peuple ?... Pour certains la trahison est une seconde nature, une sorte d'oxygène aussi indispensable que l'air pour respirer. Un député, c'est le salaire de P.D.G. d'une entreprise plus que moyenne, sans les responsabilités... Ne parlons pas des substantielles retraites et autres avantages lucratifs que ces dignes représentants du peuple s'octroient généreusement à l'insu de leurs mandants.

Ils aiment présenter une image de politiciens « modérés », tolérants, fraternels, toujours à la recherche du compromis le plus favorable pour eux ; une image de centristes de type ni droite ni gauche opposés aux extrêmes comme ils n'oublient jamais de le rappeler ; position avantageuse qui permet d'avoir un avis sur tout et de ne s'engager sur rien d'essentiel ou de fondamental, tout en offrant son plus beau profil de sage magnanime qui se sacrifie pour le bien commun !

On se passe de convictions, on peut se passer d'idées aussi ; il suffit de les prendre là où elles sont, chez l'adversaire si nécessaire, de le plagier, de piller opportunément son programme pour ratisser large et aller où souffle le vent, en prenant garde de ne jamais sortir du cadre républicain. Ou faire comme cette candidate à la présidence de la République, lançant à ses électeurs : « Dites-moi ce que vous voulez, je le ferai » ; manifestation exemplaire d'un sens aigu de la politique chez une citoyenne briguant la magistrature suprême.

Peu importe : l'essentiel est que les braves gens y croient et soient persuadés qu'on va gouverner pour eux, alors qu'ils portent les cornes avant même d'avoir déposé le bulletin dans l'urne. De toute façon, ils n'y verront que du feu. Comment pourraient-ils « voir », comprendre quoi que ce soit, quand ils sont entretenus dans le mensonge médiatique permanent, tout autant que dans un brouillard idéologique où l'on ne distingue plus le vrai du faux, ce

qui est sincère de ce qui est perfide ? Comment les politiciens pourraient-ils penser à leur pays, à leur peuple, alors qu'ils ne pensent qu'à eux et à leur plan de carrière ?

Il y a longtemps qu'ils ne connaissent plus la France. Ils ne connaissent que la République ; ils affectent de prononcer le mot France, mais dans leur bouche il est comme un écœurement forcé : la France, ils l'ont en haine. Alors, ils la détruisent.

*

Les politiciens républicains, quelle que soit leur couleur idéologique, n'aiment rien tant que cultiver un profil lisse, sans aspérité, donnant d'eux une image de saints laïques confits de dévotion, vouant leur existence à répandre le bien autour d'eux, au nom des droits de l'homme et d'un humanisme de posture des plus médiatiquement conforme —, l'icône pieuse, irénique, susceptible de faire vibrer le plus grand nombre, et de ne point donner prise aux sarcasmes des chiens de plume. L'idée qu'ils pourraient être victimes d'un déficit d'image dans l'opinion ou être diabolisés par les médias, les terrorise, les tétanise. Ils rampent devant l'Opinion, mais l'opinion fabriquée seulement. Ils font les gentils toutous, les braves, les généreux, bonasses, pas méchants, toujours ouverts et tolérants, offrant à l'électeur le côté virginal de l'homme politique pur de toute tache infamante et pétri de bonnes intentions.

Autrement dit, ils font les ânes. Ce que confirme Pascal : « Qui veut faire l'ange, fait la bête » Les républicains dits de « droite » ou du « centre », ramassis de bourgeois frileux dénués de caractère sinon de personnalité, ventres mous de la politique, humanités moralement flasques, véritables éponges mentales qui absorbent et ressuient toutes les déviances venues de la gauche, vivent en permanence culpabilisés sous l'emprise de leur mauvaise conscience ; ils passent leur temps à battre leur coulpe, à se repentir, à expier devant leurs adversaires politiques qui leur clouent le bec au moindre haussement de voix.

Remarquons qu'ils se justifient plus souvent devant leurs adversaires de gauche que devant leurs électeurs ! La peur de paraître intolérants ou autoritaires inhibe en eux le sens même

de l'autorité, et par voie de conséquence celui des responsabilités ; à les écouter, ils ne font plus de la politique, ils font la charité ; ils sont à la limite du caritatif ; ils prêchent au nom des droits sacrés de la « personne humaine », laquelle passe en premier par leur digne personne et celle de leur entourage.

Soyons justes, ils font la charité : ils partagent, ils distribuent, ils redistribuent... l'argent du contribuable bien évidemment ; mais aussi l'argent d'emprunts pharamineux qu'ils contractent au nom du même contribuable, et qui plombe l'avenir des générations futures. Ils sont partageux, mais c'est toujours avec l'argent des autres, jamais avec le leur ; eux, ils sont là pour palper, pour encaisser, pas pour donner. Obsédés par leur icône de personnages publics, soumis à la dictature des sondages, la plupart sont hantés par l'image qu'ils donnent d'eux-mêmes et vivent sous l'impérieuse tyrannie du paraître ; ils n'ont pas d'existence, ils n'ont qu'apparences ; et pour avoir le sentiment d'exister quand on n'est rien, il faut paraître, s'exposer, s'exhiber. Imbibés de toutes les purulences de l'idéologie républicaine la plus conformiste dont ils nourrissent leur flaccidité mentale, ils ne connaissent que le compromis sans panache, le consensus mou, le dissensus feutré, tels des chiens se défiant du regard sans jamais se mordre, parce qu'il y a consensus sur la pâtée. Ils fuient le débat politique, le vrai, le débat de fond, se dérober, le redoutent par crainte d'avoir à déborder les balises rassurantes et intellectuellement confortables du politiquement correct — lequel ne va pas sans rappeler la restriction mentale chère à nos bons Jésuites.

Ils ne retrouvent un semblant de virilité, de mâle assurance, que pour combattre leurs propres compatriotes ; quand il s'agit de mobiliser la racaille urbaine ou de lancer les forces de police et de gendarmerie contre les mouvements patriotiques, là ils bombent le torse, ils roulent des mécaniques, ils font les fiers-à-bras : ils se vengent du village ; ils lui rappellent que ce sont eux les élus, eux les maîtres. Grouillement répugnant de larves parasitaires, ils ne sont que le tragique reflet de l'homme moderne névrotique, un homme hors-sol, sans âme, sans identité, sans conscience structurée, affichant une prétendue ouverture d'esprit, une générosité affectée, une bassesse de sentiments

qui cache le plus souvent un manque de résolution et de fermeté, mais aussi de vraie compassion ; dans leur rôle d'idiots utiles du système, ils apparaissent comme des esprits veules, lâches, médiocres, préférant le mensonge rassurant à la vérité qui dérange. Ils donnent d'eux et de la politique en général une image effroyablement affligeante.

*

Pour attirer à soi les électeurs, se les attacher, il y a mieux : la tactique consiste plus directement à acheter leur vote en les transformant en clients, c'est-à-dire en fonctionnaires dûment titularisés ou assistés. Pourquoi les fonctionnaires ?

Tout le monde sait qu'en république être fonctionnaire est une rente garantie à vie, un privilège absolu exorbitant, entre autres pluralités de privilèges, plaçant les titulaires de la fonction publique ou parapublique dans la nécessité d'être liés à l'État dont dépendent leurs moyens de vivre ; dans la mesure où ils ont le droit de vote, cette situation en fait des électeurs captifs ; et cela qu'on ait à faire à des serviteurs méritants ou à des parasites sociaux, à la fonction publique de terrain ou à la fonction publique administrative. L'intérêt personnel du fonctionnaire rejoint celui du politicien républicain ; ils ont besoin l'un de l'autre. Ils se soutiennent mutuellement. Ils sont unis par la même solidarité d'intérêt que génère les privilèges corporatistes.

N'oublions pas que la plupart des leaders politiques, comme la plupart des hauts fonctionnaires, sortent des mêmes Grandes Écoles où ils sont formatés à coups de présupposés idéologiques et affectés de la même mentalité carriériste. Où et comment pourraient-ils acquérir ce sens politique si subtil, si précieux, qui permet d'anticiper la réalité, et de ressentir, de capter les vibrations les plus ténues qu'exprime l'âme collective de tout un peuple ? La fonction publique fournit l'écrasante majorité du personnel politique français, ce qui est proprement anormal et scandaleux.

Nous sommes gouvernés par des fonctionnaires, des administratifs, des bureaucrates, à vue basse, sans chair ni tripes, des apparatchiks qui n'ont que des intérêts alimentaires à défendre ; on les appelait jadis, par dérision, des ronds-de-cuir ou des

culs-de-plomb ; on les appelle aujourd'hui des technocrates. Il ne faut pas s'étonner si tant de nos politiciens sont totalement dépourvus de sens concret, d'imagination et de caractère !

Chaque fois qu'un citoyen choisit d'entrer dans la fonction publique, il élargit en quelque sorte l'assiette de l'intermédiation ; il devient un pion du système et le renforce. Il est donc spontanément porté à soutenir ce dont dépend sa sécurité matérielle. La preuve ? Depuis la Libération, depuis soixante-quinze ans, pas un gouvernement, qu'il soit de gauche ou de droite, n'a réussi à enrayer la montée des effectifs de la fonction publique. Bien au contraire, ils ont laissé faire, ils ont encouragé, particulièrement depuis l'arrivée du socialiste Mitterrand et de ses alliés communistes, en 1981. Les fonctionnaires sont les protégés du système, les enseignants ayant toutes les faveurs empressées de l'État. La République ne peut se passer du personnel enseignant. La République a toujours méprisé les paysans, les commerçants, les petits producteurs et artisans du secteur privé, même les ouvriers. Par contre, les fonctionnaires et autres commis de l'État petits et grands ont été cajolés, chouchoutés de tous temps par les différents pouvoirs successifs ; rien n'a été négligé en termes « de droits acquis » et de privilèges corporatifs pour satisfaire à leurs exigences.

Pressurer toujours plus le privé, l'endetter encore et encore pour fabriquer toujours plus de fonctionnaires surnuméraires, et espérer toujours plus d'électeurs reconnaissants... La dérive infernale ! Il ne s'agit pas de mettre en cause la fonction publique ni les fonctionnaires en tant que tels (nous avons vu que l'institution est disparate et que la notion entre méritants et parasites est floue : dans le privé, le parasite n'existe pas ou il est vite déjoué et sanctionné) ; il s'agit de mettre le doigt sur un mal réel bien français, un vice républicain choquant, anormal dans une société qui se prétend civilisée. Résultat ? La France est devenue un des pays industrialisés les plus fonctionnarisés du monde, avec un agent de la fonction publique ou assimilé pour quatre actifs productifs, alors que la proportion jugée « normale » est d'un pour douze, voire un pour quinze ; et je ne tiens pas compte du système associatif subventionné, lequel a littéralement explosé durant les quatre dernières décennies.

Lorsque les Français seront tous devenus fonctionnaires, il n'y aura plus personne pour assurer leurs fins de mois ; nous serons en régime communiste, comme en Union soviétique ; l'État s'écroulera sous le poids de sa bureaucratie boulimique, de son inertie sclérosante, de son omnipotence oppressive : la France ne sera peut-être plus qu'un souvenir, même pas historique, et les partisans du Nouvel Ordre Mondial, satisfaits d'eux et triomphants, fiers d'avoir transformés l'humanité en un vaste troupeau de bétail domestique, auront gagné sur toute la ligne... Je reviendrai sur la fonction publique dans un prochain triptyque, car elle appelle d'autres commentaires.

Le moins qu'on puisse dire est que vous n'êtes pas tendre avec le personnel politique français. Comment faire autrement ? Comment peut-on se passer des « élus du peuple » ?

Personnel politique « français », français est de trop ; « élus du peuple » : arrêtez de me faire rire ! Républicains très certainement ; les élus du peuple sont tous les mêmes. De droite ou de gauche, qu'ils soient maires ou du conseil municipal, départemental, régional, députés ou sénateurs, la réalité est peut-être pire que ce que l'on peut imaginer. Le personnel politique est l'image même de la médiocrité, du vide métaphysique qui sied au plus grand nombre.

Pas de conquérants honorables, pas de bâtisseurs avisés, pas de nobles guerriers chez les politiciens républicains, encore moins de grands saints (on ne leur en demande pas tant !), nul esprit entreprenant ou alors foireux : ils ont l'imaginaire borné, réduit au nivellement de masse, au confusionnisme égalitariste ; quand ils s'essaient à faire preuve d'imagination, au mieux ils sont grotesques, au pire les choses tournent à la catastrophe ; ils ne connaissent pas **le beau, le vrai, le juste**, il ne connaissent que le laid, le faux, l'arbitraire. Ils ne réussissent en politique que parce qu'ils ont des mentalités de combinards, de comploteurs, d'intrigants, d'agitateurs fourbes, cauteleux, l'idéal maçonnique par excellence.

Ils ont l'abattage des bateleurs d'estrade, des casseurs de vaisselle, des vendeurs d'aspirateurs ; leurs discours sont parfaitement stéréotypés, truffés de clichés et de clés idéologiques

pour être entendus d'une oreille distraite par ceux qui font semblant d'y croire, et d'une oreille indifférente par ceux qui n'y croient pas ou plus. Quand je dis que les politiciens sont les domestiques du château élus par le village, je veux dire qu'ils représentent les domestiques et la domesticité d'État, certainement pas le château, encore moins le peuple du village. Ils ne sont que les domestiques du rang ou de l'office selon la couleur politique ; au mieux, les intendants ou les régisseurs du domaine. Des chefs, des patrons, des maîtres : non ; des usurpateurs aux yeux de ceux du château et du village, certainement. Quand le village commencera à ouvrir les yeux, quand il comprendra que toute l'histoire de la République n'est que l'histoire d'une énorme et magistrale duperie — sanglante ! —, alors nous pourrons placer quelque espoir dans ceux qui nous gouvernent et envisager un avenir plus serein dépourvu de tout esprit de trahison.

Qu'est-ce que vous appelez le détournement des collectivités ?

Il faut le savoir, les collectivités territoriales, de la plus petite commune à la région, sont de véritables organisations de clientélisme politique et de racket fiscal. Les Français se donnent-ils la peine d'examiner de temps en temps les budgets généraux des collectivités territoriales, région, département, municipalité ? Si c'était le cas (hélas ! ils n'ont pas ce genre de curiosité !), ils pourraient constater — ce qui ne devrait pas être une surprise pour eux — que nos dignes représentations de la bureaucratie locale (qui multiplient à volonté les somptueux palais administratifs ou les investissements de « prestige » aux frais du contribuable : pas la peine d'avoir renversé l'Ancien Régime et aboli les privilèges !), sont aussi des institutions destinées à soudoyer les électeurs — je veux dire à acheter leur bulletin de vote —, des machines automatiques à redistribuer l'argent du contribuable sous forme de traitements, subventions, aides diverses, prêts en tous genres, emplois de complaisance... Tout le monde touche, mais attention, la distribution est quand même sélective et orientée, on se doute dans quel sens. Les associations amies (les plus malins repassant l'escar-

celle aux différents budgets du mille-feuille), et nombre d'organismes publics à vocation incertaine, dûment certifiés par un label officiel de type « socioculturel » ou « humanitaire ».

On ne sait au juste à quoi servent nombre de ces organismes paraétatiques ou associatifs dont la gestion est le plus souvent opaque, sinon à justifier des emplois de complaisance pour faire diminuer le taux de chômage, quand ils ne tiennent pas lieu de pompes à finances au bénéfice exclusif des professionnels de la magouille. La plupart des associations subventionnées relèvent de l'État et des collectivités territoriales ; beaucoup ont des fonctions fictives et servent d'abris sociaux à des citoyens hypothétiques, tout aussi fictifs, mais vrais électeurs. À cela il faut ajouter les emplois publics surnuméraires au sein des collectivités, emplois le plus souvent inutiles (ex. : les communautés de communes et d'agglomération ou intercommunalités à fiscalité propre, créées en remplacement des syndicats intercommunaux).

En fait, tout est organisé pour que le plus d'électeurs possible soient, d'une façon ou d'une autre, tributaires de l'aide publique : il suffit de le vérifier sur les menus déroulants des collectivités connectées ; si l'on ajoute le poids de l'État, on s'aperçoit que l'espace privé se réduit comme peau de chagrin, que les citoyens libres étouffent sous le poids de l'espace public ; la France est en train de devenir un pays communiste sans même s'en rendre compte ; et cela met en cause tous les partis politiques républicains sans exception. Combien de Français savent-ils, par exemple, que les départements consacrent plus de 60 % de leur budget à l'aide sociale ou plutôt à l'assistanat social ? Et je ne parle pas de l'explosion des dépenses de fonctionnement des collectivités, nécessairement corrélative de l'explosion des emplois territoriaux. Au-delà de leurs fonctions administratives respectives, les Conseils locaux, départementaux, régionaux ne sont que des organes essentiellement redistributifs dont le but est d'acheter le vote des électeurs, par détournement des missions de service public.

Venons-en au parlementarisme. Vous le présentez comme un des points noirs de la République. Expliquez-vous.

Ah ! le parlementarisme, la représentation « populaire » ! Là, nous touchons au point nodal du système, au degré ultime de la mystification. Nous sommes au cœur du chœur, dans le saint des saints du magouillis républicain. Nous allons en faire hurler plus d'un. Choquer les dévots de la liturgie républicaine. Posons brutalement la question : à quoi servent un député, un sénateur ? Réponse : à rien. Oui, j'ai bien dit : « à rien ! » Pourquoi ? Pour une raison simple : si le député représente la majorité, il n'a aucune utilité puisque nécessairement il est de la même couleur politique que l'exécutif, sinon l'exécutif serait paralysé (la fameuse cohabitation !). Dans ce cas de figure, le parlement est cantonné dans un rôle subalterne de chambre d'enregistrement. C'est le parlement qui vote les lois (on sait dans quelles conditions : parfois avec un simple préposé à tourner les clés !), mais c'est le gouvernement qui en a l'initiative et les applique.

De plus en plus, le gouvernement applique directement les lois votées à Bruxelles dans le cadre de l'UE (encore une imposture !), pudiquement nommées directives ou recommandations. Bien sûr, la majorité parlementaire suit le gouvernement, sinon il y a crise de régime.

Si le député est dans l'opposition, il est tout aussi inutile et inefficace. Certes, il participera aux discussions, aux délibérations quels que soient les projets ou les propositions de loi (ils seront au moins quelques-uns dans l'hémicycle à participer à des débats de pure forme, dont le résultat est acquis d'avance) ; il ne pourra jamais empêcher de faire passer — sauf cas exceptionnels — des lois contraires à ses convictions, tandis que ses propositions n'auront aucune chance de rassembler une majorité favorable. Le gros travail des parlementaires d'opposition est de déposer des amendements afin d'entraver le travail de la majorité et de retarder l'adoption d'une loi ou d'atténuer sa portée ; tandis que dans l'autre sens, les parlementaires de la majorité se contentent de jouer les godillots du gouvernement. S'il y a obstruction, celui-ci sort l'arme fatale : il applique l'article 49-3 de la Constitution et passe en force.

Même dans des fonctions annexes aussi indispensables que les commissions parlementaires, permanentes ou non, où se déroule l'essentiel des travaux du Parlement, il est inutile. De même que les commissions d'enquêtes parlementaires (fussent-elles paritaires) sont faites le plus souvent pour enterrer les affaires susceptibles de nuire ou déplaire au régime en place.

N'importe quelle commission d'experts « neutres » étrangers au monde politique serait en mesure de réaliser le même travail, que cette commission soit d'information, de contrôle, d'investigation, aussi bien pour éclaircir le débat que pour noyer le poisson. Mais là n'est pas le but recherché ; le but d'une commission n'a d'existence légitime que pour se saisir de tout ce qui fait débat au détriment du pouvoir en place et d'étouffer.

Quant au rôle majeur du Parlement dans le consentement à l'impôt, le vote du budget, le contrôle des finances, qu'en est-il ? Il est permis de se demander ce que ces prétendus représentants du peuple représentent encore de ce dernier, quand on sait que les contribuables français n'ont jamais été autant ponctionnés sur leur travail que sous les différents gouvernements républicains ; ils sont littéralement essorés autour de 60 % de prélèvements obligatoires, et doivent supporter les intérêts d'une dette publique abyssale contractée « au nom du peuple français », alimentée par les fonds souverains, la planche à billets, les marchés financiers privés de la Haute finance internationale. On se doute que les spéculateurs apatrides n'ont à l'esprit que le bonheur de l'humanité, et comme préoccupation immédiate de préserver l'intérêt général du peuple français : rien n'est gratuit, tout se paye ; si ce n'est en monnaie, c'est par l'endettement ou le bradage de notre patrimoine national, public, privé !

De même on peut encore se demander à quoi servent les prétendus représentants du peuple, puisque leur intervention dans le domaine des finances ne porte que sur les augmentations du budget de l'État ! Plus grave : les députés n'ont quasiment aucun contrôle (ou ne l'exercent pas) sur la fonction publique entièrement noyauté par les syndicats officiels, comprenons les syndicats de gauche (il n'existe pas de syndicats de droite !) Il est important de noter, en outre, que la représentation nationale

a été dévoyée de ses objectifs initiaux ; en fait de représentation, elle représente surtout, nous l'avons vu plus haut, les intérêts des lobbies et des groupes de pressions intermédiaires, dont elle est elle-même une des composantes institutionnelles. Les députés sont davantage à l'écoute d'eux-mêmes et des pouvoirs médiocratiques, qu'à l'écoute du peuple. Leur action sur le terrain a davantage pour but de faire passer dans celui-ci les idées imposées par ces pouvoirs intermédiaires autoproclamés, et à les faire accepter comme des idéaux démocratiques. Non seulement il y a tromperie sur la marchandise, mais il y a de plus trahison. On constate d'ailleurs qu'il n'y a plus de débats politiques en France, sinon des simulacres de consultations populaires, des débats menteurs, pipés d'avance entre gens consensuels, complices du système... Les députés sont de plus en plus coupés de ceux qu'ils sont censés représenter, comme étrangers à leur propre pays, à leur propre peuple.

La représentation dite « nationale » ne servant à rien (il faudra quand même se demander un jour ce que signifie l'expression « représenter le peuple »), à quoi bon élire députés et sénateurs ? Remarque logique qui mérite réflexion, d'autant qu'ils sont plus portés à favoriser l'étranger, l'immigré, au détriment de leurs propres compatriotes qu'ils tiennent dans le plus souverain mépris. Si, quand même, la représentation sert à quelque chose. D'une part à bétonner l'intermédiation pour pérenniser le système républicain et maintenir son intégrité ; ils s'y entendent à merveille pour faire jouer dans une harmonie sans fausse note tous les acteurs de l'intermédiation : la presse, la fonction publique, les associations, les groupes de pression et autres lobbies ; d'autre part, à œuvrer pour leur réélection, après s'être assurés de la reconduction de leur candidature...

Et vous en concluez quoi ?

Qu'il faut supprimer le Parlement et le Sénat, ou si l'on veut la représentation nationale qui ne représente plus rien, sauf qu'elle ne connaît plus que l'idéologie mondialiste, ses agents se faisant les porte-voix officiels du Nouvel Ordre Mondial. On notera que la proportion d'élus par rapport à la

population est, en France, une des plus élevée du monde occidental : 560 000. Autre inconvénient majeur : députés et sénateurs coûtent cher, très cher à la nation. Le Sénat est la maison de retraite la plus luxueuse de France. C'est vers cette auguste demeure pour personnes âgées, précocement séniles, que les partis politiques en place dirigent leurs amis, pour les remercier de leurs états de services... ou les mettre au placard ; tout comme ces maisons d'accueil pour personnalités en disponibilité, que sont le Conseil économique et social (Cese) et autres officines républicaines affectées au recyclage des « élites » politiciennes. Une façon élégante, mais néanmoins lucrative, d'écarter les gêneurs de la scène politique ou de récompenser les amis. En faire le constat n'est pas être démagogue ; c'est mettre le doigt là où ça fait mal.

D'accord. Il n'y a plus de Parlement, plus de Sénat. Vous les remplacez par la démocratie directe. Mais qu'est-ce donc que la « démocratie », le mot ou la chose ?

D'abord rappeler un premier principe : « **On ne peut gouverner un pays sans le peuple et contre lui.** » ; deuxième principe, celui que la Constitution républicaine a récupéré pour son propre compte sans jamais l'appliquer : « **La démocratie est le gouvernement du peuple par le peuple et pour le peuple.** » ; troisième principe : « **La démocratie est nécessairement directe où elle n'est pas.** » Il est important de distinguer en outre la démocratie représentative (verticale), de la démocratie directe (horizontale). La démocratie représentative verticale (députés, sénateurs) est la « démocratie » selon les républicains.

La démocratie ancienne était directe, au sens que le peuple réuni en assemblée gouvernait directement ; dans la démocratie moderne, c'est impossible et non souhaitable dans la mesure où l'expérience athénienne a montré ses limites et ses insuffisances. Dans le sens moderne de l'expression « démocratie directe », le peuple ne gouverne pas directement en assemblée, mais il peut décider des lois par le référendum d'initiative civique ou populaire, donc à avoir voix d'une manière tout aussi directe qu'en assemblée.

À l'origine, le « dème » est une subdivision administrative (c'est le sens du mot) de la Grèce antique, extrêmement structurée, qui détermine l'état de citoyenneté par la naissance et l'appartenance au lieu (*autochtonie* : droit du sol et du sang ; ex. : de père et de mère athéniens de tel dème.) ; les autres membres du dème sont les femmes, les esclaves, les métèques ou étrangers... Seuls les citoyens, les hommes du lieu (+35 ans) ont le pouvoir d'exercer des droits politiques. Le dème symbolise au plus haut point l'enracinement et la transmission. Par la suite, le mot prendra un sens extensif pour désigner le *démós*, c'est-à-dire le peuple ou l'ensemble des gens vivant dans le dème ; il donnera son nom à la démocratie, celle-ci signifiant « pouvoir du dème », et, au sens moderne, « pouvoir du peuple » en tant qu'entité identitaire nationale. Au sens de la *politeia* grecque, de l'art politique, **la démocratie est d'abord la reconnaissance du peuple, donc de la nation, comme principe et fin de l'action politique** ; elle implique la participation active du citoyen et exige de chacun un haut degré d'esprit civique, un sincère patriotisme militant ; elle implique une symbiose maximale entre le peuple et ses dirigeants — et non ses représentants ! —, un ressenti passionnel que seul un homme politique doué d'un fort pouvoir intuitif peut capter et exprimer avec justesse. Voilà pour le mot.

Pour la chose, je vais être un peu plus long, c'est important. Je l'ai déjà dit, la démocratie n'existe nulle part, à l'exception très pâlichonne, sous certaines réserves, de certains États US, et surtout de la Suisse avec sa « votation ». Pour le reste, la démocratie n'a existé réellement que dans la Grèce ancienne, voici 2500 ans ; elle n'a duré que deux siècles effectifs, bien qu'elle ait été en puissance dans les siècles précédents. Historiquement, nous n'avons une connaissance approfondie que de la démocratie athénienne. Expliquer le système serait extrêmement long et compliqué. Je vais donc le résumer à gros traits.

Auparavant, il est important de bien se pénétrer d'une chose pour comprendre comment le système démocratique a pu exister, comment on a pu même le concevoir et le mettre en pratique. Il ne peut y avoir de démocratie : 1) que s'il y a au sein du peuple un sentiment patriotique fervent, lié aux pratiques religieuses du

temps ; religieuses mais aussi profanes : elles étaient « consubstantielles » ; 2) tant que le peuple n'a pas conscience de son appartenance originelle commune, autrement dit de sa race, dans tous les sens du terme ; tant qu'il ne « respire pas d'un même souffle » comme dit Aristote. Sans cette manifestation préalable de l'esprit civique fondamental, on ne peut comprendre la démocratie ; il n'est même pas besoin de l'évoquer ou d'en parler autrement : le mot n'a plus de sens. Le dème était plus qu'une circonscription administrative, il avait une âme ; il était, si l'on peut dire, un composé subtil de paroisse et de municipalité s'appuyant sur l'esprit familial et les solidarités naturelles. D'autre part, il est important de ne pas confondre la démocratie avec l'État comme on le fait volontiers dans nos républiques modernes ; l'administration publique ne saurait relever de la démocratie.

Pour schématiser, on coupe les deux siècles en deux périodes égales. Nous sommes environ deux mille cinq cents ans avant notre ère. Le premier siècle, c'est la phase d'installation plutôt réussie (déjà en puissance dans les coutumes du passé) que j'appellerai « démocratie ascendante » ; le deuxième siècle, c'est l'échec et la longue descente aux enfers, jusqu'à l'effondrement et la disparition, que j'appellerai « démocratie descendante ».

Qu'est-ce qui a réussi dans le premier siècle ? D'abord, la démocratie porte des espérances ; fondée sur le droit héréditaire du sang ou familial (la loi naturelle ou la race au sens premier), elle stimule le culte de la patrie et renforce l'unité du peuple ; elle s'appuie sur les principes fondamentaux de liberté et d'égalité mais au sens ancien ; le peuple athénien joue le jeu des institutions ; il participe assidûment au gouvernement de la cité, avec beaucoup d'intérêt et de bon sens : la cité ne se confond pas encore avec l'État ; de même que l'intérêt général ne se confond pas avec l'intérêt particulier, et le bien commun avec le bien personnel. Les stratèges commandent et exécutent. Les démagogues n'ont pas encore exercé leurs ravages. Les capacités de chacun sont reconnues selon la compétence et le mérite. Le droit de cité est respecté. Athènes triomphe sur les champs de bataille.

Ce sont les grandes victoires de Marathon, Platée, Salamine, qui vont renforcer l'unité nationale. Le commerce et l'industrie sont florissants. Athènes se dote d'un armement naval puissant ; sa marine règne sur la mer Égée. Les arts et les lettres vont contribuer à porter le rayonnement de la Cité bien au-delà du monde hellénique, jusqu'à nos jours !

Que se passe-t-il au deuxième siècle ? Rappelons d'abord que les idées de liberté et d'égalité sont des concepts aléatoires (comme tous les concepts psychologiques dont la perception dépend du contexte subjectif de chacun). On peut leur faire dire une chose et son contraire. Ce qui arrive au deuxième siècle. La démocratie connaît une dérive qui aboutit à son inversion. Elle va petit à petit se transformer en État totalitaire. La liberté sort de son statut de principe d'ordre, fondé sur l'initiative individuelle et la responsabilité du citoyen, pour signifier désormais le règne de l'irresponsabilité, de la démagogie, de la confusion des idées. L'égalité (isonomie) ne désigne plus l'égalité politique par la loi ou l'élévation selon le mérite et la compétence, mais l'art et la manière de tirer la couverture à soi.

On assiste à une perte de l'esprit civique et à un effondrement des valeurs morales. On ne respecte plus le culte des dieux ; la famille est remise en question ; on ne fait plus d'enfants, on échappe au service militaire, on cherche même à échapper à l'impôt. Les citoyens ne veulent plus combattre pour défendre la Cité : on recrute des mercenaires. L'intérêt personnel et l'égoïsme individuel prennent le dessus sur le sentiment patriotique communautaire, et tendent à se substituer au bien commun qui s'estompe dans l'esprit des citoyens. Les riches s'occupent de leurs affaires et ne pensent qu'à s'enrichir davantage, tandis que les pauvres n'ont en tête que de s'enrichir au détriment des riches, par démocratie interposée (faire payer les riches, déjà !). Ils se comportent en assistés et considèrent que l'État doit subvenir à leurs besoins pour assumer leur condition de citoyen, alors que cette attitude est absolument contradictoire de la notion de citoyen : est citoyen celui qui participe à la vie active de la Cité et non celui qui en vit !

Le fameux fossé jamais comblé entre riches et pauvres se creuse, la lutte des classes reprend. Les démagogues et les sy-cophantes s'en donnent à cœur joie. La bureaucratie s'alourdit, les institutions deviennent de plus en plus pesantes pour les citoyens les plus actifs (de plus en plus de fonctionnaires !).

L'économie est privée ; les grandes familles pourvoient aux nécessités de l'État et de la vie publique. Certaines dispositions instituées pour protéger la démocratie vont avoir, en raison des effets pervers qu'elles génèrent, des conséquences catastrophiques contribuant paradoxalement à la saper. Ainsi, pour faire revenir les citoyens qui se font de moins en moins assidus à l'Assemblée du peuple, on institue le jeton de présence (rémunération). Résultat, cette disposition attire la tourbe locale et contribue à éloigner les citoyens aisés les plus compétents.

Ce n'est plus l'assemblée des citoyens qui se retrouve sur les bancs de la Pnyx, mais un public avide, velléitaire, turbulent, influençable, facilement retourné par les orateurs. C'est à ce public de gueux, à cette plèbe, et non au peuple, que la démocratie grecque doit quelques-uns de ses plus grands scandales, comme le procès des généraux des Arginuses, la mort de Socrate ou l'incroyable fiasco de l'aventure de Sicile... Bientôt, le droit de cité est aboli ; le droit du sol se substitue au droit du sang et la Cité cède aux sirènes du cosmopolitisme, ce qui a pour conséquence de distendre le lien national et d'affaiblir le sentiment identitaire. Ne reconnaissons-nous pas là, déjà, de nombreux traits de notre République décadente ?

On n'est plus athénien par le sang et par le cœur, on le devient par intérêt ou par convoitise : c'est le droit du sol impératif (encore une similitude avec notre époque). La Cité (la nation pour nous) se désagrège. Si l'on ajoute à cela une succession de guerres mal engagées faisant de plus en plus appel à des éléments extérieurs, souvent composés de mercenaires, dont l'interminable guerre du Péloponnèse contre Sparte et ses alliés, conjuguée vers la fin aux effets dévastateurs de la peste, la grande cité de l'Attique passe à deux doigts de l'anéantissement.

Dans sa phase ascendante, nous dirions aujourd'hui que la démocratie athénienne était aristocratique et de droite ; dans sa

phase descendante irréversible, elle est passée à gauche, autrement dit, elle est devenue plébéienne, socialiste, égalitariste, totalitaire. C'est notre République.

Vous tracez un tableau apocalyptique de la démocratie athénienne. Est-ce le modèle que vous proposez pour remplacer la République ?

Bien sûr que non. D'abord une expérience datant de vingt-cinq siècles n'est pas nécessairement transposable de nos jours ; les circonstances historiques ne sont pas les mêmes, et surtout les situations territoriales « géopolitiques » n'ont rien de comparables : qu'y a-t-il de commun entre l'administration d'une Cité grande comme, au mieux, la moitié d'un département, et un pays de trente-six mille communes, deux cents à trois cents fois plus étendu comme la France ?

Dans sa phase ascendante, la démocratie grecque présente des éléments positifs importants. Elle s'appuie sur l'existence d'un socle national. La Cité, c'est la nation, la race, au sens premier de famille, de transmission héréditaire, de filiation généalogique (l'administration du dème tenait scrupuleusement les registres de l'état civil), de passage de témoin d'une communauté de génération à l'autre, au sens vrai où j'entends le mot nation : la notion d'héritage, de transmission et de continuité héréditaire, au sein de la communauté nationale. On retrouve les mêmes critères structurels et identitaires. Sans nation, pas de démocratie ; pas de démocratie non plus sans ces structures morales et identitaires évidentes. De plus, nous l'avons vu, la démocratie est un « pouvoir » ; or nous Français, peuple catholique de fondation, savons depuis le Christ que tout pouvoir terrestre vient de Dieu ; et que, tout comme le pouvoir royal, la démocratie ne saurait être autre chose qu'une délégation de pouvoir. Voilà qui est susceptible de rappeler les puissants à plus d'humilité, et leur donner l'occasion d'en rabattre.

Nous avons vu également que le système a (relativement) bien fonctionné dans sa phase ascendante. Que recherchons-nous, nous autres Français, Européens ? Nous voulons échapper au poids étouffant, suffocant, de l'intermédiation républicaine, de la représentation nationale (députés et sénateurs), et

de l'État pachydermique qui, voulant trop en faire, fait mal, s'insinue dans notre vie privée, se mêle de tout, et finit par opprimer le citoyen. Il faut donc trouver un moyen de contourner ce système qui asphyxie la société civile, et le réduire à néant. Le seul moyen d'y parvenir, c'est d'instaurer la **Démocratie directe d'initiative référendaire** —, un système populaire décisionnel, comportant un dispositif **révocatoire** pour permettre au peuple de se prémunir des abus de pouvoir.

Qu'est-ce qui vous fait dire que ce qui n'a pas réussi voici 25 siècles réussira aujourd'hui ?

J'ai souligné plus haut que les républicains ne cessaient de se gargariser de la démocratie sans jamais la mettre en pratique. Ils ont un autre mot fétiche : citoyen. Nous sommes tous des citoyens. Ils voient des citoyens partout : l'entreprise est citoyenne, l'école est citoyenne, les associations sont citoyennes, la famille est citoyenne, la médecine est citoyenne, la presse est citoyenne, jusqu'au club de pétanque ou l'épicerie du coin qui sont citoyens... L'adjectivation abusive du mot citoyen dans toute la bêtise citoyenne du politiquement correct progressiste.

Comme pour la fausse démocratie, on a forgé de toutes pièces une logomachie virtuelle pour désigner quelque chose qui n'existe pas. Il n'y a pas plus de citoyen et de démocratie en France que de beurre en branche. C'est du pur nominalisme. Les Français ne sont pas considérés comme des citoyens responsables, mais comme des payeurs d'impôts (on a dépassé le stade de la contribution, on en est maintenant au racket institutionnel !) doublés d'êtres immatures, des enfants qu'on promène par la main quand on ne les mène pas par le bout du nez. Ils sont corsetés jusqu'à l'étouffement dans un réseau himalayen de lois inextricables, dont nombre visent à réprimer la liberté d'expression et à imposer une censure de plus en plus féroce !

Comment voyez-vous l'organisation de cette nouvelle démocratie ?

Les Français connaissent bien ce succédané de la démocratie directe qu'on appelle « référendum ». En réalité, son usage

est très restrictif, limité à des bricoles constitutionnelles, histoire de dire qu'on consulte le « peuple souverain ». Pas fous, les républicains ne vont pas mettre entre les mains du « peuple souverain » une arme politique qui pourrait se retourner contre eux, faire exploser un système si providentiel, et les renvoyer tailler des cure-dents en bois d'allumettes suédoises à France Travail, ex-Pôle Emploi, ex-Agence Nationale Pour l'Emploi. Le véritable référendum, c'est celui que décrètent les citoyens sur les questions de leur choix : c'est le référendum d'initiative civique, populaire, national, communautaire... Mais attention, il est une chose capitale qu'il convient d'avoir à l'esprit en permanence : aucun référendum ne saurait porter sur des questions d'ordre existentiel relevant des structures intemporelles et fondamentales touchant à la pérennité et à l'existence de la nation française ; en aucun cas le destin immémorial de celle-ci ne saurait être soumis au vote aléatoire et passer d'un scrutin de circonstance. Les questions intemporelles sont d'ordre métaphysique, les temporelles d'ordre régalien. Il convient de distinguer clairement la nation de l'État, et la pérennité d'un peuple gouverné au jour le jour de sa pérennité historique.

Ceci posé et admis, le principe du RIC (civique) consiste à collecter au niveau électeurs un nombre de signatures motivées (à définir) auprès des citoyens pour les inviter à se prononcer sur un thème donné ; uniquement sur des thèmes ponctuels, concrets, touchant à la vie en société — ce que j'appelle des questions communautaires liées à l'intérêt général, en vue du bien commun (à l'exception, des thèmes touchant à la souveraineté, l'identité, l'ordre spirituel : toujours rappeler que la France est d'essence catholique), et non sur des programmes politiques fourre-tout qu'ils ignorent la plupart du temps ou qu'ils ne lisent pas ; lorsque le quorum est atteint, la procédure référendaire se déclenche automatiquement (voir votation Suisse). L'avantage de cette formule est que les électeurs ne s'adressent plus indirectement à des hommes, à de prétendus intermédiaires représentant le peuple, tristes bouffons de la politique spectacle, marionnettes trop souvent manipulées ; ils disent clairement et directement ce qu'ils considèrent bon pour eux et leur pays. Ils donnent leur consentement à l'exécutif afin

d'orienter les décrets et les lois dans le sens indiqué par le vote, et de les maintenir dans le cadre ainsi défini (lois cadres) ; j'ajoute que j'attache une importance capitale au caractère révocatoire du référendum d'initiative civique : à tout moment, les citoyens peuvent lancer une initiative révocatoire dès lors qu'ils ont à subir les conséquences désastreuses des décisions de politiciens irresponsables ou indéliçats.

*

Je pense qu'il faudra préalablement distinguer de manière tranchée l'État de la nation, établir une claire dichotomie entre État et nation, où l'État représenterait la société administrative et juridique ou servitude publique, la nation représentant la communauté charnelle et spirituelle à travers le peuple ; en résumé, l'État c'est la collectivité, la nation c'est la communauté ; c'est la collectivité qui est au service de la communauté, et non l'inverse ; à partir de là, il conviendrait de créer une sorte de gouvernement national sommital au-dessus de l'État, avec pour attribution principale de garantir l'intégrité des structures identitaires et intemporelles de la nation ; dès lors, l'idée d'un retour du Roi s'impose, mais pour l'instant c'est une idée qui reste à l'état d'hypothèse, d'une éventualité sur laquelle il serait des plus pertinent d'orienter la réflexion.

Pensez-vous que les Français sont assez mûrs et adultes pour assumer une telle responsabilité collective ?

La belle affaire ! Argument classique des rentiers du palais Bourbon. On connaît le discours : « Oui, le citoyen est responsable, mais pas trop ; lui laisser la bride sur le cou, cela compromettrait nos belles carrières et les avantages afférents... Nous tenons le château mais nous ne sommes pas sûrs du village qui pourrait nous le reprendre ; il serait risqué de lui laisser l'initiative référendaire, maintenant que nous sommes confortablement installés et que nous avons nos gens à discrétion : les fonctionnaires ! » Il faudrait savoir : ou les citoyens sont responsables ou ils sont irresponsables. S'ils sont responsables, ils doivent pouvoir participer aux grandes décisions qui intéressent la communauté nationale et conditionnent leur existence de tous les jours.

D'autre part, si on juge les citoyens assez adultes pour se prononcer sur un programme politique dans sa totalité — un programme généralement composé de plusieurs dizaines voire plusieurs centaines de propositions plus ou moins vagues —, on doit admettre, à plus forte raison, qu'ils sont intellectuellement assez évolués pour se déterminer en fonction d'une proposition unique ou d'un thème ponctuel, bien définis, clairement expliqué, liés à l'« intérêt » général de la nation, aux fins du bien commun.

D'autant que dans le premier cas, ils délèguent leur part de souveraineté à un intermédiaire qu'ils ne connaissent pas, mais qui ne cesse de leur faire des risettes intéressées pour les amadouer, tandis que dans le second, le suffrage est direct. Toute l'histoire de la République repose sur la volonté affichée de faire de l'individu un être évolué, libre de ses actes, responsable. Sauf pour ce qui touche à la politique qui doit rester le domaine réservé d'une élite autoproclamée, des gens agréés par les usurpateurs du château. Sous la Révolution, au temps des idées « généreuses » et fumeuses des coupeurs de têtes et autres tranche-cols, on voulait transmettre le savoir à toutes les couches de la société. Il fallait derrière chaque charrue un poète capable de réciter des vers de Virgile, a dit quelqu'un.

Plus tard, les laïcards ont voulu l'école gratuite et obligatoire pour permettre à chacun de lire un bulletin de vote et émarger de son nom. Aujourd'hui, certains veulent 80 % d'une classe d'âge au baccalauréat. Moyennant quoi les Français n'ont jamais été autant traités en demeurés de la chose politique. Et il est vrai que nos compatriotes ne sont pas toujours très au fait de la question ; ils ne font pas beaucoup d'efforts pour comprendre, pour s'investir à titre personnel ; et disons-le franchement : tout est fait pour les en dégoûter, les diviser, les opposer.

Peut-on y voir une des raisons de la désaffection actuelle des Français pour la politique : augmentation des abstentionnistes, baisse de l'action militante, difficulté de recruter des candidats compétents ?

Certainement, tout est lié. Le mal ne peut qu'empirer, d'autant qu'à cela s'ajoute la longue litanie des affaires véreuses,

des scandales à répétition qui ne cessent de secouer la République, et la tendance des élus locaux à se comporter comme des potentats ; rien n'est fait pour réconcilier les Français avec la politique. Les électeurs donnent de plus en plus à leur vote un sens qui montre de manière très significative leur désarroi : ils ne votent pas « pour », ils votent « contre ».

Ils se déterminent non point sur ce qu'ils croient être bon et juste, mais sur ce qu'ils ne veulent pas ou plus, ou qu'ils pensent « moins pire ». N'ayant plus de réels repères moraux et spirituels, gavés de consommation aussi futile que polluante, bombardés à jet continu de mixtures médiatiques frelatées, déçus par les gouvernants toutes tendances, ils votent plus par défaut que par conviction, ou pour des intérêts à courte vue ; ils s'expriment par un vote négatif, un vote d'instinct plus souvent réflexe que réfléchi, ayant valeur de sanction ou de défiance. Il arrive aussi qu'ils se prononcent sur le nom d'un homme ou d'une femme, — le candidat providentiel du moment : plus amère sera la déception. D'autant que dans leurs décisions, ils intègrent le plus souvent un facteur « peur » qui n'est pas précisément un élément propre à la sereine détermination.

On voit à quel confusionnisme désastreux est arrivé le système républicain ! Pour ajouter à cette confusion, nombre de mouvements politiques n'ont rien de politique au sens où il s'agit de mouvements d'intérêts catégoriels, corporatistes, syndicaux ou de simple témoignage, peuplés d'avidés profiteurs du système. Nous avons là l'une des conséquences les plus manifestes de l'intermédiation : dégoûter les gens de la politique, les transformer en abstentionnistes, autrement dit faire de la politique en se passant d'eux, de leur avis. Dégoûter les gens de la politique, c'est encore faire de la politique... de la politique combinarde à l'abri des regards indiscrets.

*

Il y a plus grave. Depuis que la République s'est extrêmisée sous l'influence des idéaux gauchistes, c'est-à-dire des formes de pensée socialistes, communistes, anarchisantes, la morale a été jetée aux orties. La lutte contre « l'ordre moral » — qu'est-ce qu'un ordre qui n'est pas moral ? — a été l'un des slogans

les plus déterminants des mouvements progressistes pour saper la société et imposer leurs idéologies sataniques.

Non seulement les politiciens, les enseignants eux-mêmes, dans leur grande majorité, ont réussi à l'évincer des écoles, mais l'instruction civique a suivi dans le même mouvement. On sait avec quel acharnement hystérique les idéologues de gauche s'arc-boutent sur cette question ; elle peut paraître mineure ou sans intérêt aux esprits superficiels ; elle constitue cependant l'une des manifestations les plus emblématiques de leur volonté de détruire la société. Il est certain que si l'on veut réformer efficacement l'ordre politique, la première des choses à faire est de restaurer l'ordre moral, c'est-à-dire réintroduire la morale civique et la morale individuelle ou personnelle. La morale est la base de toute civilisation supérieure digne de ce nom. Par morale, j'entends la science des (bonnes) mœurs, discipline centrale de la philosophie, elle-même science du réel, science de la sagesse...

Encore faudrait-il, ne serait-ce que pour développer un soupçon de conscience morale, y préparer les esprits, leur inculquer dans un même mouvement une conscience civique, une conscience nationale... Et pour préparer les esprits, encore faut-il trouver des maîtres capables, suffisamment bien formés pour soutenir la mise en pratique de telles disciplines sensibles. Or la grande majorité des enseignants, là encore, est composée de sympathisants de gauche, quand on n'a pas affaire à des spécialistes de l'agitation politique en milieu scolaire, à des agents de propagande du système ou à des idéologues (les permanents syndicaux, par exemple) ; on voit mal comment on pourrait leur demander d'enseigner par déontologie professionnelle ce qu'ils combattent par militantisme idéologique.

Dans l'état actuel des choses, où trouver des gens capables d'enseigner l'instruction civique et la morale, autrement que pour endoctriner des jeunes à un âge où leur cerveau s'imprègne de tout, du bon comme du mauvais — surtout du mauvais ? Du côté des libéraux, rien à attendre : ce ne sont le plus souvent que des progressistes embourgeoisés qui s'ignorent. On a maintenu un semblant de ces disciplines ; mais on sait

bien que les enseignants détournent le caractère éminemment civique de certaines matières comme l'Histoire et la morale pour faire passer les idées progressistes au nom de l'idéologie dominante et du politiquement correct, et non pour instruire les élèves, les préparer à devenir des hommes autant que d'authentiques citoyens responsables.

Ne craignez-vous pas que les partisans de la République vous rappellent tout ce qu'elle a apporté à la France et aux Français ?

Mais bien sûr, mais bien sûr qu'elle a apporté ! L'abolition des privilèges ? Oui, des privilèges qui se sont mués en avantages sociaux et droits acquis pour les protégés de la fonction publique ; des droits acquis d'un standing de haut niveau pour nos gouvernants, élus nationaux, hauts fonctionnaires et autres grappilleurs d'avantages publics sur le dos des contribuables. Le progrès social ? Rendu possible par l'initiative privée et le développement des entreprises. Ce progrès-là ne doit rien à la République ni à l'État républicain. La liberté d'expression ? Oui, sous la férule des quelques milliardaires oligarques qui ont accaparé la presse, et contrôlent tout ce qui s'imprime et se publie en France avec l'appui de la loi de 1881 sur la presse et la liberté d'expression, pervertie en organe de censure interdisant tout ce qui n'est pas politiquement correct ; sans compter la censure radicale d'internet de plus en plus envahissante et oppressive.

Quoi encore ?... La laïcité, la neutralité scolaire ? Énormissime mensonge, puisque ce sont les idées de gauche qui fondent ce qu'ils appellent la laïcité ! Par ailleurs, il faudrait qu'ils se mettent d'accord entre eux : soit la laïcité c'est la neutralité républicaine, soit c'est la nouvelle religion de la République... La devise républicaine menteuse, le culte délirant des droits de l'homme, d'un homme qui n'en est pas un ? Nous reviendrons dans ces pages sur nombre de points comme la destruction de notre identité nationale, les atteintes fondamentales à la famille, la suppression des frontières, la suppression de la peine de mort, l'environnement, l'immigration-invasion, l'insécurité permanente des biens et des gens, la perversion du système scolaire, le relâchement des mœurs, l'abolition de toute conscience morale et de tout esprit civique, etc.

Je rappellerai comment la République vole et démotive nos compatriotes les plus actifs, les plus productifs, les mieux inspirés, mais aussi comment elle a fait de la catégorie des plus démunis une classe d'assistés parmi un peuple avili et humilié ; comment elle a coupé le peuple français en deux moitiés : une moitié active et réactive portant sur son dos une autre moitié passive et compulsive, le plus souvent déconnectée des réalités. Je dirai aussi comment en détruisant notre identité nationale elle a détruit notre raison d'être d'individus et de citoyens patriotes fiers de leurs racines, de leur pays et de son passé, comment elle punit les meilleurs, les forts, et récompense les pleutres, les lâches, les serviles, les corrompus. Comment elle entrave les initiatives les plus dynamiques et encourage au contraire les mœurs les plus dépravées.

Mais le gros reproche que je fais à la République, sous le prétexte d'être une, indivisible, impérissable, est justement qu'elle produit le contraire de ce qu'elle se prétend ; elle divise et oppose les Français, elle introduit des ferments de guerre civile larvée permanente ; elle dresse les citoyens les uns contre les autres, sous prétexte de pluralisme des idées, dans des conflits idéologiques futiles complètement déconnectés du réel, qui n'ont pour but en définitive que d'affaiblir le peuple, et de permettre à l'intermédiation de gouverner en s'appuyant sur des lobbies sans légitimité populaire qui ne représentent rien, mais qu'elle suscite tout en les entretenant sur les deniers de l'État ; ceci ayant pour conséquence de leurrer nos compatriotes, de les désunir, et pour finir de les épuiser en vaines disputes politiciennes dont ils se lassent jusqu'au dégoût de la vie publique.

L'objectif dissimulé des républicains est bien de faire des Français un peuple de sous-citoyens aliénés à la puissance de l'État, soit par le biais de la fonction publique ou de l'assistantat, soit en les soumettant à l'impôt maximum prélevé sur leur travail, sur leur génie créatif, sur la richesse du privé, un État lui-même soumis à la domination des oligarchies mondialistes. Beaucoup de nos compatriotes se satisfont de cette situation avantageuse pour eux, une situation faite de privilèges collectifs qui ne va pas sans rappler le système de la « nomenklatura » dans les anciens pays du Bloc communiste.

En résumé, derrière le rideau de fumée des fameuses « valeurs de la République », le génie de la République Française aura été

de fabriquer des fonctionnaires en masse et des assistés sociaux — ou asociaux — protégés à vie en veux-tu en voilà. Ce n'était pas la peine de provoquer autant de révolutions, de lancer autant d'anathèmes vengeurs, contre on ne sait trop qui ou quoi d'ailleurs, de créer tant d'illusions, d'entretenir tant de vaines utopies et de vains espoirs, ni d'entraîner nos compatriotes dans des guerres idéologiques fratricides et dévastatrices, pour en arriver à ce qui paraissait inéluctable à tout esprit lucide : être contredit par le réel et démenti par les faits.

Une dernière question : ne craignez-vous pas aussi d'être accusé d'antiparlementarisme ?

Non seulement je m'y attends, mais je l'espère... Je connais la musique. Je répondrai comme ce pamphlétaire de gauche, Jean Nocher, grand résistant, rallié au gaullisme, qui avait écrit cette lettre ouverte à la représentation nationale en 1948 : *Messieurs les parlementaires, foutez-nous le camp !* Et comme lui, je dirais : « *Les pique-assiette qui crient à "l'antiparlementarisme" comme on crie "au viol" ou "à la soupe", ne m'impressionnent pas.* »

Les pensionnaires de la cantine du Palais Bourbon et ceux du foyer des personnes âgées du Luxembourg ne m'empêcheront pas de dire ce que je pense de leurs œuvres sociales opulentes. Il est vrai que la République est pourrie de cantines de luxe et de pompes à finances à tous les étages. Il faudra bien les recenser un jour. Non seulement ces prétendus représentants du peuple, comme je l'ai déjà dit, ne représentent qu'eux-mêmes et leurs donateurs d'ordre, non seulement ils ne servent à rien, mais en plus ils sont nuisibles et coûtent cher à la nation. On le sait, quiconque ose dénoncer l'assiette au beurre républicaine, quiconque ose s'en prendre aux privilèges que ces messieurs s'accordent entre eux (dans l'Ancien Régime, c'est le Roi qui octroyait les privilèges), est aussitôt accusé de factieux, de fasciste, d'ennemi de la démocratie, de la liberté, etc. Qu'ils osent nous refaire le coup du 6 février 1934 !

DEUXIÈME TRIPTYQUE

LA FIN DES IDÉOLOGIES

Dans ce deuxième triptyque, vous souhaitez traiter des idéologies. Pour commencer, qu'est-ce que l'idéologie ?

Là aussi je me pose des questions. Les Français sont-ils bien conscients de la réalité qui les entoure et du monde dans lequel ils vivent ? Pour moi, la politique, ne saurait être autre chose que le traitement du réel — certains disent l'art du possible, mais je ne me satisfais pas de cette contingence.

La plupart des gens qui expriment des idées politiques traitent d'un monde idéal, imaginaire, fantasmé, c'est-à-dire un monde conçu, idéalisé, mais irréaliste et en perpétuel conflit avec le monde des réalités. Ce monde idéal, ils le plaqueront sur un constat de réalité peut être pertinent, mais ils n'y apporteront jamais la réponse adéquate, car il faudrait qu'ils s'analysent comme étant eux-mêmes la cause de ce qu'ils combattent.

Ils n'ont même pas conscience que ce qu'ils perçoivent comme la réalité n'est que le résultat de leur propre interprétation du réel à travers des filtres intellectuels déformants et non le réel en soi, aussi bien en tant que mode de représentation que mode de traitement et d'action. C'est là qu'intervient la notion d'**idéologie**, un terme vague et moderne pour désigner un fatras de cogitations constructivistes ou utopistes (d'une certaine façon idéologie est synonyme d'utopie, donc de mensonge) accumulées depuis trois siècles — au moins depuis l'époque qu'on appelle abusivement le « Siècle des Lumières ».

À l'aune de la science, certains ont voulu étudier la société et refaire le monde, le reconstruire plus beau, plus généreux.

Encore eût-il fallu qu'ils fussent eux-mêmes beaux, braves et généreux (beauté de l'âme). Les faits ont montré qu'ils n'étaient ni l'un ni l'autre, mais souvent de grands dérangés.

La première des choses a été de nier la nature humaine, la nature foncière de l'être humain, et d'attribuer à celui-ci des vertus originelles de bonté et de justice qu'il aurait perdues en vivant en société, c'est-à-dire en perdant son état de nature dont on n'a jamais su au juste à quoi il tenait vraiment, ni à quoi il ressemblait (d'où le naturalisme ou mythe du bon sauvage : vivre selon sa nature ou selon l'état de nature). Ils en ont déduit qu'il retrouverait ces vertus cardinales innées si on fondait la société sur deux valeurs à leurs yeux essentielles : la liberté et l'égalité, histoire de faire mentir le péché originel. C'est bien connu : pour changer l'homme, changeons la société. Tel se résume, en gros, le rousseauisme basique, même s'il faut admettre que la complexité du personnage Rousseau rend difficile son assimilation.

À aucun moment, ces gens ne se sont posé la question de savoir si le mal qu'ils dénonçaient ne venait pas d'eux-mêmes, de leur propre interprétation du monde, d'une vision de l'humanité perçue à travers le prisme de leurs propres présupposés idéologiques, et s'ils n'étaient pas plutôt victimes de leur insuffisance psychologique. Car ils attribuent à l'homme des vertus foncières qui sont inégalement réparties dans la nature humaine entre le bien et le mal, et ils rendent la société responsable de tous les maux dont souffre l'humanité, alors que la société n'est jamais que le reflet animé de la nature humaine, et non la cause morbide de ses dérèglements. Comme toujours, ils prennent l'effet pour la cause, refusant de reconnaître que la cause du mal qu'ils dénoncent vient le plus souvent d'eux-mêmes, de leur psychologie profonde.

À aucun moment il ne leur est venu à l'esprit que si l'homme est victime de la société, il ne peut s'en prendre qu'à lui-même ou constater son impuissance et ses insuffisances ; à aucun moment il ne leur est venu à l'idée que si l'homme veut dépasser les conditions de sa difficulté d'être, il ne peut y arriver qu'en assumant son propre destin, qu'en transcendant son devenir ; il

naît d'un composé de virtualités et de possibles qu'il ne tient qu'à lui de développer dans le sens du bien ou du mal ; dans la plupart des cas, il ne doit ce qu'il est qu'à lui-même, à sa NATURE foncière, et non à un état de nature supposé idéal qui serait propre à l'espèce humaine, et qu'il aurait perdu en vivant en société. L'homme n'a pas besoin d'idéal, il a besoin d'espérance, il a besoin de foi ; il a besoin de retrouver les vertus d'autant qui faisaient l'honnête homme.

Cette effervescence idéologique d'une stérilité intellectuelle déconcertante, nous a valu une avalanche de théories et systèmes de pensées en tous genres, où les fabricants d'utopies les plus abracadabrants le disputent au sérieux de graves concepteurs, pour ne pas dire « conceptualisateurs », de doctrines politiques pseudo-scientifiques, chacun y allant de son analyse, de sa conception du monde, de sa critique des maux de la société, des remèdes à y apporter, etc. ; des systèmes toujours plus lumineux les uns que les autres, toujours indépassables, mais débouchant systématiquement sur l'échec ; déroutes tragiques de fragiles cogitations, fiascos idéologiques meurtriers qui vont plonger dans le cauchemar la multitude des innocents, — innocents trompés, innocents victimes d'un enfer imprévu qu'on leur avait vanté comme la promesse du paradis terrestre.

À quoi peut-on attribuer cette marotte qu'on trouve chez nombre d'intellectuels de théoriser sur tout, et même d'intellectualiser les aspects les plus simples, les plus innocents de la vie ?

Au risque de paraître sacrilège, je dirais que quand on n'est pas capable de travailler de ses mains ou de supporter des responsabilités d'homme, on travaille de sa tête ; et pour échapper à la servitude du travail manuel, au poids des responsabilités, certains sont prêts à soutenir n'importe quel sophisme pour justifier de leur allergie à tout ce qui tend à les aliéner physiquement ou psychologiquement.

De tout temps, les constructeurs de systèmes ont existé. Platon est le premier utopiste reconnu ayant même tenté de mettre en pratique ses idées qui connaîtront, au contact des réalités, les échecs successifs que l'on sait ; jusqu'à un certain point, on

peut se demander s'il n'a pas été victime de son propre système de pensée, comme de nombreux intellectuels à sa suite s'étant inspirés de sa philosophie (idéalisme platonicien).

Son élève, Aristote, plus pragmatique, mais aussi plus lucide et loin de partager la démarche parfois farfelue du maître, s'est montré un observateur avisé des mœurs politiques de son temps ; il a été un immense propagateur de la connaissance. Il s'est abstenu de tomber dans le péché mignon des intellectuels et de proposer des solutions toutes faites — ce qui est toujours plus facile sur le papier (sur le parchemin en l'occurrence) que dans les faits ; en cela, on peut dire qu'Aristote, par son esprit et sa méthode, est l'un des pères de la civilisation occidentale. Mais dès le XVII^e siècle, dans le prolongement des hérésies du Moyen Âge, de la période des utopies sectaires, les intellectuels contestent la suprématie morale et spirituelle de l'Église catholique, et décident de désolidariser la philosophie de la théologie pour la rattacher au « droit de la nature et des gens » ou droit naturel (ne pas confondre le **droit naturel** qui est d'essence humaine, et la **loi naturelle** issue de l'**ordre naturel** qui est d'essence divine ou cosmique — le monde réel, tel qu'il est), oubliant que la nature est le plus souvent l'expression antagoniste de leurs aspirations ; elle est fondamentalement inégalitaire et féroce sélective. Les fabricants d'utopies et autres bâtisseurs de systèmes, matérialistes ou non, vont surgir de partout, en Europe et en France. Ils vont foisonner.

Quelques noms en vrac, cités dans l'ordre chronologique parmi ceux que la pensée officielle présente comme les plus influents : Hume, Hobbes, Locke, en Angleterre, Kant, Hegel, en Allemagne ; Montesquieu, Rousseau, Voltaire, Diderot, La Mettrie, d'Holbach, Helvétius, Proudhon, etc., en France ; parmi les utopistes pur sucre : More, Bacon, Owen, Campanella, Cabet, Fourier, Saint-Simon... ; à « droite », nous dirions Maistre, de Bonald, Burke, Gobineau, Tocqueville, Maurras, Péguy..., les mieux inspirés ; très « à gauche » ou interprétés comme tels : Marx, Lénine (communisme), Freud (psychanalyse), Sartre (existentialisme opposé à l'essentialisme, donc à l'enracinement identitaire), Reich (sexologie), l'école de Francfort dont Marcuse, et d'une façon générale les

courants anarchistes ou nihilistes... Brefs, les créateurs de mondes nouveaux, les promoteurs d'idées nouvelles et novatrices n'ont pas manqué, même si certains, classés à « droite » sont donnés comme réactionnaires ou contre-révolutionnaires, bien plus proches du monde des réalités et de la vie concrète.

Et je ne parle pas des idéologies de désagrégation de la personne, comme corollaire à la psychanalyse : l'antipsychiatrie ; en gros, c'est la société qui rend fou, la folie n'étant que l'expression clinique de l'oppression sociale ; en conséquence de quoi, pour guérir le fou, il faut détruire la société, source du mal ; observons que la plupart des antipsychiatres étaient eux-mêmes fous à lier (certains ont terminés drogués, alcooliques ou repentants !), la révolution sexuelle ou freudo-marxisme (la sexualité à la sauce marxiste, cache-sexe, si l'on peut dire, du libéralisme-libertaire). L'égarement de la « pensée » trouve son acmé dans le structuralisme, le déconstructivisme derridien et autres joyeusetés intellectuelles patentées par l'université qui vont jusqu'à contaminer les délires des architectes qui n'habitent surtout pas leurs propres créations ; et, de nos jours, l'idéologie du genre et autres folies psychologiquement pathogènes, elles-mêmes conséquences du déconstructivisme réapparu un temps via les États-Unis, aboutissant au wokisme, résumé de toutes les déviances sociétales du progressisme ; tout cela se terminant par un retour du paganisme antique ou une certaine forme d'activisme satanique qui ne dit pas son nom...

Pour répondre plus précisément à la question, je pense que cette névrose constructiviste ou déconstructiviste est due à une véritable peur de la vie réelle, peur de s'assumer en tant qu'être humain libre et responsable par-delà le pathos rassurant des discours dans lesquels s'enferment les idéologues, de quelque nature qu'ils soient ; cette peur doit être interprétée de leur part comme un refus de l'adversité, un refus de la prise de responsabilité ; c'est aussi une réaction d'épouvante face à la réalité brutale de la vie, face à l'enfer terrestre vécu comme un monde hostile et impitoyable, peuplé de méchants, de vilains pas beaux ; une angoisse sourde qui les entretient dans le rejet de tout ce qui évoque pour eux le concret, le tangible, et les plonge dans la recherche désespérée de nouvelles formes de vie, dans

un monde imaginaire et virtuel propre à les rassurer face à ce monde effrayant qu'ils n'osent affronter de face.

Ils attribuent la cause de cette peur panique au monde qui les entoure et non à eux-mêmes, à leur propre faiblesse morale et psychologique, opérant du même coup un renversement de cause à effet qui leur permet en toute bonne conscience de transformer leur phobie (peur) en haine de la société. Au risque de choquer, j'affirme qu'il y a chez nombre d'intellectuels ou pseudo-intellectuels qui se désignent comme tels, une sorte de paresse de la vie, un refus de l'effort à vivre, de se confronter aux incertitudes d'un destin qu'ils trompent en se mentant à eux-mêmes et à leurs congénères. D'une certaine façon, c'est de leur part un aveu de faiblesse et d'infériorité face à la responsabilité de leur propre existence, un comportement pathologique par lequel la quête de l'utopie, véritable substitut à la quête de Dieu, mais non moins véritable névrose existentielle, est une thérapie de consolation visant à échapper à l'insupportable pression qu'exerce sur eux ce réel abhorré, qu'ils sont psychologiquement incapables d'assumer ni de surmonter.

Faut-il en déduire que tous ces penseurs que vous venez de citer et bien d'autres n'ont servi à rien, n'ont rien apporté à l'humanité ?

Je crains d'avoir à répondre oui. Certes, ils ont existé en tant que penseurs et, par-là même, ils constituent un fait historique indéniable. Mais comme théoriciens, comme réformateurs de la société, même comme analystes, leurs œuvres pour riches qu'elles soient de leur densité littéraire, ne sont jamais que des extrapolations de la réalité et non point la réalité en soi.

L'épreuve des faits montre qu'ils se sont trompés sur toute la ligne, et quand leurs théories ont connu quelque application diverse, elles ont conduit à des mondes plus effroyables que ceux qu'ils prétendaient réformer. En somme, ils fantasment le « mal » mais ne le combattent pas où il est parce qu'il est en eux-mêmes, ce qui les positionne en totale inadéquation avec le monde des réalités ; ils voient l'effet, ils ne voient pas la cause véritable : d'où l'échec constant et répétitif. Aujourd'hui,

les faits parlent d'eux-mêmes ; la valeur de ces théories se mesure à l'aune de l'Histoire. Ils ont créé une nouvelle religion matérialiste, un nouveau manichéisme relativiste et subjectiviste ; ce faisant, ils n'ont fait que recréer ce qu'ils combattaient ou croyaient combattre en le vidant de sa substance spirituelle. Le plus grave est que les intellectuels modernes ne tirent aucune leçon de l'expérience du passé ; c'est en somme conforme à leur mentalité régressive.

Rejetant le réel par définition, ils n'admettront jamais que celui-ci infirme leur vision conceptuelle du monde et les ramène sans cesse à la vérité triviale du commun, un peu comme agit un ressort de rappel. « Vérité » se définit exactement comme la conformité de l'esprit avec le réel, et le réel se définit comme l'expression de l'ordre naturel rattaché à l'ordre divin ou surnaturel pour les chrétiens. Le contraire de la vérité, c'est le mensonge. Les gens qui vivent en contradiction avec le réel vivent nécessairement dans le mensonge ; le plus souvent, ils se mentent d'abord à eux-mêmes, puis ils mentent aux autres. La pratique assidue des vertiges de l'utopie conduit à l'incantation mensongère, et aboutit à la malhonnêteté intellectuelle pure et simple.

Prenons un exemple : le préambule des fameuses déclarations des droits de l'homme. « Les hommes naissent libres et égaux en droits et en dignité » Voilà bien un sophisme qui met à mal l'évidence des faits, donc du réel ! — Un parmi d'autres... Comment peut-on véhiculer sans ciller de pareilles inepties ? Les hommes ou les humains ne naissent ni libres ni égaux, mais dépendants de leurs parents et sous la juridiction du monde dans lequel ils arrivent ; ils n'ont de ce fait aucun droit parce qu'ils naissent irresponsables ; ils ont tout à apprendre, à se construire, à faire l'effort de s'élever ; ils n'ont aucune dignité parce que la dignité s'acquiert en raison même de sa capacité d'assumer son destin personnel. Ils ont simplement droit au respect que l'on doit à toute œuvre immanente du Créateur.

Quant à la qualité dignitaire, elle est l'œuvre de ceux qui les mettent au monde et de leur entourage ; c'est aussi l'œuvre de la civilisation accompagnée de son apprentissage : cela s'ap-

pelle l'éducation. Qui donc défend ce genre de balivernes utopiques ? Comme par hasard des gens parmi lesquels on retrouve les partisans de l'avortement. Où est la dignité du petit d'homme ? Où est le premier de ses droits, le droit à la vie, à l'existence, ce qui devrait être le premier des droits dits de l'homme ? Les mêmes qui sont contre la peine de mort (se faisant du même coup complices des criminels par défaut de sanction proportionnée), se révèlent parmi les plus acharnés partisans de l'avortement et de l'euthanasie. « Égaux en droit et en dignité », les petits êtres en puissance ?... Peut-être, mais encore faudrait-il qu'ils arrivent sains et saufs à la vie !

La plupart de ces intellectuels sont des universitaires ou des enseignants, c'est-à-dire des fonctionnaires, des pensionnés totalement dépendants de l'État républicain ; ils devraient justement inculquer les principes qui font la dignité du petit d'homme : bien au contraire, ils répandent l'erreur et la perversion.

Au fond, ils n'ont aucune expérience de la vraie vie, aucune vision éprouvée du monde réel ; ils n'ont jamais pris une responsabilité de leur vie, sinon d'accumuler des peaux d'ânes. Entretenus par leurs parents dès le plus jeune âge, souvent au prix de touchants sacrifices, ils seront par la suite pris en charge par l'État qui les maternera jusqu'à leur mort.

Ce n'est pas seulement par dérision que l'on désigne aussi l'Université *l'Alma Mater* (la « mère nourricière » au sens ironique qui produit des « élites » protégées par l'État). Ils ne peuvent avoir des réalités de la vie qu'une notion restrictive le plus souvent livresque et interprétée, n'ayant jamais éprouvé par eux-mêmes le souci d'avoir à vivre au jour le jour ou d'être confrontés aux difficultés matérielles de l'existence. Je me souviens d'avoir vu, jadis, un personnage d'une trentaine d'années, barbu comme la vieille garde socialiste, se présenter à la télévision très sérieusement comme un « théoricien de l'État ». J'aimerais qu'on m'explique ce qu'est un théoricien de l'État, si ce n'est une émule de Joseph Staline, le « génial petit Père des peuples », et de la sainte trinité du communisme bolchevique : Engel, Marx, Lénine...

Quels qu'ils soient, et cela sur toute l'étendue du spectre politique, ils se soulent de mots, s'étourdissent de concepts, échauffent des systèmes construits sur du vide, tout cela pour aboutir au néant. Les systèmes de pensée, fussent-ils le fruit de penseurs en apparence équilibrés, ont parfois, et même souvent, des traductions politiques catastrophiques : ce sont les peuples qui en subissent toute la charge entropique et en pâtissent.

Maintenant abordons les idéologies proprement dites. Les différentes orientations de la pensée politique moderne peuvent se résumer à deux grands courants : le libéralisme et le socialisme. Il serait peut-être bon de commencer par le socialisme ?

Oui, sauf que le socialisme comprend un courant interne, le communisme, qui a connu un développement criminel tel qu'il convient de le traiter comme un courant indépendant. D'abord, il importe de préciser que le socialisme, au sens générique, a toujours existé, bien avant le mot, et avant même d'être compris comme système politique.

Ses origines utopistes et sectaires sont mieux établies aujourd'hui ; elles ne font aucun doute, même quand il se pare du qualificatif de « scientifique » (marxisme). Il apparaît nettement comme un système idéologique déterminé pour affaiblir psychologiquement les peuples et les soumettre plus facilement au pouvoir totalitaire (égalitarisme général et nivellement par le bas, médiocratisation pour tous et contrôle des esprits, obstruction systématique de l'initiative individuelle, désresponsabilisation de l'individu...).

Quand je dis que les républicains ont des mentalités d'esclaves affranchis, cela peut paraître une boutade, peut-être une insulte pour certains ; il n'en est pas moins vrai que le discours socialiste traduit cet état d'esprit foncier d'une manière spectaculaire. Il s'est toujours affirmé, sous différentes formes, y compris dans ses variantes les plus sectaires, en entretenant dans l'opinion des oppositions artificielles ou des antagonismes fallacieux entre ceux qui privilégient l'individu sur le groupe (libéralisme) et ceux qui privilégient le groupe sur l'individu (collectivisme), sans que la vérité ne réside nécessairement

dans ce manichéisme simpliste et réducteur comme nous le verrons. Le socialisme moderne, incarné par les appareils politiques et les idées qui les sous-tendent, est une manifestation grossière de cet antagonisme purement artificiel.

C'est aussi l'expression psychologique d'un type de structure mentale trahissant l'instinct grégaire qui anime certains par opposition à l'individualisme identitaire qui en anime d'autres. Ensuite, il existe de nombreux socialismes dont le nazisme et le fascisme ne sont que des formes dérivées. Hitler, l'inventeur du national-socialisme (nazisme), était un homme de gauche — antimarxiste virulent (Juifs et communistes, c'est la même chose), mais vrai socialiste ; il s'est appuyé sur le parti ouvrier allemand nouvellement créé (NSDAP) pour arracher les ouvriers à l'influence des marxistes et accéder au pouvoir ; Mussolini, l'inventeur du fascisme, ex-anarchiste, anticommuniste primaire lui aussi, socialiste pur sucre, était un ancien membre de la direction du parti socialiste italien.

Ne perdons pas de vue que le fascisme a été le concurrent direct du communisme, l'un étant étatiste et corporatiste, l'autre totalitaire et collectiviste. Mussolini résume parfaitement le fascisme en une formule ramassée qui pourrait aussi bien s'appliquer au communisme : « Je prends l'homme à sa naissance ; à sa mort, je le rends au Pape » ; en l'occurrence, les communistes le rendraient à la trinité évoquée plus haut : Engel, Marx, Lénine.

Une autre formule choc de Mussolini corrobore la précédente : « L'État est tout, l'individu n'est rien » ; excellente parole dont je prendrais, pour ma part, le contre-pied en l'inversant diamétralement : « l'individu est tout, l'État n'est rien », rien d'autre qu'une structure désincarnée, une collection de fonctionnaires ultra protégés et déresponsabilisés. Manifestement, le Duce confond l'État avec la nation ou la communauté nationale. En France, le seul mouvement politique ouvertement pronazi, le Parti populaire français, fut créé, sous le régime de Vichy, par un ancien communiste et pas n'importe lequel : Jacques Doriot, l'ex-rival de Maurice Thorez, le chef historique du Parti communiste Français !

Il n'est pas possible de résumer en quelques lignes toutes les contradictions que recèle cette idéologie. À travers ses nombreuses applications, le socialisme s'est toujours distingué par sa constance dans l'échec ; il a été, en toutes circonstances — du communisme soviétique aux kibboutzim israéliens, en passant par le socialisme à la scandinave, jusqu'aux fiascos répétés du socialisme à la française — incapable de faire connaître le moindre commencement de cette justice sociale et de ce bonheur existentiel tant promis aux « masses laborieuses », autrement qu'en fabricant des légions de fonctionnaires et d'assistés sociaux à vie, la justice sociale consistant, en l'occurrence, de vivre de la collectivité publique sur le dos du contribuable ; le bonheur n'est pas lié à la seule matérialité de l'existence ; celle-ci n'est qu'un des éléments constitutifs ; même si elle y contribue, ce n'est pas la justice sociale qui fait le bonheur, c'est ce qui est juste et honnête.

L'échec est intrinsèque à l'idéologie socialiste ; en tant que telle, cette idéologie n'a été concrètement appliquée que deux fois en France, mis à part les variantes centristes de type radical-socialiste : sous le Front populaire (1936-1938) et au début du double septennat Mitterrand (1981-1995), jusqu'au « tournant de rigueur » ou « virage libéral » ; deux fois deux ans en deux siècles ! Quelle imposture ! Parler de théorie à propos du socialisme est un abus de langage. J'appréhende cette idéologie au matérialisme desséchant, comme une vision bornée du monde réel que compense à peine un vague humanitarisme de patronage ; ce qui se désigne du mot socialisme est une dégénérescence de l'esprit, une névrose involutive, une régression entropique s'appliquant aux indigents de l'intellect, dont l'univers mental est gouverné par l'impuissance à être autre chose que des individus socialement dépendants. Cette idéologie semble avoir été conçue pour attirer à elle les déviants, dans le but de les maintenir dans un état permanent de croupissement moral et intellectuel. L'homme de gauche m'apparaît comme un être inaccompli, incapable de s'assumer individuellement, d'affirmer sa complétude, de conduire des comportements autonomes responsables.

De même, le socialisme m'apparaît dans son ensemble comme une idéologie d'esclaves affranchis, ou plutôt d'esclaves embourgeoisés n'ayant rien d'esclaves, mais qui le sont restés dans leur tête, dans leur structure mentale d'esprits revendicatifs, dans leurs mœurs de gens aigris, envieux, mal dans leur peau ; ils passent plus de temps à débilitier mentalement les populations en leur inoculant leurs carences morales et psychologiques, qu'à œuvrer utilement pour faire valoir le meilleur de l'homme, en exaltant les vertus qui transcendent sa condition. Il suffit d'écouter leurs discours pour comprendre où ils se situent eux-mêmes dans le spectre de la pensée humaine : très bas dans l'infra-humanité.

*

En tant que système politique, le socialisme prétend se fonder sur l'appropriation des moyens de production et de distribution par l'État. En clair, cela veut dire que son objectif est de faire main basse sur l'ensemble des structures de l'État et des collectivités, et de leur assujettir toutes activités humaines, publiques comme privées. C'est la dictature du tout État quand l'État, dans l'exercice de ses fonctions régaliennes, ne devrait se limiter qu'à l'organisation administrative de la nation, et garantir à la fois son intégrité et sa sécurité.

Contrairement au communisme, le socialisme n'abolit pas la propriété privée, mais il veut tout contrôler, des cellules nerveuses de chaque citoyen au contenu de son portefeuille. Dans la pratique, les entreprises d'État se révélant des monstruosité de bureaucratie et de gabegie financière, les socialistes ont dû se résoudre, la mort dans l'âme, à remettre leurs belles théories dans la poche, pour les remplacer par quelque chose d'encore plus pernicieux si possible : puisque l'État se révèle incapable de diriger les entreprises, laissons-les diriger par le privé ; contentons-nous de les ponctionner pour remplir les caisses de l'État (par la même occasion, nos poches, celles de nos amis et de nos électeurs).

Cela leur a permis de passer de l'économie dirigiste à l'économie de marché sans donner l'impression de se renier : ils ne

sont pas à une contradiction près ! Résultat, le racket des prélèvements obligatoires qui abonde les finances publiques n'a jamais été aussi profitable en France. Une fois au pouvoir, ils s'arrogent le droit de s'approprier les richesses produites par les Français — alors qu'eux-mêmes sont congénitalement parlant des « faits-néants », c'est-à-dire des gens incapables de concevoir, de produire ni même d'imaginer quelque chose d'intelligent —, et de les **redistribuer** à leur clientèle électorale au nom de l'égalitarisme, comprenons : au nom de l'idéologie ; ils osent appeler cela justice sociale !

Chaque fois qu'ils accèdent au pouvoir, ils s'organisent pour vider les caisses de l'État. Ils ne savent vivre que sur des budgets publics ; ils ne savent pas gagner de l'argent autrement qu'en ponctionnant ceux qui produisent et prennent des risques personnels dans la vie active. Et pour racketter le citoyen, pour légitimer le racket, tous les arguments sont bons, même les pires mensonges idéologiques (au-delà de 35 % du PIB, et sauf circonstances exceptionnelles, tout prélèvement obligatoire relève du délit de concussion). Cette attitude est propre à tous les gouvernements républicains, toutes tendances confondues, libéraux compris. C'est encore eux qui ont organisé le déficit vertigineux de l'État en gageant le crédit de la France auprès de la Haute finance internationale cosmopolite et apatride (dette publique extérieure). Autrement dit, ils dilapident le bien commun comme de mauvais fils de bonne famille dispersent l'héritage familial aux quatre vents pour assurer leur train de vie... Dilapider l'argent public, le gaspiller, est le seul moyen que les politiciens républicains ont trouvé pour se maintenir au Pouvoir, pour maintenir le système en place, quel qu'en soit le coût à payer, tant pour le pays que pour le citoyen contribuable.

Si le socialisme originel du XIX^e siècle avait encore un semblant de fibre patriotique, au contact du marxisme il s'est « matérialisé », il s'est desséché, et a adopté la mentalité apatride et cosmopolite des communistes. Pour un socialiste comme pour un communiste ou pour un libéral, il n'y a ni patrie, ni nation, ni religion, ni race, ni peuple, ni frontières ; en cela, la triade fatidique socialisme, communisme, libéralisme, se retrouve sur la

même ligne de crête : ce sont avant tout des idéologies matérialistes universalistes, foncièrement antinationales et apatrides.

C'est d'ailleurs une des caractéristiques les plus typiques, les plus visibles de cette triade : le mépris haineux instinctif tourné contre leurs propres compatriotes de souche, c'est-à-dire contre le peuple français. Autrement dit, la République est apatride ; les républicains le sont aussi. Quant au socialisme résiduel, c'est la politique sociale assumée avec l'argent du contribuable au nom du partage des richesses et de la « redistribution » ; cette politique « généreuse et fraternelle » n'est qu'une fumisterie destinée à s'aliéner la reconnaissance d'une clientèle électorale dépendante de l'État et des collectivités au moyen des subventions, allocations, prêts à taux préférentiels, et autres subsides sociaux prélevés sur le travail des citoyens les plus productifs (la classe moyenne, les ouvriers, les artisans, les paysans). Oui à une certaine forme de redistribution par l'incitation au travail, non par la spoliation des fruits du travail !

*

Derrière la profusion des discours égalitaristes et autres radorages humanolâtres se profile la vraie nature totalitaire du socialisme et son extraordinaire capacité à pervertir le genre humain : une escroquerie morale, intellectuelle, qui porte en elle-même les germes de sa propre négation, qui ne peut générer autre chose que la corruption, c'est-à-dire corrompre par contagion tout ce qu'elle touche.

Le socialisme n'a jamais rien réussi de bien ni de bon sur cette Terre, sinon d'instaurer une implacable bureaucratie entièrement organisée au service qu'elle se rend à elle-même, et d'organiser la décadence de nos sociétés occidentales ; il n'est qu'une machine à détruire la société, à éradiquer l'individu, à le priver de sa dignité humaine, de son identité ; le socialisme est une idéologie porteuse d'un potentiel d'entropie sociale maximum, spécialement conçue pour avilir l'homme, l'affaiblir psychologiquement, en faire un être abâtardi dépourvu de caractère et de sens commun.

Rouleau compresseur de de la médiocrité et de l'égalitarisme le plus primaire, le socialisme nivelle, arase, coupe,

tranche, élague, tout ce qui dépasse, tout ce qui peut se distinguer par la compétence, la capacité, l'élévation d'esprit, la grandeur d'âme, la beauté, l'art... Il avilit l'homme, le réduit à sa condition minimale d'être végétatif limité à ses bas instincts de consommateur compulsif et boulimique sous influence, incapable de s'assumer et d'assumer son libre arbitre, donc son destin ; il le maintient en situation permanente d'assujettissement, au point qu'il ne puisse vivre autrement que sous la tutelle de l'État, assisté, pris en charge, privé de son autonomie d'être responsable, éduqué pour ne point désirer autre chose que ce que l'État-providence décide pour lui.

La plupart de nos pseudo politiques, le plus souvent élus irresponsables, passent leur temps à dénigrer et à culpabiliser sans cesse ceux qui osent prendre des risques sociaux dans la vie, alors que ces derniers sont aussi ceux qui, malgré tout, leur assurent le gîte et le couvert au sein de la vache à lait France. Ils n'ont même pas la reconnaissance du ventre. Dans l'imaginaire socialiste, le grand soir, l'aboutissement de siècles de luttes sociales, les promesses d'une aube nouvelle de bonheur, les lendemains qui chantent, se terminent au final à faire de l'État français un bureau d'aide sociale universel ou une société de secours mutuel — mutualisme à sens unique de payeur à payé, s'entend — et de chaque individu, au mieux, un être dépourvu de tout sens des responsabilités, au pire, un assisté permanent vivant aux crochets de la société. Voilà l'aboutissement de l'idéal socialiste !

Le communisme ?

Rappelons tout d'abord que le communisme est une idéologie dérivée du socialisme, aboutissement logique d'une dérive gauchiste. Entre le communisme et le socialisme, il y a plus qu'une parenté : nous sommes en présence d'une monstruosité mentale hybride. Avec le communisme, nous entrons dans l'utopie la plus totale, l'exaltation idéologique la plus exaspérée, l'ivresse totalitaire poussée à son paroxysme. Le mot « idéologie » renferme l'idée même de totalitarisme. L'utopie est également d'essence totalitaire et n'aboutit qu'à l'inverse

des promesses de bonheur et de liberté qu'elle sous-tend dans son imaginaire nébuleux.

Ce qui est normal, puisque l'utopie étant la contradiction même du réel, elle est contradiction de sa propre contradiction et s'abolit dans le chaos mental du schizophrène. Je répète ce que j'ai écrit par ailleurs : « L'utopie commence à l'Ouest dans la fièvre de Woodstock, et se termine à l'Est dans l'enfer du Goulag. » J'ai voulu dire, de manière plaisante, que le hippie « shooté », le *baba cool* guitareux de Woodstock, et le tortionnaire du Goulag, sont animés à la même époque, chacun à sa manière, par le même idéal utopique se donnant toujours pour objectif de changer le monde et de créer un Homme nouveau : l'homme régénéré !

De la même façon qu'ils refusent le réel, les utopistes rejettent l'expérience des faits comme expression du réel, d'où leur haine du passé et ce leitmotiv obsessionnel qui leur est cher : « *Du passé faisons table rase* » (Internationale) ; position de principe qui a également pour eux l'avantage de faire oublier leurs propres turpitudes ; ils persistent dans l'erreur, s'y complaisent, recommencent inlassablement à l'aube du troisième millénaire ce que d'autres ont expérimenté avant eux avec la même constance dans l'échec, durant les vingt-cinq siècles qui ont précédé.

Le communisme est certainement l'utopie la plus achevée, la plus aboutie, celle qui a été le plus loin dans le refus du réel, la plus implacable dans la folie constructiviste meurtrière. Je n'entrerai pas dans le subtil distinguo entre socialisme utopique et socialisme « scientifique », celui-ci désignant le communisme marxiste-léniniste qui a connu l'interprétation politique la plus féroce, la plus diaboliquement totalitaire. Le communisme abolit la propriété privée jusqu'à la notion de tien et de mien ; il abolit aussi l'esprit et la conscience individuelle ; il prône le partage commun de tous les biens (comprenons les biens des autres, y compris les femmes !). Dans le communisme, l'individu n'existe pas : ni homme, ni femme, ni famille, ni patrie ; il n'a pas d'identité, pas de personnalité. Il n'y a que le Parti qui existe à sa place, qui existe pour lui, en lui. Il doit

rentrer dans le moule ; si ce n'est de gré, ce sera de force. Pas de place pour l'initiative personnelle, la responsabilité individuelle : la reproduction de l'esclave, mais cette fois-ci l'esclave collectiviste soumis à l'État totalitaire.

Pour les communistes, seuls comptent l'idéologie et le Parti ; le mensonge officiel est l'arme suprême du Parti. En bon héritiers du jacobinisme et de la maçonnerie universelle, ils ont érigé en dogme, et pour leur propre compte, ce principe d'entropie sociale maximum : « Plus le mensonge est gros, plus il a de chances d'être cru. » La délation, le mouchardage, le parjure, l'intimidation, la menace, la haine, le sectarisme, sont chez eux des critères normaux de la relation humaine, qu'on retrouve comme une seconde nature chez de nombreux républicains se prétendant non communistes.

Quand le Parti et l'État se confondent, cela donne l'Union Soviétique, l'organisation la plus totalitaire jamais sortie du cerveau malade de l'homme ; celle qui a dominé le plus universellement sur les deux tiers de la planète durant plus de soixante-dix ans. Et ce n'est pas fini... Le seul héritage du communisme, mis à part la ruine totale des pays dans lesquels il a sévi, se traduit par l'enracinement durable des mafias locales qui rongent ces pays, pourrissent la société, et entravent leur évolution. En France, le Parti communiste, soumis aux ordres de Moscou, a exercé une influence effroyablement nocive sur la vie politique de notre pays. Même après l'effondrement du Mur de Berlin (1989), la bête n'est pas morte ; tel un feu souterrain qui couve, elle poursuit inlassablement son œuvre terrible de sape et de destruction sous différentes formes, y compris sous la forme néo-communiste du Nouvel Ordre Mondial. Le communisme n'a qu'un objectif : soumettre la société civile au collectivisme, une seule obsession : anéantir toute forme d'individualité responsable et autonome. Je vous ferai grâce de la phraséologie habituelle utilisée dans la pratique politique. C'est à la fois une dialectique et un langage. Il faut être quasiment initié pour comprendre certains jargons idéologiques.

Le communisme se distingue par une caractéristique majeure : il personnifie ce qu'il y a de plus pervers dans la nature humaine ; c'est l'idéologie de ceux qui refusent le réel ; ils refusent le réel parce qu'ils ne supportent pas la vie, ne se supportent pas eux-mêmes ; ils se haïssent, haïssent la société et en veulent à l'humanité entière de vivre ce mal obscur et mystérieux qui les ronge : le communisme est une pathologie collective contagieuse. L'aboutissement de cette névrose collective est la liquidation de dizaines de millions d'êtres humains de par le monde (internements, purges, assassinats, massacres, famines, déportations de masse...). On compare souvent le communisme au nazisme, au grand désavantage de celui-ci ; j'affirme qu'Hitler, à côté de la troïka Lénine-Trotsky-Staline, est un enfant de chœur, quelles que fussent les horreurs (erreurs ?) à mettre au compte du dictateur allemand.

Les communistes se présentent volontiers comme les défenseurs attitrés de la « classe ouvrière ». C'est faux. Ils sont tout le contraire ; ils méprisent le travail manuel tout autant qu'ils se moquent des ouvriers en tant que tels ; c'est vrai d'ailleurs de tous les partis de gauche, des socialistes à la gauche extrême. Ils prétendent représenter les travailleurs et parler en leur nom, mais la plupart ne sont que des intellectuels ayant en horreur la sujétion corporelle au travail, une allergie physique et métaphysique de l'effort utilitaire ; c'est tout à fait symptomatique de leur mentalité. Non seulement ils refusent le travail, mais ils ne comprennent rien à ceux qui travaillent de leurs mains, de leurs bras, et même de leur tête ; l'utopie idéale pour eux, c'est de ne rien faire, ne pas s'en faire et être payé en conséquence, à condition que les autres payent pour vous. Il ne faut pas s'étonner de trouver tant d'adeptes du *Droit à la paresse* (titre d'un manifeste du juif mulâtre Paul Lafargue, gendre de Karl Marx, érigé en suprême devise dans certains milieux gauchistes) ; il se pourrait bien que le grand rêve universel de l'utopie ne soit en définitive caché dans les arrière-pensées qu'ils n'osent s'avouer, que la dictature d'une gigantesque faitnéantocratie qui se donnerait en toute bonne conscience les alibis de la jus-

tice sociale et de l'égalité de droits — comprenons : les avantages de la vie pour soi, et les inconvénients pour les autres qui triment et payent.

Ils ont exploité le malaise social des masses ouvrières et se sont servis du formidable potentiel de subversion revendicative qu'elles représentaient pour les embrigader, et les pousser à la violence avec la volonté de prendre le contrôle de l'État, usurper le pouvoir, et instaurer la dictature universelle, incarnée aujourd'hui par le Nouvel Ordre Mondial, soutenu et financé par le Cartel des banques internationales.

La « classe ouvrière » (le « prolétariat » comme ils disent), n'a jamais été victime du patronat (sinon du grand patronat) ; elle a été victime du communisme, succédané honteux de la bourgeoisie apatride la plus décadente : voir le rôle des ouvriers catholiques polonais dans la fin du communisme d'État et l'effondrement du Mur de Berlin. La plupart des meneurs communistes ne sont jamais eux-mêmes que des intellectuels bourgeois complexés par leur milieu social. Tout comme le socialisme, le communisme n'a jamais défendu les pauvres ni les humbles ; il entretient au contraire un climat de masochisme social permanent, et cultive un misérabilisme idéologique de circonstance destiné à désespérer les plus défavorisés, à les victimiser, à les maintenir dans un état de sous-prolétariat structurel irrémédiable, afin d'alimenter en continu son fonds de commerce électoral. La misère humaine a toujours constitué, pour le communisme, un terreau de choix où déverser son fumier idéologique. Ce sont bien les communistes, eux-mêmes, qui organisent la misère, et l'exploitent pour leur propre compte.

De même, communisme, socialisme, libéralisme, ont en commun la haine de leur propre pays ; ils ont toujours été les alliés, les suppôts, des pires ennemis de la France, — la France qu'ils ne désignent plus sous ce nom mais qu'ils appellent République ; chaque fois qu'ils ont pu saper, affaiblir, casser notre pays, voire l'humilier, l'avilir, ils n'ont jamais manqué une occasion. On le perçoit très nettement aujourd'hui à travers leur soutien sans réserve à l'islam, à la politique d'immigration-invasion et à tout ce

qui peut l'encourager, mais aussi à leurs tentatives d'instrumentaliser les populations immigrées, — une politique migratoire qu'ils partagent avec l'ensemble du personnel républicain.

On pourrait évoquer des dizaines d'exemples sans épuiser le sujet : traîtres, saboteurs, déserteurs, vendus, capitulards, trafiquants, ils ont tous les défauts de l'espèce *hominem* concentrés dans le même profil d'individus. Toute l'histoire du communisme « français », depuis sa naissance en 1920, en apporte la démonstration. Aucune personne sérieusement informée n'avallera le mythe de la « Résistance », quand on sait que les communistes sont entrés dans le combat contre l'Allemagne nazie sur ordre de Moscou à la suite de la rupture du Pacte germano-soviétique (23 Août 1939 – juin 1941), non point pour « libérer » le pays, mais bien avec l'arrière-pensée de transformer la France en une extension satellitaire de l'Union Soviétique et d'instaurer une République rouge : tentative des grèves insurrectionnelles désespérées de 1947.

*

Quant au trotskisme, avatar gauchiste du communisme, organisation prolétarienne « ouvrieriste » d'origine typiquement juive, radicalement apatriote, succédané de la subversion mondiale, on peut le considérer comme une entreprise de déstabilisation de la société fondée sur la « révolution permanente » ou semer le chaos pour le chaos, plus ou moins entretenue en sous-main par la Haute finance internationale, d'où ce dicton parfaitement justifié : « trotskiste un jour, trotskiste toujours » ; c'est une organisation protéiforme remarquablement organisée et efficace, se manifestant surtout par le noyautage et l'entrisme au sein des institutions publiques et parapubliques : les syndicats, l'école, la justice, la presse, la culture, les mouvements de chômeurs, l'immigration, le système associatif en général... Toutes les structures à vocation sociale ou sociétales susceptibles d'agir au sein de la société et de l'orienter. À la différence du communisme qui a la prétention de « construire » l'utopie, le trotskisme se donne pour objectif non de « construire », mais d'infiltrer, de déstabiliser tout ce qui existe et représente l'ordre établi bourgeois, par le recours à l'activisme subversif permanent.

Les trotskistes ont une propension à se développer au sein des institutions de l'État et à agir comme des germes pathogènes dans un corps malade (division cellulaire et action intrusive sous forme associationniste). Ce qui les rend particulièrement nocifs et virulents. Ils sont présents et actifs dans tout ce qui peut détruire la société traditionnelle.

D'une façon générale, les gauchistes, à quelque famille qu'ils appartiennent, et quel que soit leur nom, n'ont que le chaos à proposer ; ce sont des professionnels de la subversion sous formes de milices de rue stipendiées par l'État républicain (*antifas*, *black blocs*), des aigris, des mal-nés, des frustrés de la vie ; ils ne respectent rien et n'ont d'autre idéal que de clamer leur haine de la société, d'entretenir un désir de vengeance inextinguible contre tout ce qui n'est pas l'utopie, en fin de compte, tout ce qui n'est pas eux comme expression de leur vide mental.

Comment comprendre, comment expliquer l'incroyable fossé qui existe entre l'idéal et le réel, entre cette vision paradisiaque du bonheur en société que proposent le communisme et les monstruosité politiques qui en résultent dans les faits ?

Il faut bien avoir à l'esprit que le socialisme comme le communisme sont des utopies (même quand ils se définissent utopies scientifiques !) ; étant utopies, ils sont contradiction du réel comme nous l'avons vu, ils sont donc mensonge ; et le mensonge, c'est le contraire de la vérité, la négation du réel. L'utopie, qu'elle soit le fait d'illuminés ou de criminels, est donc le mensonge structurel permanent, l'arme fondamentale de la propagande, et se termine génériquement toujours et systématiquement en dystopie.

Les utopistes (quel que soit le nom politique qu'ils se donnent) s'habituent à vivre ce mensonge immanent, à s'en accommoder, et à déformer le réel, donc la vérité, pour le plier à l'idéal, donc au mensonge ; puis à présenter celui-ci comme la parole authentique. Mais qui vit dans le mensonge ? Les gens naïfs, les angéliques, d'abord par ignorance, puis les diaboliques en toute conscience de malhonnêteté ; les uns vivent dans le mensonge, les autres vivent du mensonge.

De dérive en dérive, les diaboliques finissent par prendre le dessus sur les angéliques, et les crapules par supplanter les idéalistes dont le mental souvent plus que léger ne peut résister à la brutalité du monde des réalités. Une fois au pouvoir, les crapules, les cyniques, les diaboliques, les machiavéliques, ont tout le loisir de détourner le système à leur profit et de l'infléchir selon leur volonté.

L'opacité vaporeuse de l'idéologie, le trouble des esprits qui la supportent, son pathos inconsistant, le plus souvent réducteur, hors-sol et déconnecté du réel, leur permet d'œuvrer dans le flou le plus absolu, d'avancer masqués pour cacher les plus noirs desseins tout en affichant les plus nobles aspirations. Le système soviétique s'est révélé un modèle de cynisme achevé dans l'exploitation institutionnelle du mensonge d'État.

Parce qu'il n'a jamais pu faire mieux que de mettre en évidence des êtres médiocres à l'esprit revanchard, inhibés par le poids des rancœurs accumulées contre une société qu'ils rendent responsable de leur impuissance ou de la fatalité de leur naissance, le communisme n'aura réussi qu'à fabriquer des bilieux, des aigris de la vie, à exciter la jalousie sociale, l'envie, à encourager les détraqués, les dégénérés, les inadaptés sociaux, à entretenir l'esprit de revendication dans les milieux du travail, exploitant sans vergogne la naïveté des gens simples souvent confrontés à de réelles difficultés de vivre ; il s'est imposé dans les ateliers et les usines, dans les campagnes aussi, à coups de slogans lapidaires, de mots d'ordres grossiers, faisant régner partout une sorte de terreur sournoise pour s'assurer du soutien des « masses laborieuses », n'hésitant pas à user de l'intimidation, voire de la menace si nécessaire.

À partir de ce moment, le rideau de fumée de l'utopie enfin dissipé ne laisse plus apparaître que la terrible réalité, montrant des barbares ivres de vengeance et de domination.

C'est cela le communisme réel.

Le libéralisme ?

Je ne me suis jamais vraiment penché sur la réalité du libéralisme, en tous cas, pas autant que sur le socialisme et le communisme, ni sur les conséquences qui en ont résulté pour notre pays. Il y a une raison à cela : le libéralisme est comme la franc-maçonnerie une idéologie essentiellement judéo-protestante anglo-saxonne (française aussi par les physiocrates, inventeurs du tragique slogan libéral : « laisser faire, laisser passer », un impératif irresponsable qui se révèle aujourd'hui lourd d'immenses désastres) ; elle est fondée sur la notion de propriété héritée du droit romain (*usus, fructus, abusus*), celle-ci se définissant comme le droit d'user, d'abuser de ses biens personnels et des fruits qu'ils procurent.

À noter que le droit fondamental de propriété ne relève pas du seul libéralisme. Cela dit, il est juste de reconnaître que, jusqu'à présent, nous n'avons jamais eu à en souffrir de la même façon, même si le libéralisme du XIX^e siècle fut souvent excessivement éprouvant pour les populations laborieuses, et provoqua en réaction, dans toute l'Europe, en Allemagne et en Angleterre plus particulièrement, l'émergence des idéologies révolutionnaires. Le socialisme et son doublet le communisme sont, ne l'oublions pas, deux des multiples avatars du libéralisme, ou plus exactement du « laisser-fairisme » marchand ou mercantile, impliquant subséquemment le « laisser faire » moral et idéologique, tant que celui-ci ne touche pas à l'argent.

Cependant, il ne porte pas la même menace contre l'intégrité morale et psychique de l'individu que les idéologies collectivistes. Dans un régime politique libéral, au sens étroit du terme, l'individu peut se construire une personnalité (le plus souvent vide de sens moral et de contenu psychologique), pas dans le collectivisme. J'ai dit : jusqu'à présent.

Depuis la chute du Mur de Berlin, la « mort » du communisme international et la fin de la « Guerre froide », les choses ne se présentent plus du tout sous le même angle de vue. D'abord quelques précisions en forme de repères. On distingue classiquement le libéralisme philosophique du libéralisme économique. Par libéralisme philosophique, il faut entendre la liberté individuelle ; autrement dit, la responsabilité individuelle

et l'initiative personnelle. Les conséquences de cette philosophie sur le plan politique sont importantes, car elles fondent l'économie sur la propriété privée et le marché (concurrence, loi de l'offre et de la demande).

En théorie, le libéralisme s'oppose au collectivisme et à l'interventionnisme étatique. Dans les faits, ces différentes idéologies partagent de nombreux points communs. Libéralisme, socialisme, communisme se retrouvent sur une même conception matérialiste du monde si ce n'est sur la même explication : c'est l'avertissement et le revers de la même médaille ; ils professent le même refus des valeurs morales qui, pour les libéraux les plus ultras, sont considérées comme un obstacle à la liberté individuelle, et pour les socialo-communistes le comble de l'aliénation bourgeoise. Socialisme et communisme sont clairement la conséquence des effets pervers du libéralisme. Celui-ci s'est toujours fort bien accommodé des idéologies collectivistes et inversement ; libéraux et progressistes se sont toujours entendus pour condamner, par exemple, les métiers et corporations, et les nationalismes ; la capacité d'embrigadement des partis progressistes a rendu d'immenses services aux libéraux en leur opposant, par syndicats interposés, des interlocuteurs capables de contrôler les masses ouvrières (au nom de la « paix sociale ») ; le tout étant que chacun garde ses marques.

De la même façon, le libéralisme s'accommode fort bien de l'islam : vous nous laissez boire de l'alcool, vous nous laissez diriger nos banques et nos entreprises en paix ; on autorise vos prières dans les usines, et on soutient vos mosquées et vos écoles coraniques. Le libéralisme ne voit dans l'homme qu'un amas de viscères mû par l'instinct de conservation qu'il exploite sans vergogne. Des imams pour encarcanner les lobes frontaux des masses laborieuses en lieu et place des agents communistes, au moment où celui-ci est en état de faiblesse létale, voilà une perspective qui ne pourrait que réjouir certains patrons ultra-libéraux avides de mises au pas sociales. Libéralisme et communisme sont les complémentarités antagonistes de l'absolu matérialiste.

Toujours en théorie, le libéralisme devrait permettre à la société de trouver son propre équilibre par l'application de ses principes de liberté qui veulent que tout excès se condamne de lui-même par les abus et les dérives qu'il occasionne, et par la réprobation qui s'ensuit ; en pratique, une société libérale ne contrôle rien des excès dont elle est cause, par peur de s'enfermer dans ses propres contradictions ; du coup, la liberté dégénère en licence, permissivité, laxisme ; elle soumet l'individu prétendument libéré à la dictature du libéralisme libertaire, c'est-à-dire du laisser-faire, du laisser-aller, voire à l'abandon de tout principe moral.

*

Sur le plan économique, le libéralisme, lui-même avatar idéologique de la Haute finance internationale cosmopolite et apatride, dite encore anonyme et vagabonde, a dégénéré de la même façon ; s'il a permis de créer beaucoup de richesses, la dérive productiviste et spéculative de l'économie ouverte est cause de nombreux effets pervers, comme la pollution, le pillage des ressources naturelles, la destruction de l'environnement, le gaspillage, l'isolement, et la perte d'identité de l'individu qui n'existe plus que comme agent producteur-consommateur... Le libre-échange économique, que symbolise l'Organisation Mondiale du Commerce liée aux intérêts anglo-américains, est une catastrophe sur le plan humain et environnemental ; articulation fondamentale du mondialisme libéral, la pratique ouverte du libre-échange qui ignore les États constitués et les frontières, ne se reconnaît aucune contrainte morale et ne respecte rien : ni les lois, ni les hommes, ni les pays, ni la nature...

Le libre-échange économique s'appuie sur le concept vicieux de libre circulation des personnes et des marchandises ; Il est à l'origine des déplacements de populations et du phénomène de délocalisation des biens de production et des capitaux ; il est également à l'origine de la constitution de ces empires capitalistiques pharamineux que sont les multinationales, nouvelles féodalités oligarchiques des temps modernes, qui se jouent des hommes, des pays, comme des lois ; je devrais me méfier de la comparaison avec la féodalité médiévale, car, jadis, les hommes se mesuraient d'homme à homme et rendaient

des devoirs à la communauté ; l'honneur avait un sens, le respect de la parole donnée aussi, tandis que la Voix du Seigneur apaisait les passions ; le libéralisme écrase tout sur son passage, ne respecte rien, ni les choses, ni les âmes, ni les humains...

Ces empires transnationaux cumulent des richesses parfois supérieures à bien des États évolués et se livrent à une spéculation effrénée ; ils n'existent que pour générer du profit au bénéfice de leurs actionnaires : le client-consommateur n'est qu'un pigeon qu'il faut cibler pour lui faire rendre à point tout son jus de cuisson, c'est-à-dire sa monnaie.

En y regardant de près, les entreprises multinationales bafouent les principes fondamentaux du libéralisme dont elles se réclament quand, par exemple, l'abus des concentrations monopolistiques détruit le marché et la concurrence ; elles se posent dès lors en structures totalitaires de type économique et n'ont, de ce point de vue, aucune raison d'être ; elles apparaissent même comme antiéconomiques et en totale contradiction avec les principes du dogme libéral ; il n'est donc pas exagéré de parler à leur propos de « totalitarisme économique » ; elles jouent le rôle que jouaient jadis les konzerns dans l'Allemagne nazie ou les combinats dans l'ex-Union soviétique, sauf que, de nos jours, elles étendent leur pouvoir arachnéen sur toute la planète ; elles existent cependant de fait ; plus qu'un pouvoir, elles représentent la toute-puissance débridée et sans freins de l'argent et de la propriété, concentrés au-delà de toutes limites et de toute décence entre les mains des oligarchies mondialistes, autrement dit entre les mains du Cartel des banques mondiales qui s'autorisent tout, même de contrôler les États à travers les régimes politiques républicains et leurs « élites ».

Les concentrations monopolistiques transnationales auxquelles nous assistons depuis des années dans des secteurs comme l'agroalimentaire, la grande distribution, la pharmacie, la banque, l'assurance, l'énergie, pour ne prendre que ces exemples, laissent présager ce que sera l'économie totalitaire du futur État mondial. Il est important de souligner que l'Organisation Mondiale du Commerce a été créée pour permettre à ces monopoles monstrueux, se plaçant au-dessus des États et

des nations, d'étendre leur emprise sur le monde entier, par-delà les frontières et les juridictions nationales. La plupart de ces multinationales sont américaines (Les pays émergents, dont la Russie, Chine, l'Inde, le Brésil, n'ont qu'une obsession : s'aligner sur le modèle anglo-américain et l'imiter en tous points, même dans l'excès et le pire ; sauf que le gouvernement Chinois applique de manière spectaculaire ce que l'Histoire vérifie depuis longtemps : l'union sacrée du communisme et du libéralisme ; le premier pour bâillonner le peuple et le tenir au collet, le second pour faire des affaires à l'abri des contraintes sociales et revendicatives). Les États-Unis entendent ainsi se donner les moyens de faire main basse sur les ressources minières, énergétiques, industrielles et alimentaires à travers le monde (« *Le niveau de vie des Américains n'est pas négociable* » G.-W. Bush), renforcer leur statut de puissance dominante, et s'assurer indirectement du contrôle hégémonique de la planète.

Le libéralisme tend à détruire les valeurs morales pour les remplacer par les valeurs mercantiles, et à instaurer une sorte de communisme matérialiste sur le retour ou néo-communisme qu'on imposerait à l'humanité entière à travers le Nouvel Ordre Mondial. D'où la preuve que socialisme, communisme, libéralisme sont en parfaite adéquation et n'hésitent pas à se confondre pour agir ensemble. L'Argent (le Veau d'Or) est à la fois le moteur de la société libérale et le curseur de l'échelle des « valeurs » qu'elle défend. Celle-ci propose le bonheur tarifé, du bonheur consommable à tous les prix, pour tous les goûts, même et surtout le mauvais, le très mauvais goût.

Le luxe de pacotille et la sous-culture de dégénérés à la portée du plus grand nombre justifie l'enrichissement ahurissant de quelques-uns qu'on présente sans vergogne comme des modèles de réussite économique. Alors que le socialisme est l'idéologie de la négation de l'individu, le libéralisme est l'idéologie de la frustration individuelle, de la vanité d'une société narcissique malade de son environnement artificiel, de sa superficialité intellectuelle et morale.

Un mot sur le capitalisme. Vous aurez remarqué que je n'ai pas abordé la question ; je n'ai même pas écrit le mot dans ce

chapitre. L'opposition habituelle entre capitalisme et socialisme imposée par les théoriciens marxistes est une grossière erreur de jugement. Le capitalisme n'est jamais qu'une méthode comptable, si je puis ainsi résumer ; le moindre marchand ambulant est un capitaliste à sa façon ; en dernière analyse, il n'est que l'expression intellectuelle du Tien et du Mien ; le fait de porter une montre au poignet fait de son propriétaire un capitaliste comme tout propriétaire ; d'où il appert qu'un anticapitaliste, pour être logique avec lui-même, devrait rendre à la communauté ce qui lui appartient en propre.

Réduire le libéralisme à la seule réalité du capitalisme, non seulement les marxistes font preuve de grave incompetence, mais ils paraissent disqualifiés pour prétendre imposer leurs analyses de la société et proposer des solutions. Le danger pour l'humanité ne vient pas du capitalisme en soi, mais de l'usage qu'on en fait ; il réside dans les concentrations capitalistiques et spéculatives qui confinent au monopole d'accaparement, pour finir en monopole ou capitalisme d'État et imposer de fait une forme de dictature par l'argent ; arrivé à ce point, le libéralisme marchand s'abolit dans ses propres contradictions.

Vous voulez aborder le problème de la devise républicaine. En quoi constitue-t-elle un problème, et en quoi ce problème est-il si important, au point d'en faire un thème d'analyse ?

La notion de devise est en soi très secondaire ; mais en France, la devise républicaine a pris une importance capitale en ce sens qu'elle est présentée comme un symbole marquant de la Révolution française, le symbole maçonnique flamboyant de l'Ère nouvelle, du triomphe de la République sur la monarchie, des « Lumières » sur l'obscurantisme et la pensée magique, de la Raison sur l'ignorance et la superstition, de la Justice sur l'arbitraire et le fanatisme... Plus qu'un symbole, elle est devenue l'expression sacralisée des nouvelles divinités de l'Olympe républicain. « Liberté, Égalité, Fraternité ou la mort », proclamaient non sans grandiloquence les calicots de la Révolution. Ce qui est intéressant à relever, et à ne pas oublier, c'est que les

mots d'ordres de la Révolution ont abouti concrètement à l'inverse des principes qu'exalte cette symbolique trinitaire ; cela mérite d'en examiner le contenu moral et intellectuel.

Avant d'approfondir plus en détail, comparons-là avec des principes similaires de la démocratie grecque dont certains figuraient parfois aux frontons des palais.

— « Agon », c'est le combat, le combat pour la vie (d'où agonie), l'émulation par la compétition, le dépassement de soi. Il peut s'assimiler à la liberté car il incarne la volonté, l'effort, destinés à réaliser son propre accomplissement, donc à se comporter en homme responsable. La liberté au sens républicain moderne est au contraire vécue par beaucoup comme l'absence de responsabilité et se confond avec le laxisme, le laisser aller, le renoncement.

— « Metron », c'est la mesure, la juste mesure, et non l'égalité au sens niveleur, c'est-à-dire la proportionnalité par le mérite et le devoir. Les grecs ne reconnaissaient que deux formes d'égalité politique : l'isonomie, l'égalité devant la loi pour tous ; l'iségorie, l'égalité pour prendre la parole à l'Assemblée devant le peuple, encore que dans ce cas il fallait être un citoyen au-dessus de tout soupçon. Rien à voir donc avec notre égalitarisme niveleur, l'« égalitarisme vulgaire » pour reprendre l'expression de Marx lui-même.

— « Philia », l'amour des autres, mais là aussi, rien à voir avec la prétendue fraternité républicaine ou l'altruisme vécu comme manifestation moderne de l'amour d'autrui. La philia doit plutôt se comprendre comme l'expression d'un sentiment communautaire solidaire, un patriotisme actif doublé d'une conscience collective forte qui se réalise et s'incarne dans la pratique courante d'un esprit civique voué au bien de la Cité. D'une certaine façon, la philia pourrait se confondre avec l'amour au sens chrétien.

On le voit, notre devise républicaine paraît bien pâlichonne, bien fadasse à côté de ces principes antiques, et de quelques autres comme la prudence ou la maîtrise de soi. Nos modernes aiment se gargariser de mots pour exprimer des fantasmes qui n'ont aucune prise sur le réel : c'est ce qu'on appelle le nominalisme ; ils se contentent de généralités fumeuses qui satisfont leur goût de l'incantation grandiloquente : afficher des grands

principes abstraits sans se préoccuper de savoir s'ils sont en adéquation avec le réel, et s'ils ne contredisent pas la réalité vécue au quotidien ; un exemple récent : le « vivre ensemble »...

Que signifie le mot *liberté* quand on tolère (ah ! la tolérance, cette vertu qui légitime le vice !) tout ce qui menace et détruit l'ordre social, tout ce qui rabaisse et avilit l'individu ?

Que signifie ce mot quand on censure au-delà de toute proportion ceux qu'on veut empêcher de parler, ou dissoudre des mouvements légitimes qui ne partagent pas le politiquement correct ? *Pas de liberté pour les ennemis de la liberté*, disent-ils. Voir plus bas la clé de compréhension de cette parole de Saint-Just.

Qu'est-ce que *l'égalité* quand une partie de la population travaille soixante-dix heures par semaine pour entretenir avec ses impôts l'autre partie qui travaille trente-cinq heures, voire moins pour ceux qui travaillent ?...

Où quand ceux qui prennent des risques, créant de la valeur ajoutée dans leur entreprise, se font spolier par le fisc pour entretenir des fonctionnaires surnuméraires inutiles à la société, pouvant même constituer une véritable entrave à la vie active ?

Qu'est-ce que la *fraternité* dans un pays où l'on tolère tout ce qui divise et se révèle nuisible à l'unité de la nation ? Où l'on privilégie les étrangers et les immigrants au détriment de ses propres congénères ? Surtout quand on réprime ceux-ci au bénéfice de ceux-là, et qu'on les empêche de s'exprimer en toute liberté ?

Selon l'inversion satanique au sens orwellien, la liberté, c'est tout ce qui interdit ; l'égalité, c'est tout ce qui rabaisse ; la fraternité, c'est tout ce qui justifie la négation de son identité... Autrement dit encore, dans la logique républicaine, la liberté, c'est favoriser le pourrissement de la société et trouver cela parfait ; l'égalité, c'est se rabaisser au niveau des plus médiocres et faire de ceux-ci un centre d'intérêt social ; la fraternité, c'est respecter les gens qui vous méprisent et se prosterner devant eux. Un peu comme les mots « démocratie », « citoyen », les républicains se

gargarisent de la devise sans comprendre le sens des mots et mesurent toute chose à l'aune des « Immortels Principes ».

Avez-vous des exemples montrant l'emprise des idéologies sur la société, une influence telle qu'elle aurait marqué, voire imprégné profondément, la vie des Français ?

Les exemples sont nombreux. J'en retiendrai trois ; mais la situation est tellement marquée de nos jours par cette emprise idéologique qui s'accroît avec le temps que je devrais en rajouter d'autres comme le presse et la culture dont le cinéma ; j'y ferais allusion dans le troisième triptyque... Mais revenons à nos trois exemples : l'urbanisme de banlieue, la fonction publique, l'enseignement.

Commençons par l'urbanisme de banlieue. Au lendemain de la Seconde guerre mondiale, il a fallu reconstruire à la va vite, mais surtout il a fallu étendre les villes pour absorber le mouvement volontairement provoqué de désertification et d'abandon de nos campagnes qui se révèle aujourd'hui un désastre d'ampleur tellurique, à la fois social, humain et économique, mettant en péril la survie de notre pays : il n'y a pas de pays sans paysans. L'exemple type de cet urbanisme concentrationnaire est la « ceinture rouge » de Paris calquée à l'époque sur le modèle soviétique. Cette fameuse ceinture urbaine de banlieue (est, nord, sud) tombée sous l'emprise communiste.

Ces derniers ont appliqué les méthodes d'urbanisme en usage dans les pays de l'Union soviétique : la construction de blocs et de barres d'habitations hideuses, sans âme, des cages à lapins toutes bâties sur le même modèle, conçues pour entasser le maximum d'humains — électeurs captifs potentiels — dans un minimum d'espace. Mais aussi un bétail humain servile que l'on peut tenir à l'œil et contrôler à tout moment. Traduction dans les faits et visualisation concrète de la pensée mortifère du communisme. Il faut savoir que dans les années 1930, il se construisait cent mille logements par an à Moscou. Les soviétiques ont en quelque sorte inventé la préfabrication industrielle dans le bâtiment pour construire ces fameux « HLM ».

À l'époque, les concentrations banlieusardes arrangeaient tout le monde : les industriels qui bénéficiaient, avec les immigrants qui commençaient à s'entasser dans les bidonvilles, d'un afflux de main d'œuvre inespéré, et les politiciens à courte vue — toutes tendances confondues — qui voyaient dans cet urbanisme champignon, véritable lèpre urbaine défigurant nos grandes villes, un moyen de montrer concrètement et de manière voyante leur capacité à élever des ensembles « sociaux » susceptibles de réaliser le bonheur des masses, avec l'arrière-pensée à peine déguisée d'y concentrer l'électorat communiste ; cela arrangeait également les édiles de droite qui trouvaient là le moyen de repousser les populations serviles vers les extérieurs de Paris et de protéger leur électorat des beaux quartiers.

Histoire de donner le change, on affublait ces horreurs collectivistes de noms bucoliques évoquant les lieux-dits et hameaux champêtres de nos campagnes : La Cité des Provinces, Les Minguettes, Beaubreuil, Beauval, Le Mirail, Les Agnettes, Les Grésillons, Les Épinettes, Les Chatillons, Le Val Fleuri, j'en passe. Il serait intéressant d'en faire le recensement au plan national pour estimer l'ampleur de l'imposture. Les seules dénominations que ces ensembles cauchemardesques, emblématiques du collectivisme bolchevique le plus concentrationnaire eussent méritées, aurait dû être : « Camp de concentration », « Casernement », « Bloc », suivi d'un numéro matricule rappelant les Goulags ou les camps de concentrations nazis

Des casernes à usage civil pour y parquer les cohortes prolétariennes plus sensibles aux endoctrinements de masse que les paysans disséminés dans les campagnes, attachés à leur terre, à Dieu, et rétifs au lavage de cerveau collectiviste.

Ces déversoirs urbains, qui ont transformé nos banlieues en véritables trous noirs du diable, ont été par la suite réutilisés pour piéger les hordes humaines et autres surplus prolifiques accourus du tiers-monde et de tous les horizons de la planète... Comme si cela ne suffisait pas, ils veulent maintenant disséminer cette gangrène urbaine dans toutes les communes de France au titre des 25 % de logements « sociaux » Le social ! Ils n'ont que ce mot incantatoire à la bouche ; le social n'a jamais rien

construit, rien produit d'intelligent ; par contre, on sait ce qu'il coûte au contribuable, et combien il déresponsabilise l'individu qui attend tout, tout, de l'État.

Des architectes de renom n'hésitaient pas à mettre la main à la pâte. Zehrfuss (je pourrais citer des noms comme Aillaud, Parent, Prouvé) qui a signé le Palais de l'UNESCO à Paris, est celui qui a conçu le Haut du Lièvre à Nancy, des barres de 400 mètres sur onze étages : on construit des palais pour la gloire et on fait tourner son cabinet en torchant des immeubles collectifs sans âme pour y encaserner le prolétariat ; c'est le même qui se répandait dans les radios pour exalter avec des accents de bonze en lévitation, le progrès humain et le bonheur de la vie future en béton armé, alors que les architectes et urbanistes modernes ont largement participé à organiser l'enfer visuel d'ici-bas.

À cette époque, les militants communistes tenaient le haut du pavé ; ils prenaient les cages d'escalier en enfilade pour encarter les habitants. C'est dire la folle excitation qui régnait dans ces cités dortoirs dont j'ai pu expérimenter personnellement l'indicible joie de vivre durant treize ans.

On voit ce qu'elles sont devenues aujourd'hui, occupées par les envahisseurs du monde entier venus s'encaquer dans les radieuses cités HLM de notre beau pays de France, à la recherche de quelque subside miraculeux promis par le contribuable occidental ; ces cités banlieusardes, ces verrues bubonesques qui ont recréé l'enfer social à la soviétique enlaidissent les plus pittoresques de nos petites villes de provinces (aucune n'y a échappé !), apparaissent comme les symboles les plus voyants de l'anticivilisation républicaine. Je préfère ne rien dire des architectes modernes, urbanistes et autres bétonneurs déments, créateurs de « lieux de vie » (sic) invivables, tel Le Corbusier avec sa Charte d'Athènes et d'autres : nous sommes hors sujet ; même si l'entière responsabilité de ces ravages urbains incombe aux politiques. La plupart des grands architectes d'après-guerre et d'aujourd'hui sont imprégnés de l'idéologie soviétio-marxiste, et l'ont traduite dans les trois dimensions de notre espace vital. Bref, il fallait faire couler le béton ; il a coulé et rien n'arrête la marée.

La fonction publique ?

Dans cet exemple, nous allons voir les dégâts que peut commettre, là aussi, l'idéologie quand elle n'est plus que l'expression d'une certaine irresponsabilité se doublant d'une volonté machiavélique de pervertir la société. Pour comprendre ce qui va suivre, il faut avoir à l'esprit que, dans l'absolu, une société peut se passer d'État. Plus le citoyen est responsabilisé, moins il a besoin d'État. La perfection politique serait d'arriver à instaurer une société sans État, une société sans fonctionnaires, à tout le moins une société dotée d'un État subsidiaire ; comme la perfection n'est pas de ce monde, il faut faire avec et réduire au minimum requis son importance, son impotence, son omnipotence...

Toujours au lendemain de la Seconde guerre mondiale, le gouvernement provisoire de la « Libération » décide de reprendre en main la fonction publique « compromise » dans le régime de Vichy, et de refondre son statut général datant de 1941. À qui De Gaulle va-t-il confier cette tâche ô combien symbolique et capitale ? Au chef du Parti Communiste Français, le double déserteur et traître à sa patrie, triplé d'un saboteur professionnel (une référence !), Maurice Thorez, qui deviendra ministre de la Fonction publique avec rang de ministre d'État et par deux fois éphémère Président du Conseil. Inutile de dire que c'était faire rentrer le loup dans la bergerie de l'Administration publique française, et permettre au parti communiste d'infiltrer l'appareil d'État, de le métastaser, d'en prendre le contrôle par syndicats interposés dont la CGT.

Ce qui n'a pas manqué. On se doute que ce n'est donc pas au hasard si le Chef du Parti communiste d'alors a choisi de prendre la tête de ce ministère. N'oublions pas que le Parti communiste « français » était devenu à cette époque, non seulement le premier parti politique de France, mais il était directement aux ordres de Moscou. Il importe de rappeler ce fait important et le fixer dans nos mémoires : durant plus de soixante ans, la prétendue République « française » a pu tolérer, sans piper mot, sans la moindre mise en garde, qu'un parti politique « français » soit financé et reçoive ses ordres d'une puissance étrangère potentiellement en-

emie de la France ! Le nouveau statut général de la fonction publique imposé par les communistes, communément appelé « statut Thorez », mettait en œuvre au moins trois dispositions fondamentales en faveur des fonctionnaires : la reconnaissance du droit syndical, le droit de grève, la liberté d'opinion. La France devenait le seul pays occidental mettant ouvertement l'Administration publique sous la coupe d'un parti communiste, faisant du même coup de l'État français un État crypto-totalitaire.

De fait, il faisait de chaque fonctionnaire un militant syndical potentiel et transformait la fonction publique en un puissant levier d'action politique au service des forces dites « progressistes ». Ces dispositions violaient la notion de service public en l'honneur dans l'administration française depuis Napoléon : fidélité à l'État, obéissance et obligation de réserve. Le plus fort est à venir. Les socialistes de l'époque (SFIO) n'approuvèrent pas ce statut : ils le trouvaient trop totalitaire ! Par contre, il fut soutenu avec enthousiasme par la « droite » du moment représentée par le MRP (Démocrates dits chrétiens) qui le trouvait « démocratique » ! L'alliance progressiste cathos-cocos ! On croit rêver... Ce n'était pas une première : ils furent alliés au sein du fameux gouvernement tripartite. La commission chargée de refondre les statuts était composée de dix membres de la CGT (syndicat communiste) et de deux représentants de la CFTC (syndicat chrétien).

Un observateur note le « comportement étrangement silencieux des représentants de la CFTC » La belle affaire ! Quand on sait le climat de terreur et d'intimidation que faisaient régner en France les communistes tout puissants à cette époque (ils représentaient 26 % du corps électoral), on s'étonnerait à moins ! On notera que dans le prolongement de cette funeste imposture, les syndicats marxistes parviendront à extorquer aux gouvernements de l'époque une consolidation de leur statut en s'octroyant le monopole de la représentation syndicale au titre de leur participation à la Résistance ! Ils verrouillaient de tous côtés. Dans le mouvement consensuel de la Libération (1945), il ne se trouva aucune voix pour dénoncer ce scandale qui mettait l'État français directement sous la coupe du Parti communiste et des syndicats révolutionnaires.

Des juristes éminents soulevèrent cependant quelques timides objections. L'un voyait « Le vieil État napoléonien menacé d'être dévoré par le monstre qu'il a nourri » ; un autre relevait « Une opposition irréductible entre le principe hiérarchique et le principe démocratique » Et, de fait, on peut se demander ce que venait faire la notion de démocratie dans l'administration républicaine, surtout la démocratie vue par les communistes ! L'Administration publique n'est pas soumise au principe démocratique, mais au principe d'autorité et à l'obéissance.

Faut-il rappeler que les fonctionnaires n'ont théoriquement pas droit à la vie privée ? Que la raison d'être du fonctionnaire se définit par la servilité, en opposition à l'ordre privé qui se définit par la responsabilité individuelle ?... (La démocratie se comprend comme relation de base État-nation ; l'emploi de ce vocable pour désigner les relations au sein de l'entreprise ou de la fonction publique, ou toute autre structure, est une hérésie). On se doute que depuis soixante ans, le statut de la fonction publique a connu maints remaniements sous l'influence des syndicats, toujours à l'avantage des fonctionnaires, jamais à celui de la société civile ; cela nous vaut aujourd'hui une administration monstrueuse, envahissante, dévorante, une aristocratie d'État croulant sous les privilèges corporatifs et les droits acquis, des myriades de fonctionnaires impudents, bavards, économiquement stériles, vivant sans vergogne aux crochets de la collectivité, faisant valoir des prétentions exorbitantes, étouffant la société civile, et n'ayant plus de la notion de service public que celle de rendre service d'abord à eux-mêmes. Ne perdons jamais de vue que c'est cette fonction publique surnuméraire qui fournit l'essentiel (pour ne pas dire la totalité) du personnel politique de la République, du conseiller municipal au Président de la République.

L'enseignement ?

Nous sommes toujours au lendemain de la guerre et toujours sous l'influence des communistes. La détermination quasi obsessionnelle pour les « libérateurs » de déboulonner la statue de Pétain et d'effacer jusqu'à la moindre trace du régime de Vichy, les pousse à repenser le fonctionnement de l'État, mais

aussi à créer une école nouvelle. Pour un Homme nouveau, bien sûr... Utopie ! Utopie !... Parmi divers projets, le plan Langevin – Wallon impose ses vues. Curieusement, il ne sera jamais appliqué (les partisans de l'école dite « libre », confessionnelle ou privée, feront de la résistance) ; il constituera cependant la référence pour les partisans de l'école de type « creuset », tronc commun, collègue unique ; autrement dit le même moule de l'école unique pour tous, avec, pour objectif premier, le nivellement assuré pour le plus grand nombre, et pour objectif second, celui-ci sous-entendu, d'arracher les enfants à l'autorité parentale afin de les soumettre à l'emprise de l'État (inspiré probablement du plan Condorcet/St-Fargeau). Certaines des dispositions de ce plan scolaire ne tarderont pas, dans les décennies suivantes, à être mis en application, avec les conséquences désastreuses que l'on connaît aujourd'hui.

Paul Langevin et Henri Wallon, deux personnalités scientifiques hautement considérées dans leurs disciplines respectives, passaient pour des communistes militants, mais avec cette dose de niaiserie idéologique caractéristique des scientifiques quand ils se mêlent de la chose politique. Bien que prudent, ce plan prévoyait l'école obligatoire jusqu'à 18 ans en trois cycles, selon les aptitudes de chacun. Le mythe de l'école unique aura abouti, là aussi, au nom de la lutte contre l'élitisme bourgeois, et sous le prétexte fallacieux de l'égalité de tous devant l'accès au savoir (mais aussi par la délivrance du sacrosaint diplôme-sésame !), de supprimer la sélection et d'incorporer les élèves dans le moule totalitaire de l'école républicaine : formatage des cerveaux assuré ; dans le même temps, les dérives successives de l'Éducation nationale conduiront à faire de cette institution une monstruosité étatique dévoyée de sa finalité originelle, et transformée en formidable machine d'endoctrinement de masse au service de l'idéologie socialo-communiste et du pouvoir républicain.

Car il s'agit bien de cela : de dérive en dérive, la notion même de transmission du savoir et des connaissances, s'est muée en une entreprise de matraquage idéologique, par la falsification des disciplines traditionnelles les plus visées : l'Histoire et l'instruction civique, à laquelle il faut ajouter le rejet de la morale.

*

Pour l'instant, concluons sur ces quelques éléments de réflexion. J'ai dit que dans le système républicain, la droite n'existait pas ; nous en avons encore la preuve avec les exemples ci-dessus que je pourrais multiplier.

La République est fondamentalement de gauche ; elle a été un temps à dominante communiste dans les années qui suivirent la « Libération » ; la France se libéra effectivement de l'occupant Allemand pour retomber sous l'influence d'un Parti communiste stalinien plus virulent que jamais, revigoré par sa participation discutable voire contestable à la « Résistance » ; quelques années auparavant, à la veille du conflit et à la suite du pacte germano-soviétique, il avait été interdit par le Président du Conseil, le radical-socialiste Édouard Daladier, pour actes de sabotages et entente avec l'ennemi !

Par la suite, la gauche, quelles que soient ses orientations socialistes, communistes ou gauchistes voire libérales, ne sera jamais combattue sur le plan des idées et de l'idéologie. La République repose sur un consensus mou nettement orienté en faveur de la social-utopie de gauche. Ce qu'on appelle la « droite républicaine », n'est de fait qu'un ramassis de politiciens spongi-formes mentalement avachis, soumis au diktat idéologique de la gauche, tout juste bons à lui servir la soupe ; on les sait capables de se coucher devant leur adversaire politique, voire de lui donner raison même s'il a tort, tant ils sont obsédés par l'idée de donner d'eux-mêmes l'image d'un esprit libéral, tolérant, fraternel, et d'entretenir l'apparence de quelqu'un qui ne commet jamais la faute inexpiable d'aller à contre-courant de l'idéologie dominante et du politiquement correct.

C'est le syndrome du politicien dit « modéré », personnage sans courage politique, dépourvu de colonne vertébrale autant que d'envergure psychologique, mais non de roublardise. Leur pseudo-libéralisme ne va pas au-delà des bornes imposées par l'idéologie républicaine. Combattre fondamentalement le socialisme, c'est passer pour un fieffé réactionnaire voire un extrémiste (pour les communistes, c'est être fasciste !) ; demander à des gens qui se prétendent de droite d'avoir le courage de

mener ce combat est au-dessus de leurs forces ; le simple fait d'en évoquer la perspective les remplit d'effroi. Par crainte de voir leur image de ternir (la soigner est plus important que ce qu'ils ont à dire), ils sont prêts à tout céder, tout concéder. Abandon, démission, soumission, telle pourrait être la devise de la « droite républicaine ». Il ne faut pas s'étonner, dès lors, de voir tant de nos compatriotes se détourner de la politique, avec un dégoût et un écœurement que renforce la déception d'avoir été trompés, déception d'avoir vu les idées fausses auxquelles on les a poussés à croire être tournées en ridicule, puis foulées aux pieds par ceux-là même qui auraient tué sans hésiter pour les imposer.

La question peut paraître à côté du sujet, mais peut-on considérer le phénomène religieux comme semblable ou similaire à l'idéologie ? Son importance ne peut être négligée.

J'avais déjà répondu à cette question dans la précédente édition, mais je l'ai supprimée, estimant que la matière politique contenue dans cet essai suffisait amplement à la réflexion du lecteur sans la surcharger de l'aspect religieux de notre société, même si cette matière est absolument fondamentale pour comprendre l'histoire de notre pays et le sens de notre destinée nationale ; en aucun cas elle ne saurait être négligée, surtout à notre époque.

Il est important de rappeler — en cette période où la France est quotidiennement menacée par l'activisme islamo-terroriste — que l'Église catholique est la co-fondatrice de la France par le baptême sacral de Clovis 1^{er} et de ses soldats Francs : la consécration d'un pouvoir temporel suivi de l'onction royale émanant d'un pouvoir spirituel qui constituait alors la seule entité organisée de cet immense territoire gaulois hérité des décombres de l'Empire romain ; les évêques assureront la transition administrative jusqu'au relèvement du pays par la légitimation divine de la dynastie franque. Notre pays doit beaucoup de sa grandeur à l'Église catholique, si ce n'est tout. Et pour moi, c'est tout. C'est tellement évident, qu'on ne peut dissocier les quinze siècles de notre histoire nationale de l'histoire de

l'Église catholique, tant le profane et le religieux se sont intimement imbriqués, tant ils ne vont pas l'un sans l'autre ; mieux, ils ne font qu'un, ou, si l'on veut, Royauté et Église catholique sont les deux jambes d'une entité humaine qu'on appelle la nation française ; et l'on ne peut oublier que l'une des influences bienheureuses les plus manifestes de l'Église catholique dans la société d'Ancien Régime fut aussi d'en avoir fait une société du DON de SOI au sens plein.

Croyants ou non, ce que nous sommes, nous Français de souche, nous le devons à la monarchie française conjointement à la civilisation chrétienne fondée sur la Parole divine et le saint Sacrifice du Christ, la pierre angulaire de ce *Regnum Francorum* dont nous sommes les héritiers redevables. Par contre une chose est claire, parfaitement claire et historiquement établie : nous ne devons rien, absolument rien, ni au judaïsme ni à l'islam, ni à toutes les autres « religions » ou sectes multiples qui s'imposent dans l'espace national français, avec un mépris profond et sans gêne des fondamentaux historiques qui font la légitimité de notre « cher et vieux pays », et de son peuple.

Vous parlez de modèle politique et vous dénoncez les idéologies... Sur quel modèle repose votre conception de la politique, et si vous n'avez pas de modèle, quelle est votre propre conception ?

Je n'ai pas à proprement parler de modèle politique de référence, ni de modèle à proposer, même si j'ai été loin dans la réflexion. Ma conception de la politique s'inspire de l'expérience du passé, tout en sachant que l'expérience, vérité d'un jour, n'est pas vérité de toujours. Toutefois il y a une trame invisible reliant l'histoire des hommes qui montre que certaines réalités s'imposent comme des faits irrefragables ; lorsque ces faits se révèlent positivement, ils engendrent et reproduisent les mêmes valeurs immuables qui remontent à l'origine des temps et sont parties intégrantes de l'ordre naturel des choses. L'ensemble de ces valeurs porte le nom moderne de morale ou science des mœurs ; quand je dis « morale », j'entends, il va de soi, la morale philosophique ou universelle, générale ou personnelle, théorique ou pratique, civique ou domestique, du bien

et du mal, du devoir et du droit, de la vertu et du vice, de la vérité et du mensonge, de la liberté et de la servitude, etc. ; en un mot, la loi naturelle dont s'inspire la morale chrétienne, celle-ci se résumant à « vivre en conformité avec l'ordre naturel, et pour ceux qui ont une foi active avec l'ordre surnaturel ». C'est la seule, la vraie, l'appellation contrôlée, la marque de garantie, celle qui repose uniquement sur la conscience individuelle. Une société civilisée marche au carburant de la morale, sinon elle se délite et disparaît.

Tout cela est historiquement vérifié. Point besoin de théories fumeuses, ni de gloses existentielles fallacieuses : il suffit de s'en tenir à des principes aussi simples et clairs que le courage, la volonté, l'honnêteté, le bien, le devoir, la loyauté, l'honneur, la dignité, la droiture, la sobriété ou tempérance, le désintéressement, etc. ; ils ont l'avantage sur le pathos idéologique d'être concrets, vécus, expérimentés : on sait où l'on va et l'on va loin.

La morale concrète s'oppose aux droits de l'homme en tant que droits pour un homme abstrait défini irresponsable, auquel tout est accordé sans rien exiger de lui, et avant même qu'il ait exercé la moindre responsabilité ou prouvé qu'il en était capable. Les droits devraient être proportionnels à la capacité de chacun d'exercer des responsabilités et d'assumer ses devoirs, selon son mérite et ses compétences.

Sur le plan politique, je pose la nation comme fait premier de société. Partant du principe de réalité, je m'appuie, là aussi, sur le vécu, le concret, l'historique, l'expérimenté. La nation, famille de toutes les familles, maison commune et socle de toute civilisation, est le point de communauté ultime d'un peuple parvenu à sa maturité anthropologique ; rappelons qu'un peuple est une entité humaine se caractérisant en tant que groupe humain par l'individu et la famille ; il s'inscrit dans un continuum ethno-géocentrique historique et héréditaire se transmettant de génération en génération. Le peuple est la réalité charnelle qui fonde la nation. Mais la nation peut être aussi une confusion de peuples territorialement et ethniquement proches, ayant développé une civilisation commune accomplie par l'histoire et la tradition

(doublet = transmission) ; elle représente ce que l'on peut concevoir de mieux, de plus équilibré, de plus stable, comme forme de communauté, tout en respectant la liberté de l'individu (son sens des responsabilités). Elle détermine aussi l'avenir des générations futures, de la même façon qu'elle incarne les générations présentes et passées dans la même continuité héréditaire.

On ne doit surtout pas confondre la nation avec l'État, structure administrative suprême. La nation a un pouvoir fortement unificateur parce qu'elle repose sur les liens du sang et la filiation héréditaire d'un même peuple ; elle s'oppose aux forces de dislocation qui agissent sous l'influence des irrédentismes régionaux ou des tendances communautaristes diverses issues de l'immigration, ainsi qu'aux forces de dissolution entretenues par ceux qui veulent la diluer dans des empires continentaux comme l'Europe supranationale de l'Union Européenne ou le Nouvel Ordre Mondial. La France passe pour un modèle achevé dans le concert des nations. C'est pour cela que tant de gens la portent en haine et s'acharnent à sa destruction.

TROISIÈME TRIPTYQUE

LA LOI DU RÉEL

Nous voilà arrivés au troisième et dernier triptyque. Vous l'intitulez la « Loi du réel » Faut-il comprendre que vous bannissez le rêve, l'imaginaire, pourquoi pas la croyance ?

Au contraire, j'estime que le réel stimule l'imagination, la créativité, l'inventivité, et induit toutes les nuances de la sensibilité. Ce que je condamne, ce que je combats, c'est l'UTOPIE, c'est-à-dire une forme de rejet pathologique du réel, du vrai, ou une manière de s'en détourner, de le scotomiser de son univers mental, typique de gens qui ne supportent pas la vie, ne supportent pas leur existence, et, à vrai dire, ne se supportent pas eux-mêmes. Ils cultivent leur mal être en se fourvoyant dans l'utopie qui, loin d'adoucir le mal l'aggrave, stérilise le rêve et l'imagination ; les grands artistes ne sont pas des utopistes, mais de grands rêveurs ayant les pieds sur terre. Les grands mystiques chrétiens aussi. Ceux que j'englobe sous le générique d'utopistes sont des êtres psychologiquement déséquilibrés ; ils sont nombre, et c'est leur déséquilibre psychique qu'ils prennent pour l'utopie. Comme tous les névropathes, ils sont parfaitement conscients de cette affection qui empoisonne leur existence, et conduit, dans le pire des cas, à la psychopathologie, voire la schizophrénie ; par contre, ils ne sont pas gens à perdre le nord ni le sens de l'intérêt personnel. De ce côté, on peut être rassuré quant à leur bonne santé mentale : ils savent retomber sur leurs pieds !

Le monde est pour eux un environnement hostile peuplé de chimères effrayantes, rempli de douleur morale et d'affliction. Leur fragilité psychologique est telle, qu'ils n'arrivent même

pas à comprendre que c'est leur impuissance fatale à être qui leur rend le monde hostile. La peur de la vie est la peur du réel et inversement ; c'est aussi la peur de la vérité, l'absence de maîtrise de soi ; cette panique du réel les pousse à rechercher un refuge réconfortant dans l'utopie, quitte à se mentir à eux-mêmes et aux autres pour ne pas voir la réalité en face ; ils se complaisent dans l'illusion idéologique, le fantasme rassérénant, l'apparence dissimulatrice : c'est la fuite en avant. Il est plus facile de se laisser porter par les fantasmagories d'un rêve éthéré qui ne se réalisera jamais, ne prendra jamais corps, ne produira rien de bon, que d'accepter les conditions drastiques d'une âpre confrontation de soi avec le réel où l'on apprend à se forger une âme et une personnalité.

L'art, la religion, donc la croyance, l'espérance en quelque chose de meilleur, sont d'autres manières de tromper le réel, le banal, le terre à terre, le vulgaire, à cette différence près qu'ils le transcendent ; ils cherchent dans le réel ce qui le dépasse, le magnifie, le sublime ; on peut même trouver de la richesse dans la banalité du quotidien ; par contre, le drogué, l'alcoolique, l'aliéné, le déviant, le dépravé, consacrent l'échec de leur vie dans la déchéance de soi. Les assistés, les pleutres, les frileux de l'existence, recherchent la sécurité, toujours pour déjouer cette confrontation fatidique avec la vie ; un face-à-face qui nous rappelle à tout instant que notre destinée sur terre est une vallée de larmes pour quiconque refuse de se colleter aux dures réalités de la vie.

Cette vallée de larmes ne l'est pas pour tout le monde. Il est facile de vous objecter qu'il y en a pour qui le réel est un enfer, tandis que pour d'autres, il est une riante vallée de délices, agrémentée de tous les bienfaits matériels de la vie... L'éternelle histoire, toujours recommencée, de ceux qui naissent avec une petite cuillère en argent dans la bouche et les autres. Cela aussi c'est le réel...

Oui, et l'histoire toujours recommencée n'est jamais achevée, ne s'achèvera jamais ; surtout quand on voit comment les prétendus égalitaristes et autres niveleurs forcenés, socialistes,

communistes ou autres, se comportent lorsqu'ils sont au pouvoir et mettent en application leurs idéologies putrides.

D'ailleurs la plupart de ces donneurs de leçons, arrogants et sentencieux, s'épanouissent pour la plupart dans la fonction publique où l'on ne court pas grand risque à l'abri du statut Thorez ; l'égalité, c'est la sécurité de l'emploi pour eux ; les risques de la vie et l'obligation de payer sur son travail, c'est pour les autres. Avec eux, les riches deviennent plus riches et les pauvres deviennent plus pauvres. La pauvreté est une aubaine, une bénédiction de la providence ; c'est leur fonds de commerce de démagogues misérabilistes.

Sans les pauvres, les nécessiteux, les « exclus » comme ils disent, ils ne seraient rien. Ils n'existeraient même pas. Ils ont besoin de la pauvreté pour se justifier moralement et avoir le sentiment d'exister ; le spectacle de la misère d'autrui les rassure sur leur propre sort ; ils ignorent la vraie charité ; ce sont eux les vrais exploiters de la misère humaine ; ils en font leurs choux gras comme de toutes formes de déviance ou d'inadaptation sociale qu'ils cultivent et entretiennent avec un surcroît de sollicitude gourmande : marginaux, désaxés sexuels (LGBT+), délinquants de tous poils sont leur pain quotidien, sans compter ceux qui viennent d'ailleurs, migrants, clandestins, sans-papiers, demandeurs d'asile et autres envahisseurs issus de tous les horizons de la planète, qui complètent la galerie...

Ce grand théâtre politico-misérabiliste (toujours trouver plus pauvre que pauvre, et l'ériger en victime sacrificielle pour justifier sa haine féroce de la société) ne fera jamais faillite avec ces décadents ; on comprend qu'ils mettent tant d'application et de soins à le faire fructifier. Et je ne parle pas du reste, nous allons y venir. Soyons sérieux. Pour ma part, je refuse de me laisser enfermer dans une hypothétique hérédité sociale qui ferait que tout est rose d'un côté parce qu'on vient au monde du bon côté de la barrière, et que tout est noir de l'autre. Les choses ne sont pas aussi tranchées ni aussi réductrices...

Certes, il existe un certain conditionnement social évident propice à l'éclosion des talents, ou à la mise en valeur des potentialités individuelles dans les milieux les plus favorisés ; on

ne peut en tirer une loi générale et de nombreux exemples sont là pour l'infirmier. On dit que les familles de musiciens ont tendance à produire des musiciens, des familles de matheux à produire des matheux... C'est sans doute vrai ; ils produisent aussi des êtres simples, ordinaires, sans génie (mais pas nécessairement sans personnalité) comme les autres, voire, cela s'est vu souvent, des êtres frustes, tarés, dégénérés.

De l'autre côté, nombre de gens nés dans les conditions les plus humbles sont devenus de brillants personnages. Il serait facile de multiplier les exemples. Je ne crois pas à la fatalité de celui qui est mal né, ni à l'influence organique du milieu social ; je crois qu'il existe une forme d'eugénisme naturel, une forme de sélection par la compétition, mais ce principe est inné chez les « compétiteurs », si je puis dire, quelles que soient leurs origines sociales ; il y a des êtres qui naissent intrinsèquement faibles, d'autres forts, et le milieu n'a rien à y voir. Je reste persuadé qu'on devient un « génie » parce qu'on veut l'être, parce qu'on trouve l'impulsion initiale en soi, l'impulsion qui catalyse les énergies, les influx dynamiques, les transforme en force intérieure (néguentropie), et permet d'exprimer des potentialités, des qualités que chacun possède à l'état latent.

Le génie n'est pas plus le résultat du hasard que celui d'une heureuse conjonction du destin. Il dépend de soi, des structures psychologiques d'une volition fortement marquée au plus profond de notre être. Certes, des enfants de bourgeois auront tendance à reproduire le modèle bourgeois ; certes, des enfants d'ouvriers auront tendance à reproduire le modèle ouvrier... Mais en quoi cela est-il un drame ? En quoi le fait d'être fils d'ouvrier ou paysan, ou être ouvrier ou paysan soi-même, est-il démériterant, comme si c'était une fatalité du destin ? Le réel, c'est de permettre à chacun de cultiver les facultés virtuelles qu'il possède en soi, et non de couler les individualités dans le moule égalitariste du collectivisme.

En opposant le réel à l'idéal, n'y a-t-il pas un risque d'opposer deux mondes, les réalistes d'un côté, les idéalistes de l'autre, les uns profitant de la naïveté des autres pour les exploiter ou les abuser ?

Je ne vois pas les choses comme cela. Je crois que les idéalistes sont d'authentiques escrocs de la pensée, des déviants qui passent d'idéalistes à idéologues et d'idéologues à fabricants de systèmes. On peut être très réaliste et se faire gruger par un idéaliste, soit par manque d'information, soit par manque d'expérience ou de connaissance. Pour les mêmes raisons, on peut être réaliste et se tromper. Les idéalistes (ceux dont l'idéal s'appuie sur des idées abstraites, non sur des idées concrètes) sont déconnectés du réel par refus d'être asservis au monde des réalités, ce qui les rend particulièrement habiles dans la manipulation des idées, mais aussi dans l'art de la dissimulation et du mensonge ; ils sont prêts à tout pour y échapper, quitte à entraîner leur prochain dans des expériences traumatisantes ou des aventures sans lendemain. Leur cynisme n'a pas de limites.

Je tiens la plupart des utopistes, des idéologues, pour des escrocs de la pensée ; dans les faits, des gens comme Robespierre, Lénine, Staline, Hitler, Mao, Pol Pot, etc. sont des idéalistes qui ont poussé l'utopie jusque dans ses conséquences les plus extrêmes. L'idéal des uns trouvera son assouvissement dans la terreur de masse, le rêve des autres s'abolira dans le cauchemar d'un échec tragique et sanglant. Ne perdons jamais de vue ce schéma : l'idéalisme est la matrice de l'idéologie ; l'idéologie est la matrice de l'utopie meurtrière.

Les idéalistes, les utopistes sont d'incorrigibles personnages : au moment où je réponds à vos questions, un dirigeant socialiste déplore que le socialisme ne fasse plus « rêver ». Ils n'ont rien compris. Ils ne comprendront jamais parce que l'expérience, c'est la réalité des faits, et que, rejetant le réel comme nous l'avons vu, ils rejettent avec le fruit de l'expérience. Ces gens-là sont dangereux, parce qu'ils sont irrécupérables, prolifiques, psychologiquement envahissants ; ils se reproduisent indéfiniment sur le mode une génération chasse l'autre. C'est un problème de structure mentale, certainement, mais aussi de dynamique sociale : c'est là qu'intervient le politique. Mon but dans l'action politique n'est pas de refaire le monde comme ils l'envisagent ou le « rêvent », mais de le prendre tel qu'il est à bras le corps, et faire avec. Eux, ils sont plus forts que Dieu,

plus forts que le Créateur, puisqu'ils n'y croient pas ; moyennant quoi, ils s'autorisent à prendre sa place et à décréter ce que doit être l'homme et comment il doit se comporter...

Plus modestement, je m'en tiens à l'homme, bon ou mauvais, tel que le Très-Haut l'a voulu selon ses décrets, tel que l'âme le souffle divin ; je m'accommode fort bien de cet état de fait. Après, on voit, on réfléchit, on agit. On peut réaliser de grandes et belles choses sans s'égarer dans l'illusion pernicieuse, l'idéologie vaine, l'utopie sans lendemain.

Lorsqu'on se maintient dans le plan du réel, on reste sur un sol ferme ; on se sent plus fort, mieux armé pour affronter les vicissitudes de la vie, pour se défendre contre l'adversité, même si l'on est minoritaire. On est plus lucide aussi, donc plus apte à enrichir sa réflexion, à la nourrir de faits tangibles, de réalités à vivre et non de chimères fantasmées qui ne seront jamais qu'amères désillusions. Toute société organisée est une société qui trouve son équilibre, sa cohérence, en elle-même ; il ne peut y avoir harmonie que s'il y a équilibre. C'est cette recherche obsédante de l'équilibre qui m'a poussé à la politique. Cet équilibre en perpétuel rétablissement ne peut être que la résultante des forces contradictoires qui sous-tendent le réel.

Après cette courte introduction sur le réel, et parce qu'on en parle comme d'une loi, il faut montrer « réellement » qu'elle existe, vérifier concrètement dans les faits ce qui tient du réel, de l'idéal, du charlatanisme politico-idéologique ou politicien tout court. Procédons par thème. L'école, par exemple, pour prendre les choses par ordre d'importance.

L'idéalisme conduit au charlatanisme politico-idéologique. Et le charlatanisme, c'est quelque chose de prémédité. Il n'y a pas d'idéaliste ni d'utopiste innocent. Avec l'institution scolaire — que l'on appelle abusivement « Éducation nationale » alors qu'il s'agit d'une entreprise d'État détournée en école de dévoiement moral et de déracinement identitaire — nous avons l'exemple type d'une institution déviée de sa vocation initiale, instrumentalisée en un puissant moyen de persuasion idéologique et d'embrigadement des esprits.

L'école publique n'est pas devenue cette institution monstrueuse par hasard, seulement pour satisfaire à une volonté de permettre à chacun d'accéder au savoir et à l'éducation ; elle a d'abord pour but d'être au service de la propagande républicaine, même si ce n'est pas celui qui apparaît le plus clairement aux élèves ni à leurs parents. Son développement a pris des proportions qui dépassent l'entendement. Souvenons-nous que naguère, elle était présentée comme la plus importante administration au monde après l'Armée Rouge soviétique.

Apparemment terrible, car, sans vouloir faire d'amalgame facile, nous sommes bien en présence d'une armée rouge composée de brigades enseignantes entièrement vouées au service de l'idéologie socialo-communiste ou ses avatars. Il y a de quoi être effaré quand on observe les sommes budgétaires monumentales englouties dans cette entreprise d'enrégimentement des esprits, au regard des résultats obtenus sur le plan scolaire. L'important n'est pas de transmettre les savoirs ni de distinguer les « élites », mais de pervertir le savoir pour mieux soumettre les cerveaux au formatage idéologique. Il faut faire entrer coûte que coûte l'enfant dans le moule éducatif, dès la maternelle ; il faut le conduire le plus loin possible dans l'âge adulte, sans jamais lui permettre d'échapper un instant au contrôle de l'État.

Jadis, le mot d'ordre pour la sauvegarde des âmes était : hors de l'Église, point de salut ; aujourd'hui, pour être un bon citoyen il est devenu : hors de l'École républicaine, point de salut. J'en suis à me demander si cette institution pachydermique n'aurait pas pour objectif final, non point de promouvoir la connaissance et de transmettre le savoir, mais au contraire de tuer l'intelligence, d'empoisonner mentalement les jeunes pousses dès l'école primaire, de les abrutir psychologiquement, de les contaminer en leur inoculant cette maladie bourgeoise qu'on appelle névrose de culpabilisation, qui aboutit le plus souvent à entretenir une certaine forme d'autophobie ou haine de soi ; j'irai même jusqu'à qualifier l'institution scolaire publique de véritable entreprise de lavage des cerveaux, de subornation des esprits, et au final de lobotomisation mentale, tout comme une certaine presse relevant des sentines de la République, comme une certaine « culture » officielle issue des mêmes lieux nauséabonds.

De quoi ressentir quelque nostalgie émue à l'égard des écoles chrétiennes d'avant concile. Avec 1 350 000 employés dont 950 000 enseignants, l'institution scolaire est la première administration de France. Ces données sont approximatives, car le ministère de l'Éducation nationale n'est même pas en mesure de fournir des chiffres précis. Quant au budget général de l'enseignement (scolaire et supérieur) il s'élève à 99 milliards d'euros (2017) pour la partie qui relève de l'État (1).

D'après les statistiques, on recense un enseignant pour dix élèves : où est passée la différence, puisque la moyenne des classes est de 25, 30 élèves ? Un ministre parlait jadis de « dégraisser le mammouth » ; mon avis est qu'il faut le tuer net. École gratuite ? Faux ! Ramenée au coût par élève, elle est hors de prix : une école de luxe destinée à fabriquer de la pâtée de chien, servie à des crétins d'envergure en gestation ! On dit qu'elle est obligatoire. Expression totalitaire de l'obligation ! On dit aussi qu'elle est laïque : mensonge ! Elle est idéologiquement très orientée, non pour préparer les enfants et les jeunes à devenir des citoyens responsables, mais pour contrôler leur esprit et transformer tous ceux qui passent dans ses murs en électeurs potentiels, conformés aux normes républicaines.

Certes, on me fera observer qu'il existe un secteur privé : il vaut à peine mieux tant il a trahi ses valeurs d'origine, s'agissant du secteur confessionnel, tant il s'est rabaissé par ses multiples compromissions rampantes avec l'État depuis le Ralliement de l'Église à la République (1892), lequel peut être compris comme une véritable trahison ; et je ne dis rien des Universités, dont certaines sont devenues de véritables incubateurs de la chienlit gauchiste, des Grandes Écoles qui ne forment plus l'élite de la nation mais des charretées de technocrates imbus de leur personne et de leur médiocre savoir, des apparatchiks de la fonction publique obtus et sans âme, des légions de propagandistes du système habilités au décervelage de masse, à l'endoctrinement de la jeunesse, et au conditionnement des esprits.

Un exemple. On dénombre environ 600 000 étudiants (dont 70 % d'étudiantes !) dans les facultés dites des « lettres et sciences humaines » ; nonobstant qu'il faudra m'expliquer un

jour ce qu'on appelle des sciences « humaines » ou « sociales », exception faite des quelques esprits supérieurs (tout est relatif) qui sortiront du lot, que font 600 000 jeunes gens, surtout des jeunes filles, au bel âge de la jeunesse, à dissenter sur le sexe des anges dans des disciplines qui ne mènent nulle part, sinon d'atterrir dans la Fonction publique, la barge de récupération, et sont sans finalités utiles ni pour eux-mêmes ni pour la société, sinon à devenir des individus dangereux pour celle-ci ?... Surtout quand l'on sait que les deux tiers seront éliminés dès la deuxième année. Je passe sur les pédagogies expérimentales (pédagogisme), pédagogies alternatives, innovantes, dites d'éveil, d'ouverture à la vie, au monde, et autres fariboles progressistes...

Sous le prétexte fallacieux d'éveiller les esprits, de les ouvrir à la vie et au monde (sic), il s'agit d'installer des rails idéologiques dans la tête des jeunes, et de leur appliquer des œillères pour qu'ils ne voient pas sur les côtés ni au-dessus : la Caverne de Platon inversée. Il est plus facile d'être sur des rails qui vous conduisent vers un point déterminé à l'avance, sans avoir à se poser de questions sur la destination (comme les bovins à l'abattoir !), que de se retrouver à la croisée des chemins, là où il faut réfléchir pour décider seul, face à soi-même, de la route à suivre, voire parfois de refaire le chemin en sens inverse. La capacité des cervelles molles à reproduire le système est sanctionnée par un diplôme, cette satanée peau d'âne qui a perdu au fil des ans son caractère sélectif comme instrument de mesure des niveaux de compétences, pour devenir un vulgaire certificat de conformité au système et d'allégeance à la République.

Pour le reste, point de morale ni d'éducation civique, il convient de faire de chaque adulte en puissance un petit matérialiste apatride, étranger à son propre pays, de le désorienter mentalement jusque dans son espace de vie le plus intime ; plus de valeurs ni de hiérarchie des valeurs, tout se vaut, tout est égal, tout se confond, tout se dissout : vive le syncrétisme universel ! Vive le relativisme nihiliste ! Plus de devoir, que des droits et des avantages ou acquis sociaux ; plus de distinction morale entre le bien et le mal, plus de bon et de mauvais ; mieux ou pire : le mauvais se doit d'être la victime sacrificielle du bon, lequel est désormais ontologiquement suspect, surtout s'il est

de race blanche. Ce n'est pas tout. Il lui faut haïr ce pays qui est le sien en entretenant dès son plus jeune âge une névrose d'auto-culpabilisation et de haine de soi pathologique ; il faut en faire un individu hors-sol, déshumanisé, un humanoïde sans âme, sans passé, sans patrie, sans racines, sans identité, en l'identifiant à « l'Autre », pronom indéfini neutre désignant un être en général n'ayant pas d'existence particulière, mais qui a l'avantage de diluer sa personnalité dans le non-existant, et donc de le rendre plus facilement manipulable.

Dès lors qu'il se révélera un consommateur-producteur assidu et coopératif, on lui reconnaîtra le droit de vivre ; pour enjoliver son existence végétative de consommateur aboulique, on lui offrira un bonus : le droit de s'étourdir de bonheur en se goinfrant de cette abondante sous-culture de masse pour dégénérés en puissance inventée par les Anglo-Américains, et qui recouvre la planète de son épaisse et répugnante infection. Il est d'ailleurs à remarquer que la plupart des jeunes gens qui sortent de l'école ou arrivent au niveau de l'université avec cet air hébété de jeunes palmipèdes gavés de multiples savoirs prédigérés, paraissent non seulement indifférents à leur pays, la France, mais ils sont également dépourvus d'une conscience identitaire structurée et de tout esprit patriotique, à l'exception de quelques flambées sporadiques de chauvinisme sportif, technique ou économique. Ces poussées de chauvinisme apparaissent le plus souvent comme les signes tangibles d'un patriotisme réel, d'un instinct patriotique refoulé qui se libère de façon dévoyée.

Bien souvent, une contre-éducation officielle les aura poussés à prendre en haine le passé de leur pays, grâce à un savant et méthodique travail de sape idéologique visant à en relever les aspects les plus négatifs, et à le dévaloriser systématiquement. En fait d'esprit critique — que l'on confond avec l'esprit de dérision —, on développe chez eux des aptitudes précoces à la revendication ; on leur inculque des réflexes contestataires de masse afin d'entretenir dans la jeunesse un esprit subversif mobilisable à tout instant ; on leur apprend plus facilement à faire grève qu'à travailler, et à revendiquer des droits avant même d'assumer leurs devoirs, et d'avoir pris la moindre responsabilité dans la vie : manifeste, mon fils, tu seras un homme !

*

Les écoles sont devenues des garderies de luxe où les parents se débarrassent de leurs gosses à la journée, et peuvent ainsi échapper à leur responsabilité éducative prioritaire, surtout les femmes ; de véritables usines à décérébrer la jeunesse, à formater les esprits à partir d'idéologies infériorisantes et négatives visant à les empêcher de réfléchir, de s'élever intellectuellement, de se transcender spirituellement ; le but est de désamorcer en eux toute tentative de réflexion et de remise en question qui compromettrait le système ; les abords des lycées et collèges, aux heures d'entrées et de sorties, ressemblent plus à des dépotoirs pour ados désœuvrés qu'à des lieux bien tenus, où l'on transmettrait le savoir afin de former des citoyens dignes et respectables, et de sélectionner l'élite de la nation.

Quand on voit comment les jeunes sont accoutrés dans leur habillement, aussi bien les garçons que les filles, on se demande si ce sont des progénitures de gens civilisés. Les gens civilisés, les parents *normaux*, ne mettent pas leurs enfants dans les décharges publiques de la laïque. Un professeur me confiait naguère que les enseignants sont intouchables ; ils sont les privilégiés, les protégés de la République, affirmait-il. « Je peux lire le journal pendant la classe, personne ne trouvera à redire » ; et d'ajouter : « Pour la santé mentale des enfants, il est préférable que certains lisent le journal plutôt qu'enseigner ». À un familier des milieux scolaires, je demandais un jour : « Les enseignants d'aujourd'hui ont-ils toujours la même vocation à enseigner que les maîtres de jadis ? » Et mon interlocuteur de rétorquer, un sourire narquois aux lèvres : « La vocation des enseignants ? C'est la sécurité de l'emploi, trois mois de vacances, 25 heures par semaine, la retraite à 55 ans... ». On s'étonne après cela que le réflexe immédiat des jeunes, dès la fin de leur cursus scolaire, est de rechercher la sécurité de l'emploi avant même de prendre des risques dans l'existence et de former des projets ; destination finale : Fonction publique, avec avantages et salaire — pardon, traitement — garantis à vie.

Les enseignants ont de quoi se faire entendre des pouvoirs publics : avec 10 000 permanents syndicaux dont une grande partie détachée et payée à se rouler les pouces, les syndicats,

marxistes pour la plupart, ont les moyens de défendre les intérêts corporatistes de l'institution, surtout quand on sait qu'ils sont les vrais patrons du ministère de l'Éducation nationale ; ils imposent leur loi, et ont le pouvoir de faire plier les ministres, voire de les éjecter (34 ministres de l'Éduc-nat en 60 ans de Cinquième République, autant de réformes scolaires !).

La plupart des enseignants, à l'exception de l'écume — l'exception confirme la règle —, sont des ratés de la vie réelle, de la vie vécue, des impotents de la vie à vivre ; ils vont chercher dans l'Éducation nationale un refuge douillet, assurant confort moral et sécurité matérielle. Je vois mal comment des dort-en-chiant peuvent revendiquer la prétention de former des hommes ou des femmes quand eux-mêmes ont du mal à s'assumer en tant que tels. En réalité, l'Éducation nationale, ex-Instruction publique, a été conçue dès le départ comme une entreprise de fabrication et de formatage de cerveaux binaires (oui-non, on-off, autorisé-interdit : le manichéisme numérique !) en même temps qu'une entreprise de propagande et de soutien idéologique à la République ; et pour maintenir la République, il faut maintenir l'emprise sur les cerveaux (la fameuse parole du « frère » Jean Macé : « Qui tient les écoles de France, tient la France »... Tenir la France, comme on tient une vache par le licol !).

L'essentiel du corps enseignant est affecté à cette fonction primordiale de dressage idéologique, la transmission du savoir n'étant qu'un prétexte secondaire ; en dépit de l'image tolérante qu'ils affectent de montrer, l'écrasante majorité des enseignants sont des militants républicains, le plus souvent sectateurs de l'idéologie socialo-communiste ; ils le sont par idéal, par vocation, par imprégnation ; ils constituent un vivier inépuisable, un formidable réservoir qui alimente l'État et la République en personnel d'encadrement et en agents de propagande ; ils fournissent également l'essentiel du personnel politique de ce pays.

1. Si l'on ajoute à l'Éducation nationale et à l'enseignement supérieur les budgets territoriaux, la part des entreprises et des parents du privé, le total des sommes consacrées par les Français à l'enseignement s'élève, à la date de ces lignes, à 155 milliards d'euros, soit près de la moitié du budget de l'État républicain pour encarcanner les cerveaux de la jeunesse française ! La France ne devrait pas manquer de gens intelligents (humour !).

Comment a-t-on pu en arriver là ?

De dérive en dérive, l'école, qui devait soi-disant former les citoyens de la République et l'élite de la nation, s'est corrompue en une véritable entreprise industrielle de bourrage de crânes destinée à façonner des robots humains, selon la trinité modernoprogressiste désormais incontournable : produire, consommer, polluer (la nature et les esprits, s'entend) — dans un univers matérialiste et hédoniste le plus proche possible de la table rase. Tout cela devant se faire, bien entendu, dans la joie de vivre, l'entente, la cordialité entre frères de même humanité, et sous les auspices de cette autre trinité : liberté, égalité, fraternité. Les enseignants républicains sont devenus les grands prêtres du clergé laïc. Mais le détournement de l'institution s'est fait d'abord dans le sens de leur intérêt personnel et celui de leur corporation, au détriment des enfants et selon des critères idéologiques que l'on camoufle en « projets pédagogiques ».

Si l'on se donne pour objectif de contrôler les cerveaux et de maintenir l'emprise sur eux, il faut d'abord exercer son emprise sur ceux dont la fonction est d'agir sur les cerveaux. Voilà pourquoi les enseignants sont choyés, chouchoutés, surprotégés par la République, qui a fait de ce corps institutionnel son avant-garde idéologique avec le premier budget de l'État.

Par l'intermédiaire de leurs organisations corporatistes, le plus souvent d'imprégnation marxiste ou trotskiste, les enseignants ont imposé des pédagogies qui ont amené l'école à être le support doctrinal de la République. Je ne reviendrai pas sur ces pédagogies dites « expérimentales » (la méthode globale, par exemple, la méthode des ensembles, l'Histoire revisitée dans le sens de la falsification idéologique et de la rupture chronologique — véritable escroquerie, car l'Histoire, c'est avant tout la transmission d'une conscience collective et la continuité d'un destin commun !), fruits des fantasmes idéologiques inadaptés à la vie réelle, et qui n'ont réussi qu'à produire trop souvent des déclassés que l'État-providence récupère en bout de chaîne. L'école n'a jamais été ni laïque ni neutre : elle est d'abord et avant tout à vocation idéologique, donc, comme

nous l'avons vu, socialiste voire gauchiste. D'ailleurs, que signifie au juste le mot « laïcité » au sens non étymologique ? Réponse : perdre son identité. Autrement dit perdre son âme, ne plus se reconnaître, ne plus s'appartenir.

À la suite de Mai 68, on a voulu rabaisser les professeurs au niveau des élèves, les faire descendre de l'estrade, en faire des « potes », des copains ; on les a encouragés à s'habiller en décontractés pour ne pas dire en déguenillés pour se conformer aux goûts puérils et provocateurs des élèves (le *jean* emblématique) : il ne faut pas contrarier le chérubin ; on a remplacé la saine remontrance par le dialogue, puis jeté aux orties la discipline, la politesse, le respect, la morale, afin de favoriser la spontanéité émulative de l'élève et l'épanouissement (sic) de sa personnalité. Résultat : débordés par les conséquences d'une permissivité sans limites, les enseignants ne parviennent plus à se faire respecter ni à se faire obéir ; ils se font insulter, parfois tabasser par leurs élèves. Une autre façon, sans doute, pour ceux-ci, d'exprimer leur spontanéité émulative.

Toujours au nom de l'idéologie falsificatrice, on a voulu mélanger les classes sociales et les classes raciales dans le même pot-pourri, (tronc commun, carte scolaire, etc.), et ce faisant, on ne rend service ni aux meilleurs, ni aux moins bons, ni aux médiocres ; on attise les rancœurs sociales, l'envie, la jalousie revancharde, et on reproduit au niveau des gamins les antagonismes de classe voire de race.

Il ne faut plus s'étonner d'entendre parler de racket, de viol, de vandalisme, de menaces de toute sorte à l'école ; il ne faut pas s'étonner non plus que les profs en soient réduits à faire appel à la police — qu'ils exècrent et combattent idéologiquement par ailleurs, et cela en haine de tout ce qui porte un uniforme — l'uniformité du *blue-jean* et du col débraillé ne les gênant cependant point —, pour rétablir un semblant d'ordre, de discipline... pardon, de spontanéité instinctuelle du vécu immédiat chez les ados ; il ne faut pas davantage s'étonner de voir des gosses de bourgeois s'habiller comme des jeunes ploucs déguenillés pour ne pas détonner sur l'ambiance générale ; ils sont sûrs au moins de ne pas provoquer des envies subreptices

d'apprentis racketteurs qui pourraient se traduire en coupes réglées brutales.

Le niveau scolaire moyen est déplorable ; les tests d'orthographe montrent, à proportion égale, que les élèves sont en moyenne inférieurs à ceux du temps passé, pourtant plus démunis, dans les classes de même niveau.

Que penser de l'incroyable multiplication de ces autres apprentis traînes savates et autres jeunes clochardisés, genre punks à chiens qui font la manche dans nos rues, alors que la France n'a jamais été aussi riche de possibilités diversifiées pour qui veut travailler — au moins jusqu'à ce jour ? Révélation d'une certaine mentalité décadente propre au système scolaire ? Ne peut-on voir là, la démonstration éclatante de l'échec du système et de son impuissance institutionnelle chronique ? Et il n'y a jamais eu autant d'enseignants avec autant de moyens à leur disposition ! Et à supporter leurs jérémiades, il n'y en a encore pas assez... Il n'y en a jamais assez !

Non, l'école républicaine ne prépare pas les jeunes à affronter la vie ; bien au contraire, elle les prédispose à subir, à se comporter en victimes résignées de la société, et non en acteurs dynamiques ; et l'on s'étonne qu'une écrasante majorité d'entre eux choisissent la Fonction publique comme idéal de vie ! Le plus grave, dans cette sorte de nivellement social, de rabotage égalitaire, c'est de mêler filles et garçons afin, soi-disant, de gommer les différences. Mode unisexe, égalitarisme primaire, genrisme, féminisme revanchard, la République a trouvé là le moyen de castrer psychologiquement le garçon, de briser son instinct de futur mâle, du prédateur social qu'il y a chez nombre de jeunes gens, instinct brut de nature adapté au combat pour la vie, mais instinct de puissance, affirmation de soi par la manifestation de la force virile, de la violence, de l'esprit de compétition, de défi, qui s'éduque, se canalise, se finalise, se transcende par l'éducation, le savoir, bref : par ce qu'on appelle la civilisation.

L'énergie potentielle du jeune garçon n'est pas du tout de même nature que celle de la jeune fille ; leurs destinées naturelles ne sont pas inscrites sur le même registre, mais elles se

confondent dans la complémentarité réciproque et dynamique du couple. Il est clair qu'on ne fera jamais d'une femme un homme quoi qu'en disent les transgenres — plutôt ce qu'on leur fait dire ; il est plus facile, hélas ! de faire d'un homme une chiffre : il suffit de le briser psychologiquement dès l'enfance, en le mêlant aux mêmes activités partagées entre filles et garçons, et en lui faisant honte devant le sexe faible pour casser le macho en puissance. Pour rabaisser le garçon au niveau de la fille, on réprime chez lui les tendances spécifiques de sa juvénile virilité, tandis qu'on va cultiver tout ce qui tend à le féminiser sinon l'efféminer ; et si l'on n'a pas réussi à faire de la jeune fille un androgyne modèle à défaut d'un mâle de substitution, on aura par contre brisé l'échine du jeune mâle afin d'en faire une larve républicaine influençable, manipulable, taillable et corvéable.

La République aura accompli son œuvre d'aveulissement (le processus de dévirilisation par la féminisation des esprits n'est pas propre à la seule école). Comme toujours, quand il s'agit des idéologies égalisatrices et niveleuses de gauche, l'effet produit sera inévitablement contraire au résultat attendu ; et bien souvent, si le processus n'a pas atteint le but souhaité, on peut être assuré que les déviants, délinquants et autres inadaptés sociaux, ne manqueront pas. Je crains que l'école républicaine laïque, gratuite, obligatoire, n'ait d'autre finalité, d'autre vocation, outre d'embrigader les esprits, que de fabriquer des sous-hommes, des infrahumains (on a même dit des crétins) au service de la République — comprenons : au service que la République se rend à elle-même. Au service de la conception totalitaire de la société imposée par les descendants et héritiers des Jacobins.

Dieu merci, la réalité se rappelle au bon souvenir des jeunes gens dès qu'ils prennent leur envol dans la vie active ; les choses se décantent d'elles-mêmes ; la nature humaine reprend le dessus et tout rentre dans l'ordre, au moins pour ceux qui ont la volonté de s'en sortir, qu'ils aient ou non le soutien de leur famille et de l'État.

Comment voyez-vous l'école, une école repensée, qui ne serait pas l'école de l'utopie ni l'école du conditionnement des esprits ?... Disons une école qui préparerait les jeunes à

devenir de véritables citoyens responsables, « l'honnête homme » de jadis, et non de simples électeurs conditionnés par la propagande ?

N'ayant rien à voir de près ou de loin tant avec l'institution scolaire qu'avec l'enseignement général et supérieur, demander à un cancre la meilleure école possible, c'est comme demander à un pompier la meilleure façon de mettre le feu.

Quelques réflexions générales.

Il faudrait d'abord en finir avec cette prétention à vouloir faire de l'école l'alpha et l'oméga de la vie sociale, et arrêter de nous rabâcher que hors de l'école point de salut. Il existe d'autres voies possibles pour réussir honnêtement dans la vie que de soumettre toute une jeunesse à la dictature du diplôme ; celui-ci ne saurait suffire pour prouver la compétence et le sens des responsabilités, d'autant qu'il a perdu de sa valeur sélective pour devenir un simple passe-droit républicain. Seule l'expérience se fait juge de la capacité et des comportements de chacun. Au-delà des nécessités de l'instruction et de l'éducation, il y a cet impératif urgent : apprendre à vivre ! Donnez-moi des cancre, j'en fais l'élite de la nation... Pas tout à fait celle que l'on pourrait croire...

Il existe diverses formes d'intelligence, dont l'intelligence spéculative ou abstraite, l'intelligence pratique ou concrète, l'intelligence sensible ou intuitive, les deux dernières pouvant s'apparenter au simple « bon sens ». Celui-là, aucun diplôme n'en donnera jamais la mesure. Seule l'intelligence spéculative, fondée sur des critères matérialistes et expression d'un rationalisme absolu, est exploitée à l'école, toute forme de métaphysique et de spiritualisme, même non religieux, étant bannie ; c'est d'ailleurs la seule forme d'intelligence exploitable par cette institution, ce qui revient à limiter considérablement le champ des potentialités de l'esprit humain, associé à l'indispensable culture de la volonté.

De plus, la diffusion du savoir est fondée sur une conception réductionniste et analytique de la connaissance qui compartimente celle-ci en micro-spécialités, d'autant plus focalisées que leur approche est pointue.

La société moderne est une société de spécialistes ; seuls les spécialistes ont droit de cité ; seuls les spécialistes (les experts, les sachants) ont la possibilité de vivre de leur savoir et de leur expérience ; on pourra m'objecter que la spécialité est liée à son caractère d'utilité et de rentabilité immédiate, mais, revers de la médaille, plus on est spécialiste, plus le champ de conscience se rétrécit, moins on voit loin autour de soi, moins le regard de l'esprit porte loin, moins on est en situation de prendre le recul nécessaire pour comprendre le monde dans sa globalité ; on peut parler d'intelligence focale, selon que celle-ci est généralisante ou spécifiante ; c'est aussi une forme d'intelligence en perspective, en relief qui s'oppose à la vue plate que les philosophes grecs avaient bien discernée.

La différence entre un scientifique et un savant, c'est la différence entre la pensée spéculative ou discursive et la pensée intuitive ou sensitive qui repose quand même sur un socle rationnel. Sans intelligence intuitive, il n'y aurait jamais eu de grandes découvertes ni de créations inspirées ; sans l'alliance de l'intelligence pratique et de l'intuition, les vrais chefs d'entreprise n'existeraient pas. L'intuition est indissociable de l'esprit scientifique ; elle est ce qui fait probablement le génie ; elle est à la racine de toute créativité, de toute inventivité. Elle est le support de la foi. Cela ne veut pas dire que l'intelligence spéculative est inadaptée, cela veut dire qu'elle est insuffisante, et qu'on a fabriqué des générations d'intellectuels mentalement hémiplegiques, brillants dans leurs spécialités respectives, mais incapables de se situer dans une totalité pensée globalement.

Pour en revenir à l'école, je pense que la première des choses à faire est de rétablir de façon drastique la sélection éliminatoire afin de remonter le niveau des compétences ; et quand je dis sélection, j'entends l'appliquer en premier lieu et fermement au corps enseignant, afin d'éliminer les éléments malintentionnés pour lesquels l'institution n'est autre qu'une

chambre d'écho propice à la propagande politique et au conditionnement idéologique des jeunes cervelles.

Il faudra bien cesser un jour de mettre constamment en avant les bons professeurs pour justifier de la mission éducatrice de l'école républicaine, afin de faire valoir les mérites et le dévouement de son personnel enseignant, tandis que par-derrrière, on laisse des légions de saboteurs saccager impunément le cerveau de nos enfants, tout en hypothéquant leur avenir intellectuel et moral.

Quant au contenu, c'est une question qui dépasse le cadre de ce livre. Je pense aussi — j'ai cela dans un coin de la tête — à la création d'universités civiques. L'enseignement de la morale, de la philosophie (l'autre nom de la morale), de l'Histoire et du civisme identitaire, ou enseignement civilisationnel, doit être détaché des matières cognitives. Il convient également de réhabiliter le travail manuel, de réduire l'âge d'entrée en apprentissage, de mettre en place des structures de formation permanente accessibles à tous ceux qui ont le désir et la volonté d'évoluer à titre personnel au cours de leur vie professionnelle.

Je vois également, non des classes de 20 ou 25 élèves comme nous avons l'habitude, mais des classes de 150 élèves dirigées par un professeur, secondé par deux ou trois maîtres assistants, sous forme d'unités ou modules enseignants.

D'une façon générale, j'estime que les rapports entre enfants et enseignants sont trop étroits, trop dépendants, qu'il n'y a pas assez de distance entre le professeur et l'élève ; cette promiscuité est de nature à entretenir un climat relationnel trouble, mélange d'affection et de sexualité naissante chez l'ado, désir de reconnaissance et de projection de soi chez le jeune à la personnalité immature, qui n'a pas encore appris à maîtriser ses pulsions ni à contrôler ses émotions. Beaucoup d'enseignants, quoique titrés et bardés de tous les diplômes requis, sont souvent des déviants pathologiques ; ils exploitent cette faiblesse bourgeonnante pour détourner la jeunesse à des fins perverses ou idéologiques, et l'entraîner dans des impasses où elle n'a pas à être. Il serait bon de remplacer cette relation privilégiée pro-

fesseur-élève par des rapports plus distanciés, ce qui impliquerait un retour à une certaine forme d'enseignement magistral ou *ex cathedra*.

À partir du niveau de Sixième ou Cinquième, certaines connaissances pourraient être transmises sous forme de conférences ou d'actions pédagogiques concrètes. L'école doit être entièrement privatisée (note ci-dessous), prendre toute sa place dans le système concurrentiel, l'université aussi, celle-ci étant strictement sélective et éliminatoire ; des systèmes de bourses ou de chèque scolaire doivent être mis en place. L'entreprise privée doit assumer, elle aussi, sa part de responsabilité dans la formation professionnelle.

Une remarque importante pour terminer ces quelques observations : exiger des élèves un minimum de tenue correcte, et l'exiger d'abord des professeurs ! Je suis scandalisé quand je vois comment des jeunes se présentent devant leurs collègues ou leurs lycées en débraillé ou fagotés comme des mendigots, histoire de jouer aux petits crâneurs, — les filles n'hésitant pas à en rajouter sur les gars dans la décontraction provocante et le style *trash* ; le plus triste, c'est que les professeurs montrent souvent le mauvais exemple, avec d'autant plus de désinvolture qu'ils se savent intouchables et à l'abri de toute sanction disciplinaire. Une dernière requête : mettre un point final à la mixité scolaire ; les filles chez les filles, les garçons chez les garçons, à chaque genre son école ; un impératif préalable à toutes réformes (refonte ?) de l'enseignement scolaire.

Note. Par privatiser l'enseignement, j'entends privatiser le choix de l'école, rendre ce choix sélectif aux familles par divers moyens comme le chèque scolaire, au lieu d'obliger les enfants à emprunter la porte d'entrée de l'école publique pour tous, école abusivement dite gratuite, laïque, obligatoire...

Passons maintenant à l'économie.

Lorsque j'aborde le chapitre économie, je ne peux m'empêcher d'exprimer en préalable, au vu de la dérive que connaît l'humanité de nos jours, que si nous revenions au temps de la marine à voile et de la voiture à cheval, j'en serais fort aise et m'en porterais fort bien. Ou ces temps pas si lointains où l'on ne connaissait que le bois, le fer, la pierre comme matériaux.

Non, cela ne me navrerait pas. Heureuse la génération qui verra la dernière goutte de pétrole jaillir du sol ! Ceci posé, je m'en tiendrai, pour l'instant, à traiter de ce qui est dans l'ordre économique de la réalité immédiate.

Tout d'abord, je voudrais saluer et rendre hommage à tous ces petits entrepreneurs, petits par la dimension mais grands par le courage, la persévérance, à toutes ces personnes qui, à un moment déterminé de leur vie, prennent sur elles le risque de créer une entreprise, de lancer une affaire commerciale ou de la reprendre, avec, pour certains, la réussite au bout, pour d'autres l'échec cuisant, accompagné souvent de son cortège de difficultés familiales, matérielles et morales.

Dans le lot, je comprends les travailleurs indépendants type commerçants, artisans, PME. Ajoutés bout à bout, ils constituent le maillage économique vivace de notre pays. Sans eux, point de progrès matériel possible si progrès il y a, point de réalisations concrètes, point de niveau de vie général amélioré et soutenu. Ils sont les vrais créateurs de richesse, de valeur ajoutée haute ou basse, mais ce sont eux que l'État pressure le plus, au-delà de toutes proportions, de toute décence. Ils font vivre l'État, ils nourrissent les fonctionnaires ; ils permettent à une multitude de parasites sociaux de vivre aux crochets de la société tout en ne justifiant d'aucune activité publique ou sociale réellement utile à la société.

L'économie moderne a pris un tour très désagréable, et même alarmant à plus d'un titre. Nous n'allons pas revenir sur les différents systèmes économiques en présence ; cela n'a aucun intérêt dans cette discussion, et d'ailleurs la trilogie économique libérale, socialiste, communiste, n'a plus beaucoup de sens à un moment où l'ultralibéralisme anglo-américain et ses imitateurs dominant outrageusement l'économie mondiale. Nous sommes confrontés à une évolution générale conduisant à une financiarisation spéculative totale de l'économie, orientée vers le globalisme planétaire ou mondialisation ; elle a été menée tambour battant depuis quelques décennies sous l'impulsion décisive des grandes entités bancaires et industrielles,

américaines et européennes, dont certaines dépassent souvent, en puissance financière, celle d'États souverains développés.

Sous le prétexte futile d'économies d'échelles ou de taille dite « critique », nombre de ces entreprises multinationales justifient des regroupements, voire des concentrations, de dimension mondiale ; elles contestent l'indépendance des nations ainsi que la primauté de leur souveraineté historique, en se plaçant délibérément au-dessus des juridictions nationales. Leur but est d'éliminer les États ou de les réduire à des circonscriptions administratives, de faire disparaître les nations ou de les réduire à des régionalismes folkloriques. Nous sommes en présence du matérialisme libéral absolu, total, le plus sauvage, le plus aveugle, le plus brutal. Ces multinationales sont organisées en lobbies planétaires ; leur pouvoir auprès des États, plus particulièrement auprès de l'Union Européenne, est considérable, à la fois pour orienter ou influencer la politique de ces derniers, mais aussi pour soutenir financièrement les organisations qui leur sont favorables, ou tout simplement corrompre les dirigeants ou les « élites » politiques.

Dans ce chambardement mondialiste, les entreprises françaises, comme l'État, sont devenues vulnérables et de plus en plus dépendantes d'investisseurs apatrides sans foi ni loi ; notre autonomie économique et financière est sérieusement entamée, avec le risque de voir disparaître les plus beaux fleurons de notre patrimoine industriel ; c'est chose faite dans de nombreux domaines ; à laisser faire, nous affaiblissons dangereusement la propriété capitaliste du pays et risquons de perdre notre souveraineté en même temps que notre indépendance nationale.

Le but de l'économie était jadis de fournir le nécessaire indispensable au plus grand nombre, même si le superflu était réservé au petit nombre. Aujourd'hui, on a fait de l'individu une sorte de machine à consommer des biens et produits les plus divers à faible valeur, qui eux-mêmes justifient, d'amont en aval, une organisation industrielle monstrueuse, indispensable à leur production et à leur commercialisation. Consommateur de loisirs, de plaisirs, de désirs ; consommateur de sous-cul-

ture frelatée, toujours plus bas au-dessous de la ceinture ; consommateur avide à l'affût de la moindre satisfaction matérielle destinée à combler son vide existentiel, pour ne pas dire spirituel ; consommateur générateur de valeur ajoutée qui alimente le cycle infernal de l'enrichissement infini de quelques-uns à travers le monde ; consommateur programmé pour produire, ingérer, digérer, déjecter, sans jamais rompre le cycle infernal, sans espoir de sortir de l'aliénation suicidaire, tel un robot humain...

L'homme de leurs droits de l'homme transformé en créature grégaire, gavée comme les oies de produits de consommation et conditionnée pour réclamer toujours plus... On a fait de ce robot humain, intoxiqué par le « progrès » plus qu'il n'est réellement consentant, une sorte de petit riche par procuration, béatement satisfait de son sort, qui n'en revient pas de pouvoir s'offrir le superflu de pacotille à prix discount et à crédit, en travaillant 35 heures par semaine (quand il travaille !), alors que son aïeul, il n'y a pas si longtemps, trayait les vaches à la lampe à pétrole, ne disposait pas de l'eau courante, et n'avait pas encore goûté, le malheureux, aux joies séraphiques du Club Méditerranée... L'homme des temps modernes est pétri, façonné, conditionné, conformé, pour consommer sans se poser de questions, sans états d'âme, sans trouble de conscience ni de jouissance — une conscience déjà passablement atrophiée par défaut de questionnement et de réflexion.

« Je consomme donc je suis », telle pourrait être la devise de l'homme moderne. Le nouveau cartésianisme. Jouir (sans temps mort, sans entraves, slogan soixante-huitard) de l'instant qui passe, oublier le reste. Il n'a d'ailleurs pas besoin de penser : on pense et on réfléchit pour lui. On multiplie les besoins artificiels et les « services » superflus pour entretenir sa boulimie consumériste, et tromper son angoisse existentielle.

Il se drogue autant de psychotropes que d'illusions, de sensations fugaces, de vécus vides de contenu (syndrome californien) ; il n'a qu'un idéal de vie, un projet d'existence clairement exprimé : gagner toujours plus pour consommer davantage, se saturer de biens frelatés, de gadgets inutiles, combler le vide de son immense solitude par peur de se retrouver seul face à lui-

même, face à sa piètre existence de créature larvaire. On dit que le besoin de consommer est corrélatif de la peur de manquer, donc de la peur de vivre : consommer rassure. Vivre, pour le consommateur occidental, est devenu une sorte de psychothérapie de groupe réduite à la gestion collective de son tractus gastro-intestinal. On dit aussi que l'animal bien nourri ne se révolte jamais contre son maître ou ne mord jamais la main qui lui donne à manger ; tant que les caddies seront pleins, les frigos bien garnis de victuailles même dénaturées, l'homme ne se révoltera pas ; il restera toujours le fidèle toutou des droits de l'homme... Le jour où il viendra à manquer, gare ! Les politiciens le savent bien, qui considèrent ces dispositions psychologiques propres à la nature humaine comme un fait politique majeur.

*

On ne sait plus très bien ce qu'est une entreprise aujourd'hui ; on ne sait plus qui est qui, qui fait quoi, qui est à qui ; il n'y a plus de patrons (sauf exceptions, les grands patrons des multinationales sont des gestionnaires cooptés, voire des hauts-fonctionnaires nommés par affinité politique et maçonnique : ils n'ont rien créé, et il y a longtemps que le temps des créateurs, des pionniers est passé) ; il n'y a que des financiers, des spéculateurs, des coureurs de stocks options ou de parachutes en or, jouant les entreprises sur le tapis vert, comme au casino, selon la fluctuation des index boursiers.

Les plus petites entreprises sont rattachées à des conglomérats financiers apatrides, tandis que les plus grosses n'ont quasiment plus d'identité, de couleur locale, pas même de nom, mais un sigle ésotérique ou une onomatopée ; elles ont reconstitué à l'échelle mondiale de véritables monopoles d'État à titre privé ; on ne comprend plus très bien le sens de leurs activités, ni si elles produisent pour satisfaire les besoins insatiables des consommateurs ou pour enrichir, dans un cycle perpétuel ascendant, les dirigeants, les conseils d'administrations, les actionnaires et les gigantesques instituts bancaires qui les contrôlent en arrière-plan. Elles sont devenues des enjeux de spéculation sur toute l'étendue de la planète.

Comme le discernaient fort bien les Grecs anciens, nous ne sommes plus dans le domaine de l'économie réelle, mais dans la « chrématistique », c'est-à-dire dans l'économie spéculative, la pure spéculation financière, l'économie virtuelle, dans une financiarisation de l'économie qui n'a plus rien à voir avec l'activité réelle des entreprises, activité adaptée aux besoins nécessaires, indispensables. Bien que se revendiquant d'esprit libéral, les multinationales agissent et sont organisées comme des structures totalitaires par le jeu des concentrations, ou de ce qu'ils appellent les « fusions-acquisitions » ; elles ne créent rien, mais trustent les marques, rafflent les brevets, rachètent les entreprises, captent les savoir-faire, assèchent la concurrence, asservissent les sous-traitants, pillent les richesses naturelles.

Leur influence est devenue plus politique qu'économique. Elles constituent une menace sérieuse, mettant en jeu la pérennité des peuples libres et des nations ; il suffit d'écouter leurs dirigeants pour comprendre, même s'ils ne l'avouent pas, qu'ils se sentiraient aussi à l'aise à la tête d'une république soviétique ou d'une entreprise communiste à la chinoise, que d'une entreprise apatride libérale qui n'a ni feu ni lieu. Le mondialisme, c'est l'internationale communiste par d'autres voies, l'union perfide annoncée de l'ultralibéralisme le plus débridé au communisme le plus rétrograde. Ne nous leurrions pas : le but des plus puissantes multinationales américaines est de faire main basse sur les ressources minières et énergétiques de la planète, sur ses richesses naturelles et humaines, puis de se partager le butin entre elles ; elles affichent même la prétention de s'emparer du vivant, de le tarifier au même titre que l'environnement naturel.

Les Américains conduisent ce bal infernal ; ils sont les maîtres du jeu (pour l'instant) ; ils travaillent à renforcer leur puissance hégémonique dans tous les compartiments stratégiques du globe, tout en cherchant à affaiblir leurs concurrents, les Européens en premier, en les vidant de leur substance économique par divers subterfuges financiers dont certains relèvent purement et simplement de la grande criminalité (l'usage intensif de la planche à billets, la titrisation des dettes, les produits dérivés, le droit extraterritorial, etc.). Le jeu est gagnant à

tous les coups parce que la puissance industrielle des pays occidentaux, entièrement dominés par la finance anglo-américaine, se nourrit du différentiel économique existant entre pays riches et pays pauvres ou moins riches ; celui-ci leur est actuellement très favorable (délocalisation, main d'œuvre abondante et bon marché, savoir-faire facilement transmissible, ressources énergétiques, approvisionnement en matières premières, absence de lois sociales, etc.). Mais il peut se retourner à tout moment, et gare au retournement.

Les pays dits « émergents » ne sont pas près d'émerger, surtout quand on leur maintient la tête sous l'eau. Il est vrai que des puissances comme la Chine, l'Inde, la Russie, le Brésil, Afrique de Sud (Brics) n'hésitent pas à s'inviter au festin mondial et à revendiquer leur part. Elle est énorme. Nous aurions mauvaise grâce à le leur reprocher. Mais si c'est pour calquer leurs comportements sur le modèle judéo-protestant anglo-saxon et le reproduire, faire le jeu de la Haute finance internationale et mettre en œuvre les mêmes pratiques dolosives à l'échelle mondiale, l'avenir de la planète risque d'être lugubre ; et c'est malheureusement ce qui se produit dans les faits. J'ai parlé de jeu, un jeu cynique et sinistre où il n'y a qu'une seule règle, la loi dite à tort du plus fort, alors que c'est la loi du plus corrompu ; car qui, à un certain niveau de puissance, peut contrôler ceux qui s'arrogent la prétention de dominer le Monde ? Il y a longtemps qu'on le sait : *Big Brother* n'est plus une vue de l'esprit. Viendra un moment où, comme toujours, la réalité dépassera la fiction : ça ne sera pas beau à voir ni à vivre.

Je crois personnellement à l'économie familiale, à ce qu'on appelle le capitalisme patrimonial ou dédié — par opposition au capitalisme anonyme — et à l'économie de proximité, toutes les fois que cela est possible. Si l'on peut à la rigueur admettre que certaines entreprises soient de taille internationale pour des raisons structurelles ou de stratégie économique, comme les compagnies pétrolières, on comprend mal l'existence de ces géants mondiaux de l'agroalimentaire qui trustent les produits de première nécessité ; ou prennent le contrôle des petites entreprises lo-

cales et les concentrent dans des unités industrielles géantes susceptibles d'alimenter un continent entier, avec le même produit de qualité inférieure, toujours trop cher pour ce qu'il vaut.

Je crois aux entreprises à taille visible comme unités fondamentales de l'économie d'un pays, dans le cadre d'un système d'autarcie pondérée destiné à satisfaire les besoins relevant de l'autosuffisance. Pour le reste, il faut lutter contre ce libre-échange économique absurde et déstabilisant de type OMC (Organisation Mondiale du Commerce : là encore, qui peut détenir le pouvoir de contrôler une organisation se définissant mondialiste ?) ou Traité Transatlantique, en finir avec le principe de la libre circulation des biens et des personnes qui détruit les grands équilibres ethno-géocentriques de la planète, et soumet les économies locales à la dictature de l'ordre mondialiste (et à ceux qui se cachent derrière, qu'on ne voit pas !).

On est en droit de se demander aujourd'hui si le progrès matériel n'est pas arrivé en bout de course, au point qu'il génère plus d'effets pervers qu'il n'apporte de bienfaits ; d'un autre côté, faudrait-il que les consommateurs portent leur regard au-delà des satisfactions matérielles immédiates, vers des valeurs tout aussi nourrissantes moralement et plus enrichissantes : « L'homme ne vit pas seulement de pain » rappelle N.-S. Jésus-Christ. Mais ne demandons pas à l'économie de donner ce qui n'est pas de son ressort, et qu'elle n'est pas, de toute façon, en mesure de fournir. Peut-être ce vœu sera-t-il exaucé lorsque les consommateurs seront redevenus d'authentiques citoyens.

Note. La guerre Otan-Russie (USA+UE-Russie), par Ukraine interposée, encore en cours au moment de ces lignes, illustre tragiquement les propos relatifs à la question traitée dans ces paragraphes ; ils indiquent que l'État profond qui dirige l'Occident doit être fustigé, voire combattu ouvertement et sans faiblesse à travers les traîtres des nations qui lui sont soumises.

Après l'économie, l'agriculture. Je crois que ce sujet vous tient à cœur. Il est important pour vous de l'aborder.

Il me tient à cœur, en effet ; mais je ne l'aborde pas avec toute la sérénité souhaitable, car l'observant du coin de l'œil depuis des années, j'ai quelques motifs d'être en colère. Une

grosse, énorme colère, fût-elle contenue... Je le dis clairement : on a tué sciemment la paysannerie familiale traditionnelle de type polyculture-élevage. J'ai d'ailleurs rédigé naguère un article portant ce titre explicite : « Le génocide paysan ».

Je dis bien « génocide » pour désigner la liquidation politiquement concertée de toute une population, que dis-je, de tout un peuple de tradition enracinée, qui avait réussi, au cours des siècles passés, à instaurer un équilibre relativement harmonieux entre l'homme, la terre, les éléments, un équilibre que l'on a appelé le « monde cohérent de la paysannerie », de cette paysannerie dont on a dit aussi qu'elle est la « noblesse du sang et du sol ». Je ne vais pas revenir sur la manière dont les paysans ont été volontairement sacrifiés ; ni rappeler le rôle funeste du Plan Marshall (1948) dans cette immolation génocidaire, et l'influence du modèle américain d'agriculture mono-intensive de type productiviste dans le bouleversement de notre agriculture...

Tout d'abord ne pas confondre « paysans » et exploitants agricoles, ces industriels de la terre que j'appelle Entrepreneurs de Terrassement Agricole ou terrassiers agricoles : on ne parle pas du même monde ni du même métier ! Faux paysans qui vont se ravitailler à la semaine au premier supermarché du coin, de quoi remplir leur SUV des victuailles industrielles chimiquées qu'ils vendent à ces mêmes supermarchés, soit directement, soit indirectement par le biais de l'industrie de transformation agroalimentaire ou de la grande distribution.

Quoi qu'on en dise, les paysans ont été les mal aimés de la République : ils votaient mal, étaient plutôt conservateurs, tournés vers le passé, imprégnés de la tradition, de leur foi chrétienne et finalement trop dispersés dans les campagnes ; ils n'étaient ni modernistes ni progressistes, ni matérialistes : des tares aux yeux du républicain orthodoxe... Des mentalités de culs terreux, des indécrottables !... Idéologues et technocrates désespérant de les embrigader et de les prolétarianiser comme ils l'on fait des ouvriers, leur compte était bon : ils ont décrété leur mort sociale, puis leurs enfants sont partis à la ville grossir en rangs interminables la masse des ouvriers et des fonctionnaires

citadins. Tandis que leurs humbles chaumines, jusqu'aux maisons de maîtres avec leurs dépendances, seront récupérées par la spéculation immobilière pour être revendues aux populations urbaines en quête d'air pur et de paysages bucoliques, entièrement retapées, restaurées, puis transformées en résidences secondaires ou gîtes ruraux, jusqu'à dix, vingt, trente fois leur valeur initiale. C'est le syndrome de la piscine remplaçant le tas de fumier.

De la même façon nombre de villages, pour éviter de mourir et d'être purement et simplement rayés de la carte, se sont transformés en sites touristiques, profitant parfois d'un environnement naturel ou historique particulièrement attractif. Au fil du temps, les maires ont changé ; ils n'avaient plus rien à voir avec la terre ; ils étaient le plus souvent issus ou revenus de la ville avec leurs idées progressistes, soit comme fonctionnaires, soit comme retraités de la fonction publique ; le peu de population locale restante se retrouvera dilué parmi les « rurbains » ou les « néoruraux », au point que les mentalités locales en seront radicalement changées : on supportait mal désormais le son de la cloche, le chant du coq, l'âne qui braie, l'odeur des animaux d'élevage (odeur, il est vrai, parfois insoutenable, conséquence des nouvelles méthodes d'élevage concentrationnaires).

Bref, sous prétexte de progrès, on avait là une suite d'arguments massue pour régler son sort à la paysannerie de la manière la plus expéditive et la plus indolore en apparence, sous le forme d'un génocide silencieux. En soixante ans, leur nombre est passé de plus de 4 millions à 500 000 ; en 1954, un actif sur quatre travaillait à nourrir les Français ; soixante ans plus tard, il n'y en a plus qu'un sur trente ; 40 % de la population française vivait encore en autosuffisance, elle n'est plus que de 5 % aujourd'hui. Résultat, la France, pays agricole par excellence, doit importer la plus grande partie des denrées vivrières (le frais), seules les denrées de culture industrielles sont livrées à l'exportation (céréales, betterave à sucre, produits d'élevage intensif, transformation agroalimentaire).

Il faut savoir ce que signifie détruire la paysannerie familiale. La disparition d'une corporation entière. Il n'y a plus de

paysans, il n'y a que des exploitants agricoles ou des entreprises de terrassement agricole, comme rappelé ci-dessus, dont le plus clair des activités consiste à mettre en pratique l'art et la manière de pleurer des subventions publiques. C'est le nouvel art de la terre : cultiver les subventions, les rendre fructueuses et juteuses à point. On en est arrivé à cette situation ahurissante où l'on subventionne à gros budgets l'agriculture industrielle pour produire des denrées chimiquées, polluées, carencées, malsaines, destructrices de l'environnement, parfois dangereuses pour la santé humaine et animale, tandis qu'on ignore les derniers vrais paysans qui cultivent la terre et produisent des denrées vivrières saines et non onéreuses... quand l'Administration ne met pas des obstacles à leurs pratiques culturelles ou à la commercialisation des produits qui en sont issus.

Non seulement les agro-industriels modernes équipés de matériel lourd, coûteux, énergivore, mettant en œuvre des méthodes culturelles grosses consommatrices d'eau ayant tendance à détruire les sols, sollicitent des subventions multiples et diverses pour se désendetter ; mais ils n'hésitent pas à pratiquer sans vergogne le travail au noir, allant même, dans certaines régions de production légumières, vinicoles, fruitières, jusqu'à employer des clandestins, voire à négocier des contrats d'embauche directement avec les pays pourvoyeurs de main d'œuvre dite détachée.

On voit jusqu'à quel degré de déliquescence est tombée une activité vitale de première nécessité entre les mains de gens peu scrupuleux, à tel point qu'on finit par se demander s'ils ne sont pas devenus plus trafiquants de produits chimiques qu'agriculteurs. Avec le soutien et les encouragements des pouvoirs publics. Tout ceci n'empêche pas que ces mêmes agriculteurs productivistes se sont piégés eux-mêmes en devenant des parias de la sous-traitance, au profit des industries de l'agroalimentaire et des multinationales de l'agrobusiness. Ils sont tenus en amont par les fournisseurs de semences, d'alimentation animale, d'engrais, de pesticides, de matériel agricole ; en aval, par les transformateurs de l'agroalimentaire et les géants de la grande distribution ; au-dessus, par les banques et les organisations professionnelles, dont l'incontournable et nocive FNSEA.

On a délibérément perverti une activité professionnelle de première nécessité, fondée sur le respect de la terre et la vie animale, pour en faire une activité industrielle entièrement soumise aux lois de l'économie productiviste, et, plus que toute autre, inféodée aux multinationales et à la Haute finance internationale. On a désacralisé la terre, on a tué la vie qui l'habite, le mystère qui l'unit indéfectiblement à notre destinée humaine ; on a détruit le lien charnel qui relie le paysan à sa terre : n'oublions pas que, durant des siècles, la paysannerie a constitué le socle solidement ancré sur lequel s'est édifiée notre civilisation française ; on a pollué la terre, on l'a gorgée de nitrates, d'herbicides, de pesticides, et les terres les plus saines, les plus immédiates, sont impitoyablement emprisonnées (artificialisées) sous des étendues de béton, de bitume, et une urbanisation anarchique, galopante, aménagée à la va-comme-je-te-pousse, qui souille les paysages naturels et ravage nos contrées. Bref, on a littéralement pourri la terre agricole, stérilisé les sols, sans même tenir compte des impératifs du vivant qui font sa richesse foisonnante et sont source d'abondance.

On a détruit la biodiversité, les équilibres bioécologiques et notre environnement naturel. On a fait des animaux de la matière inerte exploitée comme n'importe quelle matière brute minérale, dans des ateliers-usines d'élevages et d'abattages industriels, en tenant par le mépris le plus mercantile le bien-être des animaux et en ignorant leur souffrance. D'où les scandales de la vache folle, la fièvre aphteuse, la peste porcine, les poulets à la dioxine, la grippe aviaire, les lapins diarrhéiques, les abeilles déboussolées, etc. Scandales auxquels il faut ajouter les abattages rituels dits hallal et cascher...

Les denrées livrées à la consommation humaine sont dénaturées, polluées, carencées, dévitalisées, sans goût ni saveur, dépourvues de principes nutritifs et gorgées d'additifs chimiques ; ils participent à la progression spectaculaire des maladies cardio-vasculaires, cancers et autres maladies dégénératives.

On ne cesse de se féliciter des rendements mirifiques de l'agriculture industrielle, mais on oublie de dire le prix à payer pour atteindre ces rendements (ne serait-ce que la consommation d'eau et d'énergie fossile alors que le soleil est gratuit...

pour l'instant !), qui n'ont pour seul résultat, au final, que de produire des aliments de qualité inférieure, toujours trop chers pour ce qu'ils valent réellement. Et je ne dis rien des manipulations génétiques et autres biotechnologies qui n'annoncent rien de bon, les OGM n'étant que la partie visible...

On fait barrage à l'agriculture biologique parce que son développement perturberait les juteux trafics de l'agro-business, ruinerait les profiteurs de la filière agricole productiviste. En effet, l'agriculture biologique impose une éthique exigeante en matière de pratiques culturales ; des pratiques non mutilantes, respectueuses de l'environnement et de la vie des sols (le sol humique, milieu vivant par excellence, ne cessons de le répéter !), en même temps que l'application d'un cahier des charges spécifique en totale rupture avec les méthodes industrielles. Les problèmes posés de nos jours par l'agriculture et l'alimentation en général ont atteint de tels niveaux de complexités qu'ils tendent à devenir insolubles, et mettent en danger les équilibres naturels, ainsi que la santé des humains et des animaux.

Ayant traité de la question agricole en d'autres écrits, je m'en tiendrai à ces quelques observations. Si j'étais au pouvoir, ce qu'à Dieu ne plaise, je ferais de l'agriculture dans son ensemble une priorité nationale absolue, que je rattacherais aux attributions régaliennes de ma fonction.

La presse, l'information ?

Parler de la presse, c'est comme parler de l'école : là aussi, nous sommes en présence d'une institution, d'ordre privé certes (une façon de parler quand on évalue le poids des subventions que l'État républicain alloue à la presse « officielle » !), dont le but est, non pas d'informer ou de former, mais de conformer, c'est-à-dire de fabriquer l'opinion et de conditionner les esprits. Il n'est question, ici, que de la grande presse généraliste, écrite, parlée, télévisée, dite parfois *mainstream*. Je mets à part la presse dite d'opinion que je préfère qualifier de conviction, une presse qui vit le plus souvent par ses propres moyens et ceux de ses lecteurs (je fais la différence entre avoir des opinions et avoir des convictions). L'information, comme le savoir, n'est qu'un prétexte à diffuser l'idéologie dominante.

Tout comme l'école, la presse a été conçue comme une énorme entreprise de lavage des cerveaux, de conditionnement des esprits, d'emprise mentale sur les individus, voire de bourrage de crâne, dont le but est de provoquer des réflexes de masse mécaniquement orientés (ex. : susciter et manipuler les peurs ou la culpabilisation collective ; euphoriser les masses par la multiplication des animations festives de tous ordres ; provoquer des mouvements de transes collectives qui se terminent parfois par de la casse ; l'éternel *panem et circenses*, du pain et des jeux : sidérer par tous les moyens possibles le bourrin-électeur, ahurir le gogo indémodable qui se satisfait des apparences, et surtout ne pas lui laisser le moindre espace de temps consacré à la réflexion...). Elle se distingue de la presse unique des pays totalitaires en ce qu'elle entretient une fausse idée de la démocratie et du pluralisme des opinions. Son très haut pouvoir de suggestion, sa « légitimité » institutionnelle qui confère un crédit exceptionnel à l'autorité de la chose dite, exercent une influence considérable sur les esprits, et pas nécessairement les plus faibles. Aucun pouvoir oligarchique ne saurait s'en passer.

L'homme moderne baigne dans un environnement tellement saturé d'information qu'il ne peut se soustraire à son influence, et rares sont ceux qui parviennent à conserver une capacité de jugement autonome. Le fameux « C'est écrit dans le journal, donc c'est vrai » produit des effets dévastateurs dans les cerveaux faibles et pas seulement. La plupart des gens ne voient pas au-delà de ce qui est rapporté dans les journaux, et d'ailleurs ils ne cherchent même pas à voir ou à savoir, par indolence, manque de temps, ou les deux. Ils confondent le plus souvent information et propagande. Ils ont du mal à discerner l'une de l'autre, que l'une cache l'autre ; ils subissent le dictat de l'information orientée ou occultée sans chercher à comprendre, sans se poser de questions ou si peu. Ils se forment une opinion avec ce que le support médiatique leur propose et la manière dont il le propose, c'est tout.

La presse, dans son ensemble, est un outil stratégique de contrôle des esprits ; elle est une priorité pour tous ceux qui ont l'ambition de détenir un pouvoir, quelle que soit la nature de

celui-ci. Sa puissance de persuasion et sa capacité d'orienter l'opinion publique rendent sa maîtrise indispensable ; dès l'invention de l'imprimerie, la monarchie a (mal) contrôlé la presse et l'édition ; quand la TSF est née, la République a confisqué les ondes hertziennes ; aujourd'hui, internet subit le même sort. Pas de quoi être surpris si la presse est tombée entre les mains de banquiers affairistes et autres milliardaires cosmopolites, apatrides, rattachés par intérêt, au même titre que les États républicains, à la propagation des idées favorables au Nouvel Ordre Mondial et à l'instauration de la dictature universelle...

Surinformer est aussi un excellent moyen de contrôler l'opinion, de l'orienter, de saturer les esprits ; il suffit de noyer le citoyen (la vérité avec) sous un flot continu des nouvelles sur le mode l'une chasse l'autre, de le bombarder de messages aussi futiles qu'évanescents, et ainsi l'empêcher de réfléchir en profondeur, d'affermir son jugement. L'information doit être également encadrée, balisée par des impératifs stricts. Cet encadrement des moyens de communication de nos sociétés modernes relève moins de la censure — censure grossière, brutale ou préalable — que de l'autocensure et du zèle militant des journalistes qui vont au plus offrant. Quand l'idéologie dominante change, ils changent d'idéologie ; le poids de leurs convictions est inversement proportionnel au niveau de leur train de vie.

Pour s'assurer du contrôle de la formation des journalistes chargés de relayer l'information, on a inventé les écoles de journalisme, premier filtre sélectif de la profession ; propagande oblige, elles sont contrôlées par des journalistes entièrement acquis aux idées de gauche, souvent des communistes reclassés professeurs de journalisme : quoi de plus judicieux que des staliniens pour se porter garants de la liberté d'expression ! On comprend mieux aussi le rôle et la valeur de ces institutions quand on apprécie ce qu'en disent eux-mêmes les vrais professionnels de la presse : apprendre le journalisme à l'école, c'est comme apprendre à nager par correspondance.

La presse est un extraordinaire moyen d'information, de désinformation ou de propagande, selon le cas ; elle agit comme un

écran à haute capacité de distorsion permettant de fausser la réalité, de manipuler les faits et les dits ; cet écran déformant, glissé entre ceux qui détiennent le pouvoir (quel qu'il soit) et le peuple, maintient ce dernier dans un état de sujétion permanente voire de sidération. Cette sujétion n'est pas seulement psychologique : elle est aussi culturelle ; le niveau de médiocrité d'une certaine presse dite *people* est une insulte à l'intelligence ; même les *news magazines* à l'américaine qui se donnent un mal de chien pour paraître sérieux, sont tenus par la nécessité de faire du tirage ou de l'audience ; ils n'échappent pas à la règle et glissent sans complexes dans le sensationnel ou la culture du marronnier : revenir régulièrement sur les mêmes thèmes saisonniers les plus vendeurs ; même pas besoin d'avoir de l'imagination : il suffit de ressortir le même article d'une année sur l'autre ; et je ne dis rien des techniques de manipulations, comme l'escamotage ou la distorsion des faits, le micro-trottoir, la phrase sortie de son contexte, et bien d'autres encore...

La plupart des titres de journaux, de gauche comme de « droite », appartiennent à de puissants groupes oligarchiques financiers ou industriels parfaitement en phase avec l'intermédiation républicaine, dont ils sont issus le plus souvent ; les conseils d'administration sont tenus par les mêmes personnes rigoureusement interchangeables, tout comme les journalistes composant les rédactions. Les groupes de presse locaux, la presse quotidienne régionale (PQR), constituent des entités monopolistiques sans partage ; ils verrouillent toutes les formes d'expression écrite locales, font le vide autour d'eux, soit en contrôlant les titres, soit en faisant obstacle à la création de titres concurrents. Pire, la presse est tenue par la publicité et non par l'audience. Le système est tellement pervers que les groupes financiers propriétaires des titres les contrôlent doublement : en amont, par leur mainmise financière ; en aval au moyen des budgets publicitaires colossaux qu'ils allouent à ces mêmes supports pour le compte de leurs propres sociétés.

D'autres titres sont subventionnés par le pouvoir politique, tel le quotidien communiste *l'Humanité* ; ce quotidien en état d'agonie perpétuelle — tout comme *Libération*, le quotidien gauchiste qui aurait dû s'appeler *Aliénation* — est également

maintenu sous perfusion par quelques-uns des « grands capitalistes » qu'il fustige à longueur de colonnes, et par certains investisseurs institutionnels comme la Caisse d'Épargne, la Caisse des Dépôts, La Poste, EDF... ; les clients de ces institutions sont mis d'office à contribution pour soutenir le dernier avatar du bolchevisme. Et ils osent appeler cela « investissements citoyens », au nom de la défense du pluralisme de l'information ! Il est vrai que le pluralisme de l'information, tel qu'il est pratiqué dans les pays communistes qui bougent encore, reste un modèle indépassable pour la presse occidentale !

La plupart des journaux sont vendus (illégalement) au-dessous de leur prix de revient ; ils sont diffusés au-dessous de leur seuil de rentabilité, afin de rendre impossible la création de publications concurrentes à faibles moyens qui pourraient échapper au flicage vigilant des puissants lobbies de l'intermédiation. Pour compenser ce défaut de rentabilité, ils reçoivent des subventions de l'État dépassant toute décence... L'offre d'information et la diversité des moyens n'ont jamais été aussi pauvres que de nos jours, malgré la multiplicité apparente des titres : fausse pluralité médiatique pour des journaux qui disent tous la même chose, appartiennent aux mêmes groupes financiers, puisent l'information qu'ils répercutent servilement aux mêmes sources, dont l'Agence France-Presse (AFP), Associated Press (USA), Reuters (EN). Qui n'a jamais remarqué que le fait d'employer le mot « média » pour désigner la presse en général est en soi révélateur du système ? Révélateur d'une réalité implacable : la presse est bien une interface, un filtre intermédiaire autant déformant que désinformant, dressé entre gouvernants et gouvernés.

Quant à la publicité, comme les subventions, elle revient le plus souvent aux organes de presse bien-pensants et politiquement corrects, en phase avec le système. Les naïfs qui croient encore qu'elle est répartie en raison d'impératifs commerciaux se trompent lourdement. Elle est distribuée en fonction d'impératifs idéologiques. D'ailleurs le poids de la publicité est tel, hors les subventions, qu'on se demande parfois si l'on a affaire à de l'information où à des catalogues publicitaires ; le but réel

de ces entreprises n'est pas de vendre leurs produits par la publicité, mais de soutenir les idéologies favorables à leur business ; c'est ainsi que la richissime industrie française du luxe soutient par la publicité, depuis des décennies, paradoxalement et sans états d'âme, la presse de gauche censée être proche du petit peuple et des indigents, donc totalement située à l'opposé de la clientèle traditionnelle du luxe ; et cette presse de gauche ne trouve aucune contradiction à toucher de l'argent qui n'a ni couleur politique, ni odeur prolétarienne, pas même le parfum du scandale ! Le comble de tout cela est que le lecteur de cette presse inféodée à l'argent doit encore payer de sa poche son journal « favori », alors qu'il devrait lui être attribué gratuitement...

*

Il n'y a pas de presse libre, si jamais il y en eut. C'est une vue de l'esprit que se plaisent à colporter les journalistes de cette fameuse presse officielle dite *mainstream* ou médias centraux pour se convaincre qu'ils sont eux-mêmes des esprits libres, alors qu'ils ne sont que de vulgaires agents de propagande au service des fortunes qui financent ces puissants moyens d'aliénation des peuples. Ils oublient trop souvent qu'ils ne sont, pour la plupart, que des tâcherons de service, des employés aux écritures, allant du loufiat en gilet rayé, souple de l'échine et tout en courbettes, au fouille-poubelles le plus fangeux capable de se surpasser dans le sordide, en passant par les exécuteurs en service commandé, nervis de plume et autres traîne-sabres de rédaction commis aux entreprises d'intox et de manipulation de l'information, — y compris les agences et les photographes de presse, tous ceux qui, d'une manière ou d'une autre, se servent de l'image ou du texte pour désinformer le lecteur et conformer dans son esprit l'opinion qu'on attend de lui.

Tous obéissent à un patron, l'esprit « libre » comme les autres ; il fait ce que lui dit de faire le patron ou il fait jouer la clause de conscience : une façon élégante et quelque peu hypocrite de prendre acte qu'il est viré. Je passe sur les sondages et les prétendus « instituts », véritables officines spécialisées dans le bidonnage électoral (puisque les politiques sont si friands de sondages, pourquoi n'ont-ils pas recours directement au référendum et à la démocratie directe, sondages grandeur nature

infaillibles ?) Je passe sur les commentateurs officiels de la presse, commissaires politiques et autres chiens de garde idéologiques du système, commis au flicage mental des citoyens.

La majorité des journalistes de la grande presse républicaine officielle sont des gauchistes avérés, héritiers de Mai-1968. Ils se comportent volontiers, à l'occasion, en militants, mercenaires idéologiques ou agents de propagande stipendiés, plutôt qu'en vrais professionnels de l'information. Leur rôle est de répercuter l'information en droite ligne du pouvoir, ainsi que celle de l'opposition autorisée ou contrôlée pour entretenir l'illusion du pluralisme et du débat « démocratique ». Qu'ils aient au moins la pudeur et le courage de reconnaître qu'ils sont pour la plupart des agents de propagande, des provocateurs professionnels, des commissaires politiques, des auxiliaires de police, voire *in fine* des intoxicateurs au service de l'idéologie dominante ; au lieu de dorer la pilule du quidam et de se faire passer pour les « remparts de la démocratie », alors qu'ils en sont la caricature même. La presse étant un pouvoir intermédiaire, elle est donc par définition un instrument de pouvoir et n'a rien à voir avec la démocratie, pas plus qu'avec un hypothétique quatrième pouvoir ; les journalistes sont au service de ce pouvoir intermédiaire et du pouvoir supérieur qui l'instrumente : l'Argent, le Veau d'Or.

Je rappelle que je ne fais référence, dans ces lignes, qu'à la presse généraliste d'information. Autre constatation : les journalistes se vantent de défendre la démocratie, la liberté d'expression, le pluralisme des idées, et sont volontiers donneurs de leçons sur le sujet. La démocratie, nous avons vu ce qu'il en est ; mais la liberté d'expression, parlons-en ! Il n'y a pas plus verrouillé, plus soustrait à la loi de la concurrence des idées que le secteur de la presse ! Il n'y aura de presse dite « libre » — si l'idée même de presse libre se peut concevoir — que le jour où ces trois conditions seront réunies :

- 1) Un journal de journaliste et non un journal de marchand ;
- 2) La vente au prix réel du marché ;
- 3) L'interdiction de toute publicité vénale, au moins dans la presse quotidienne d'information, un peu comme la presse du XIX^e siècle.

La presse démocratique pas plus que l'objectivité n'existent en matière d'information ; la presse démocratique n'est pas possible pour la bonne raison que l'expression est sémantiquement contradictoire ; il n'y a pas, il n'y a jamais eu, il n'y aura jamais de presse libre, indépendante et démocratique dans le système républicain. En faire le constat ne change rien à la réalité, mais on sait au moins à quoi s'en tenir.

La culture ?

Même motif, même punition. Tout comme l'école et la presse, la culture est le substrat de la propagande idéologique, la même entreprise d'intoxication mentale détournée de sa vocation originelle ; sous le prétexte fallacieux de libération de l'individu et de défense des droits de l'homme (surtout la Déclaration Universelle de l'ONU, véritable glorification de l'homme rabaisé à son statut d'infrahumain), la culture est devenue une entreprise de pourrissement des esprits et des âmes, une entreprise de subversion morale et intellectuelle.

Jadis, quand l'État se mêlait de culture, il s'appelait ministère des Beaux-Arts ; aujourd'hui, il s'appelle ministère de la Culture. Il n'y a pas seulement un changement de nom doublé d'un glissement de sens, il y a une transformation profonde d'orientation visant à détacher le mot « art » de la culture et à organiser celle-ci en propagande du laid et de la provocation.

L'art dit « contemporain » ou conceptuel (à chacun d'interpréter le n'importe quoi) se veut à la fois transgression et provocation ; transgression, il s'oppose à la transcendance, donc à l'art sacré ; provocation, il fait éclater les codes de l'art figuratif et franchit les limites séantes de l'ordre naturel pour imposer une dénaturation profonde du monde réel afin de justifier la schizophrénie comme facteur de libération au détriment de l'équilibre mental. La provocation, en matière artistique, est le refuge des médiocres, faux artistes, vrais barbouilleurs ; c'est une manière pour eux de se faire reconnaître, de faire savoir qu'ils existent ; pour les artistes ratés, c'est aussi une façon de se croire importants ou de se faire passer pour des génies, quand ils ne sont que des déclassés sans avenir. La notion d'artiste raté ne peut d'ailleurs être comprise par ces gens-là, puisqu'une

œuvre de raté est définie « œuvre » par le fait même qu'elle est ratée : une lunette de WC suspendue à une branche d'arbre est un message porteur de signifiant (véridique) ; il doit donc être interprété et compris dans le sens que chacun y trouve ou veut lui donner.

Le système, auquel contribuent sans complexe des milliardaires pervers à des fins purement fiscales, voire spéculatives, utilise ce genre de personnages douteux pour avilir la conscience de l'individu, faire vivre les gens dans un univers glauque de médiocrité et de bassesse morale où l'on ne distingue plus le laid du beau, le vrai du faux, le juste de l'injuste, le bien du mal ; on perd ses repères, on subit sans réaction un monde de déliquescence qui participe de l'affaiblissement psychologique et moral des masses, et permet de renforcer l'emprise du pouvoir sur les cerveaux.

Bien entendu, la culture officielle républicaine, obligatoire et imposée, entretient ces parasites ; elle les subventionne et assure leur promotion dans tous les domaines : peinture, sculpture, littérature, théâtre, cinéma, architecture, etc. Comme toujours, le beau et le laid sont subtilement mêlés, le beau servant d'alibi au laid, le laid servant d'alibi à la « liberté » d'expression et de création. C'est le triomphe de la sous-culture des bas instincts contre l'art qui, lui, est sublimation de l'instinct et recherche de la perfection. C'est la culture de l'anti-héros contre le héros, pour en arriver, finalement, à ce que les adeptes de la contre-culture prétendent dénoncer : le culte de l'anti-héros ; or le culte de l'anti-héros, c'est quand même une autre façon de sacrifier au culte du héros.

On notera que l'État et les collectivités territoriales sont mises à contribution pour acheter à grands frais — avec l'argent du contribuable, cela va sans dire — les productions des fabricateurs de croûtes et autres concrétions artificielles qui souillent nos horizons urbains déjà bien dégradés. On est prié de trouver de l'art dans les barbouillages urbains, art de rue ou *street art*, qu'on appelle « tags ». Les mêmes collectivités financent aussi les maisons des « jeunes et de la culture », cadeau du gaulliste Malraux à la subversion gauchiste, ainsi que les

FRAC et autres pompes à finances culturelles (FRAC : Fonds Régional d'Art Contemporain) dont le but est de subventionner les défécations à prétentions intellectuelles d'artistes présumés vivants — car, en plus, ils « pensent » ! —, histoire d'extorquer un peu plus d'argent au contribuable pour leur assurer la matérielle, et, comme toujours, sans demander au péquin son avis sur l'intérêt de la chose : on sait d'avance quel serait le verdict !

On voudrait se contenter de savoir que la dénomination « art contemporain » désigne clairement une expression artistique de détraqués mentalement atteints, dont les œuvres seraient généralement exposées dans les hôpitaux psychiatriques, si nombre de gogos aussi dépravés que richissimes, et la plupart de nos édiles républicains, ne se reconnaissent dans ces productions pathologiques, et ne lui donnaient une sorte de crédit officiel sur fond de subventions publiques ou de mécénat défiscalisé généreusement doté.

*

Dans la littérature, on retrouve les mêmes concentrations et positions de monopole que dans la presse avec la présence des groupes d'éditions monstrueux qui contrôlent nombre d'éditeurs petits ou moyens souvent historiques ; on finit d'ailleurs par ne plus savoir qui est qui, qui contrôle quoi, tant le panorama de l'édition est flou ; dans le monde de la communication, les entreprises changent de main à la vitesse de l'éclair. L'édition est un business comme un autre ; on cherche le livre qui se vend tout en cherchant à faire barrage au livre non politiquement correct qui pourrait se vendre. Des pharisiens aussi, comme les autres.

Rien à dire d'une littérature de décadents, fidèle à elle-même, qui n'a de raison d'exister que parce qu'elle est précisément littérature de décadents, de souilleux, qu'elle se complaît, se reconnaît, s'assume, se revendique, comme telle ; littérature nombriliste d'autocontemplation, logorrhée récurrente centrée autour du thème monomaniacal universel, typique de nombreux scribouillards frappés de névrose obsessionnelle : Moi et le reste du monde ou Voyage autour de mon nombril ; pour les femmes, je ne précise pas l'endroit.

Dans le cinéma, et pour autant qu'on ne considère pas la machinerie hollywoodienne comme seule habileté à produire de la pellicule, je ne sais même pas si l'on peut affirmer qu'il existe encore un cinéma français, à la fois par sa nature et par la médiocrité de sa production pour ne pas dire sa vulgarité ; au point qu'on en arrive à oublier qu'il fut à une époque l'expression d'une certaine culture populaire indigène, et qu'il a donné des productions cinématographiques d'excellente facture ; à en croire certains intellectuels et à le constater sur les écrans, le cinéma dit « français » aurait tendance à se pervertir pour devenir un moyen d'expression plutôt représentatif du triangle d'or Babel-Oued, Tel Aviv, Garges-lès-Gonesse, dont, paraît-il, il y aurait lieu de se réjouir, sous peine de passer pour un fieffé raciste.

On a vu comment un petit film français, plutôt sympathique, après s'être taillé un joli succès par le bouche-à-oreille, a été suspecté de racisme, et s'est même vu accuser de véhiculer des idées d'extrême-droite, sous le seul prétexte qu'on n'y voyait pas assez d'acteurs allogènes. Ce qui compte en France, désormais, c'est la chanson « ethnique » (rap), le cinéma « ethnique ». Il est devenu inconvenant de faire « français » Vive le métissage ! Le métissage des purs sangs et des baudets... Vive le mulet et le bâtard ! Vive le corniaud et le jobard congénital ! À bas toutes les différences ! À bas l'excellence ! À la lanterne les meilleurs ! Toutes les envergures dans la même cage et toutes les prunelles dans le même crépuscule, aurait observé avec effroi le Père Hugo, qui ne passait pas politiquement pour un foudre de droite.

Les racistes, ce sont les autres, ceux qui osent dire que le soleil brille quand il fait beau et que l'eau mouille quand il pleut. Car l'infra-culture va encore plus loin et descend quelques degrés avec l'arrivée en force et presque instantanée du Wokisme et de tous les avatars du gauchisme multigenré. Dans cette décomposition du réel par la culture des sous-valeurs, l'architecture moderne et l'urbanisation à la va comme je te pousse, ou faussement idéalisée par des gens qui ne vivent pas les lieux qu'ils aménagent ou édifient, ne prennent pas une moindre part dans ce mouvement décadent. Leurs œuvres sont souvent vécues comme autant de provocations visuelles que l'on doit subir par le regard, content pas content.

Je ne reviendrai pas sur ces architectes qui construisent pour la gloire des palais nationaux aux frais du contribuable, tandis qu'ils font vivre leur cabinet en décoquant des crasses banlieusardes de type néo-bolchevique pour y entasser le bétail humain. J'en suis à me demander si le métier d'architecte existe réellement, et si les prétendus architectes ont encore le sens des proportions, des formes, de l'harmonieux, de l'équilibre, du bien vivre à défaut du savoir-vivre, bien vivre et savoir-vivre étant à l'opposé du « vivre ensemble ». Je vais plus loin : je me demande s'il existe des architectes capables de concevoir une fenêtre normale proportionnée, toute simple.

Sublimation du réel, donc de la nature, l'art est une façon d'ennobler le prosaïque, de le rehausser au plus haut degré de la perfection esthétique et de l'harmonie ; la vraie culture est le travail fourni par chacun selon sa capacité à se surpasser pour atteindre à cette sublimation, c'est-à-dire à la transcendance du banal, du dérisoire, de l'insignifiant ; c'est par un constant effort de nous-mêmes sur nous-mêmes, un effort d'élévation, d'auto-transcendance, de maîtrise de soi, que nous parvenons à nous arracher au « médiocre », à notre triste condition de mortels, et que nous pouvons donner réalité à de fortes aspirations qui se manifestent diversement en chacun de nous ; des tendances qui nous portent spontanément vers le beau, le vrai, le juste, vers les hauteurs de l'âme (art sacré)... L'art peut aussi se transformer en artisanat et en produit de consommation courante, il n'y a pas d'échelle de valeur autre que celle du beau et de l'utile.

Pour le reste, la sous-culture officielle imposée n'est qu'un système de promotion avant-gardiste au service des néo-primitifs de l'art contemporain ou de la culture crade rap-tag, une fiente culturelle portée à la hauteur d'un art majeur par des désœuvrés institutionnels, qui mettent en avant des prétextes artistiques pour se justifier de vivre aux dépens de leurs contemporains.

Le système « associatif » ?

Mêmes observations à propos des associations que ce qui vient d'être dit précédemment au sujet de la culture. D'ailleurs,

la culture est un support majeur du système associatif et inversement. On ne compte plus les associations à vocation « socio-culturelle » ou « humanitaire ». Il n'est question, ici, on l'aura compris, que des associations subventionnées avec le toujours bel et bon argent du contribuable.

Entre l'administratif et l'associatif, le citoyen a de quoi tourner bourrique. Il est difficile de savoir le nombre exact de ces associations loi 1901 dites « d'utilité publique à but non lucratif », qu'un spécialiste de gauche (grâce lui soit rendue pour une fois !) a défini « d'inutilité publique à but lucratif » ; bien gambergées par des virtuoses de la resquille, elles permettent à leurs responsables, sinon aux adhérents le plus souvent fictifs, d'assurer leur pitance sur le dos du contribuable tout en se justifiant du bénévolat ou du désintéressement le plus exemplaire ; elles seraient au nombre de 1 380 000 employant plus de 1 800 000 crypto-fonctionnaires permanents ou à temps partiel, pour une masse salariales de 38 milliards d'euros, et s'appuyant sur 20 millions de bénévoles (chiffres Loi 1901, 2017) ; ces personnels recensés nulle part, donc non comptabilisés et non définis comme fonctionnaires, n'en sont pas moins rémunérés par la puissance publique avec l'argent public. Il faut être un spécialiste pour s'y retrouver dans ce maquis institutionnel inextricable, véritable nébuleuse de la combine, y compris le premier concerné, gardien de nos deniers : l'État républicain.

Pas plus qu'il ne sait exactement combien il emploie d'agents titularisés à son service. Coïncidence curieuse : au moment où nous rédigeons ce triptyque, c'est l'année du centenaire de la loi 1901 sur les associations (2001). Alors que la République se devait de fêter joyeusement cette « immense avancée de la démocratie » (sic), on observe dans les milieux officiels comme un silence gêné. Le centenaire a été vite plié. Et pour cause ! Fêter le système associatif avec tambours et trompettes, c'eût été attirer l'attention malsaine des esprits curieux et leur donner l'occasion de poser des questions gênantes.

Derrière le flot de louanges visant à encenser ce modèle de démocratie dite « participative », il convient de rappeler que la

loi 1901 sur les associations a d'abord été voulue pour combattre l'influence de l'Église catholique, placer les congrégations religieuses sous le contrôle de la République maçonnique quand elle ne les interdit pas, puis tenter de concurrencer celles-ci sur le terrain social et culturel pour les supplanter et prendre la main. Les intentions qui ont présidé à la création du système associatif ne sont pas aussi nobles ni avouables que ses plus fervents supporters l'affichent, d'autant que le contribuable n'a aucun pouvoir de contrôle sur le bien-fondé et la validité de ces associations qu'il finance de ses deniers.

Car le système associatif, ne nous y trompons pas, est d'abord et avant tout une machine électorale bien huilée que les élus républicains ont conçue à leur usage personnel, afin d'utiliser les associations comme relais de propagande auprès des populations, et assurer par ce moyen leur maintien au pouvoir. À partir de rien, un simple argument dit « socioculturel » ou « humanitaire » et deux individus, il est possible de mettre sur pied un organisme bidon susceptible de soutirer de l'agent public — de quoi améliorer l'ordinaire et plus si possible. Toujours, bien sûr, au nom de la bonne cause à défendre. Leur rôle subsidiaire est surtout d'influencer les populations dans le sens politique souhaité, tout en ayant l'air d'être à leur service et d'agir pour le bien commun. La notion d'utilité publique (discutable et plus que floue) suffit à justifier des subventions qui peuvent aller de quelques centaines à plusieurs millions d'euros, tant au niveau des collectivités locales qu'au niveau de l'État.

Ces associations servent aux pouvoirs politiques en place pour quadriller la population, et soutenir une propagande électorale permanente sous les formes les plus anodines : le sport, la culture, le ludique, le tourisme, le social, le travail, le syndical, la jeunesse, les femmes, les anciens, les vieux (rarement les nouveau-nés : ils ne votent pas, eux ; c'est plutôt le dépeçage direct avant d'avoir vu le Jour !), les immigrés (sans-papiers, migrants, clandestins, quémandeurs d'asile et autres touristes à demeure...). En suscitant l'émergence de nombreuses officines crypto-politiques (antiracisme, droits de l'homme, mouvements féministes, religieux, ethniques, communautaristes, ca-

ritatifs, immigrationnistes, environnementaux, etc.), elles permettent aussi aux partis politiques institutionnels d'agir par la bande sur des sujets sensibles, en jouant sur les émotions collectives ou en sollicitant la générosité des braves gens, et sans l'inconvénient d'avoir à les affronter directement dans les urnes où parfois les dites gens se révèlent moins braves. Il n'est pas rare qu'une municipalité de quelques milliers d'habitants répertorie officiellement plus d'une centaine d'associations locales, certaines pouvant s'abreuver aux différentes couches du mille-feuille.

Le système associatif est un véritable capharnaüm « social » où l'on trouve de tout. Là, par contre, les formations politiques républicaines recrutent plus facilement des « militants » intéressés. Cela permet aussi à nombre d'inutiles sociaux de justifier d'une activité factice ou fictive, d'un emploi de complaisance à temps partiel ou complet qu'il est possible de rétribuer de façon cumulative, directement par l'État et les différents budgets territoriaux, indirectement par des aides publiques de toutes sortes, aides à l'emploi, à l'équipement, financements d'études, de projets, etc. La plupart des associations subventionnées sont suscitées par les politiciens eux-mêmes, soit pour des raisons électorales, soit pour les transformer en pompes à finances ou les deux.

*

Il faut savoir également que le Pouvoir politique s'assure le contrôle de la racaille dite marginale et autres rebuts de société fabriqués par le système au moyen du maillage associatif subventionné, cette racaille sur laquelle la République s'appuie en permanence pour fomenter ses mauvais coups, et cela depuis son origine, depuis la Révolution française : traîne patins des beaux et moins beaux quartiers, « exclus » ou prétendus tels, déviants pathologiques, déclassés et cocus de la sociale, tarés congénitaux, fatigués de naissance, psychopathes du sexe, droits communs en cavale, drogués perfusés, trafiquants protégés, clandestins manœuvrés, politiciens et syndicalistes véreux, cultureux en manque d'inspiration, défroqués en mal de contribution, mitrés en épectase, camés du showbiz, pédéastes décoincés et travestis de carnaval, féministes exaltées, prostituées en

déficit de commerce, maquereaux bien en cour, parasites institutionnels, avorteuses hystériques, agitateurs professionnels et fainéants structurels, les mêmes qui ne savent plus quoi inventer pour sucer le sang de leurs congénères, persécutés de la vie, victimes crucifiées du quotidien qui font profession de s'apitoyer sur leur sort, pleureuses inconsolables de toutes les causes humanitaires, tiers-mondistes repentants, caritatifs flagellants, déracinés sans toit ni loi, ni feu ni lieu, fanatiques de l'antiracisme et des droits de l'homme, profiteurs insatiables de la vache à lait France, engeance vipérine des bas-fonds, faune interlope de provenance incertaine et d'origine douteuse ; bref, le vrai *melting-pot* républicain tendance socialo-communiste ou libéral libertaire à la française comme on ne pourrait pas mieux le rêver à gauche, comme en raffolent les utopistes et autres ramollis du bulbe qui « réinventent » le monde ou le « régénèrent » chaque jour que le soleil se lève...

Tout ceci dans le but d'entretenir un climat de contestation « politique » et de troubles permanents à l'ordre public. C'est une caractéristique propre au régime républicain d'avoir en permanence sous la main cette tourbe humaine pour produire de l'agitation sociale (*antifas*), la précipiter dans la rue, effrayer les braves gens, et provoquer des réflexes de recours à « l'autorité légitime du Pouvoir », les inévitables « troubles à l'ordre public ». Celui-ci manipule sans états d'âme cette chienlit souvent composée d'assistés redevables des largesses de l'État, le plus souvent incultes et névrosés, pauvres bougres et bougresses enrégimentés malgré eux dans la piétaille revendicatrice préposée à la provocation et à l'intimidation ; il présente ces braillards de rue, tout juste bons à défiler sous des calicots débiles, comme la crème du peuple, et justifie les débordements (qu'il attise tout en faisant semblant de les réprimer) comme des manifestations de soutien à la République en danger.

Les voilà, tels qu'en eux-mêmes, les Enfants de la République, les Égauls, les Citoyens dans ce raccourci imagé, fidèle réplique de la Cour des miracles à l'ère de la communication de masse, pendant que les Enfants de France, réduits au silence, forcés de se taire, méprisés et humiliés, s'échinent au travail,

produisent, créent, payent leurs impôts, vivent honnêtement, aiment leurs enfants, leur famille, leur pays, le respectent, et alors même que l'État républicain les presse, les vampirise pour alimenter cette lèpre sociale qu'il instrumente en milices de caniveau. Une gangrène qui infecte tous les étages et tous les compartiments de la société. Si vous n'avez jamais été confrontés à ce genre de manifestations organisées par les pouilleux de la Gueuse, vous ne savez pas ce que la République est capable de produire de plus répugnant, de plus abject comme représentation collective de la société. Les prédateurs qui se gobergent sous les ors et les lambris des palais nationaux, grands ordonnateurs de cette chienlit racailleuse, ne reculent devant aucune bassesse pour nous infliger leurs idéologies putrides, et s'accrocher de toute la force de leurs doigts crochus au garde-manger républicain.

Bien entendu, je n'ai pas évoqué ici les organismes et autres fromages officiels de la République sources de corruption endémique, dont la Cour des Comptes nous entretient de temps à autre, histoire de jeter un os à ronger à ce pauvre *vulgum pecus* de contribuable français, cochon de payant, râleur, jamais content, qui, en plus, à l'audace de la ramener alors qu'on lui demande de la fermer : il faudrait un ouvrage entier.

Et pour suivre, un peu de tout ?

Il n'est pas possible d'aborder dans leur ensemble toutes les questions évoquées dans ce raccourci synthétique. Je n'ai fait que survoler quelques questions principales qui conditionnent nos existences de citoyens au rabais, de citoyens rabaissés, je devrais dire de Français humiliés. Mais cela suffit pour avoir une vision globale de cette dénonciation que j'ai entreprise afin d'en appeler à la conscience de nos compatriotes, et sauver notre pays de la République, de cette pieuvre aux mille bras tentaculaires qu'est l'État républicain ; car nous sommes bien dans la logique d'un combat de la Nation française contre la République et de la République contre la Nation française, — une République jacobine à tendance mafieuse qui dévoie l'autorité de l'État et bafoue la souveraineté du peuple ! C'est sur ce point précis que mon combat prend tout son sens.

Cette synthèse permet au lecteur d’embrasser d’un coup d’œil la problématique républicaine et de s’en faire une idée générale dans ses aspects les plus pertinents. Quels sont les autres points à évoquer pour compléter ce panorama ? Ils sont nombreux. Le lecteur aura remarqué que je relie l’ensemble de ces thèmes à la réalité républicaine en tant que système foncièrement corrompu et destructeur, porteur du mal que ressentent beaucoup de Français, de ceux qui se posent des questions sans parvenir à les formuler et à y répondre.

*

La **famille**, par exemple, a été la cible jusqu’à l’hystérie des républicains, particulièrement ceux de gauche. La famille est la structure de base de la société. Aucune société humaine ne peut se concevoir sans reposer sur le noyau familial, sur le couple monogame, s’entend. Communauté naturelle, elle est à la société ce que la cellule est au corps humain : le creuset où s’élabore la personnalité des enfants, où s’épanouit celle des adultes.

Avec les siens, c’est le lieu naturel, le milieu organique où s’établissent les liens les plus étroits, les plus directs, parfois aussi les plus tendus si l’on ne maîtrise pas la qualité relationnelle de ces rapports. Lorsque l’homme et la femme s’épousent, lorsqu’ils consolident, légitiment leur union par le mariage, il y a l’idée de construire une vie commune, une vie ensemble. Cela implique un engagement mutuel dans un partenariat dual où chacun apporte sa pierre à l’édifice, et l’apporte chaque jour que Dieu fait. L’édifice n’est jamais achevé quand il est temps de passer le témoin aux enfants.

Depuis le fameux « *Familles ! je vous hais !... foyers clos ; portes refermées ; possessions jalouses du bonheur* », formule choc d’André Gide, régulièrement scandée par les dépravés de gauche, tout a été tenté pour détruire la famille — comme détruire la nation, la plus grande famille.

On a inventé « l’union libre », expression contradictoire au plan sémantique, qui laisserait plutôt supposer qu’on épouse l’autre afin de profiter de lui et vivre à ses dépens, ou vivre chacun pour soi de son côté. Le chacun pour soi partagé à deux

en quelque sorte. Puis on a trouvé des mots affreux, comme concubinage, pour vivre à la « colle », pour vivre libre soi-disant, mais toujours au bénéfice de l'un et au détriment de l'autre. On ne dit plus époux, épouse, mari et femme, on dit concubin et concubine ou, plus élégamment, conjoint, conjointe ou compagne et compagnon. L'union dite « libre », pure chimère, ne résout rien de la réalité de la vie en couple, surtout s'il n'y a pas de complémentarité solidaire et réciproque entre les deux conjoints, ni cette de fusion implicite qu'évoque le mot « mariage » rimant avec « alliage »

On a inventé le PACS (toujours le langage !), sorte de « mariage » ou « collage administratif » pour individus dénués de dignité sociale : on dégingole dans les étages inférieurs de la société ; on a encouragé, normalisé puis légitimé l'avortement pour contrarier le rôle biologique et social de la mère ; le divorce est devenu une simple formalité administrative si fréquente qu'on se demande pourquoi les deux prétendants se marient puisque le mariage, à défaut d'amour, n'est plus fondé sur l'engagement mutuel ?... L'adultère n'est plus une faute sur le plan juridique à défaut de l'être sur le plan moral (reste à démontrer que pour le partenaire bafoué, être trompé n'est qu'une formalité sans importance) ; mais surtout on a cherché par tous les moyens à affaiblir le rôle de l'homme dans le foyer en remettant en cause l'autorité paternelle, et en contestant au père son statut patriarcal de chef de famille.

On est allé jusqu'à remettre en cause la transmission de son nom, en ignorant (ou en voulant ignorer) que pour une mère, abandonner son patronyme (il n'y a pas de « matronyme ») pour le patronyme de son mari et le transmettre à ses enfants, équivaut à une reconnaissance implicite de paternité, assumant en conscience que le père est bien le géniteur des dits enfants. Transmettre le nom du père est une forme de reconnaissance paternelle coutumière et ancestrale : on sait cela depuis la nuit des temps. Peu de temps après, nouveau coup boutoir porté contre l'institution familiale : suppression de la distinction juridique entre enfants légitimes et enfants naturels ou adultérins. En somme, et par la grâce toute puissante de notre République égalisatrice et coupeuse de têtes, les petits français venant au

monde sont désormais officiellement reconnus comme des bâ-tards par défaut.

La dépravation sociale n'ayant aucune limite, nous descen-dons encore d'un cran pour en arriver aux abominations sociéta-les du sieur Hollande suivies de l'autre sieur Macron, lesquels imposent l'idéologie du genre à l'école (abolition et confusion des différenciations sexuelles naturelles), et dans la foulée le « mariage » homosexuel, avec droit pour les invertis d'élever des enfants (homoparentalité) ; la procréation médicalement assistée (PMA), la grossesse pour autrui (GPA), l'euthanasie, sont actuellement en cours de validation par le fait accompli, ainsi que d'autres abominations ou bricolages humanocides ré-sumés sous le nom de loi « bioéthique »... Résultat de tout ceci et du reste : divorces à la chaîne, famille éclatées, dispersées, éparpillées, désintégrées, volatilisées, et pour finir plus ou moins vaguement recomposées, avec l'inévitable cortège des traumatismes psychologiques qui s'ensuivent à la chaîne...

Nous sommes en pleine déconstruction anthropologique de la civilisation française : déconstruire les stéréotypes, comme ils di-sent, alors même que TOUT est chez eux idéologie, donc TOUT est stéréotype ! Ils n'ont honte de rien ! Certains ministres du quinquennat Hollande ne s'en sont pas cachés, avouant ouverte-ment vouloir changer la civilisation. Pour laquelle ? En cette oc-casion, on s'est aperçu que la France n'était pas la seule à être touchée par cette rage destructrice préméditée, mais que l'Europe et le monde étaient pareillement atteints dans un même mouve-ment étrangement concomitant arrivé des États-Unis comme une tornade sous le nom de wokisme... Briser la famille, c'est briser l'individu, l'affaiblir, l'isoler de sa communauté naturelle, l'as-servir, le rendre dépendant de l'État, donc en faire l'être massif que rêvé par les utopistes et les totalitaires, c'est-à-dire l'esclave des temps futurs... Et puis, que voulez-vous, le mariage, la famille, c'est une responsabilité, et la responsabilité c'est insupportable pour certains courageux et courageuses de gauche ; alors non à la responsabilité : la famille, ce sera l'État ou rien...

Je l'ai maintes fois observé, la République n'aime pas les paysans ; elle n'aime pas davantage les ouvriers, les enfants, la famille ; elle ne conçoit que des êtres isolés, déracinés, des fonctionnaires à son service, des assistés sociaux, des futurs esclaves. La République, ce n'est pas autre chose que des politiciens carriéristes et des technocrates dotés d'œillères multifaces pour qui tout est tracé d'avance et rien n'est laissé à l'ordre naturel.

On se souvient de cette ministre socialiste « des familles » (le pluriel signifiant l'inclusion des « couples » homosexuels) du nom de Rossignol, laissant échapper cet aveu de taille : « Les enfants n'appartiennent pas à leurs parents. » Si ce n'est à leurs géniteurs, à qui appartiennent-ils ? Tout être qui ouvre les yeux à la vie et au monde se doit d'être assujéti à la puissance publique dès le berceau et ne dépendre que d'elle ; on n'a pas trouvé mieux pour détruire la famille que d'imposer l'État totalitaire, et ainsi s'assurer du contrôle de masse des individus.

*

Mêmes observations que ci-dessus à propos de l'**immigration**, véritable machine de guerre ethnique dirigée contre la France et les Français de souche, contre la race blanche. À l'origine, l'immigration avait pour but d'importer des travailleurs étrangers afin de casser les prix de la main d'œuvre autochtone, et de saper l'influence des syndicats (marxistes et autres) dans le monde ouvrier. Tout au long de l'expansion industrielle, patronat, État, syndicats ont joué au billard à trois bandes sur le thème de la M.O.E. (Main d'œuvre étrangère).

S'il ne tenait qu'à lui, on le sait, le patronat n'aurait aucun scrupule à aller chercher les derniers anthropophages d'Indonésie ou les derniers réducteurs de têtes d'Amérique du Sud pour les déverser sur le marché du travail, et maintenir ainsi le coût de la main d'œuvre au plus bas ; il n'est pas normal, n'est-ce pas, de laisser tant de bras désœuvrés, quand on pourrait les employer à travailler utilement pour un vil prix !

Ce qui n'était au début que vétilles corporatistes à prétention vexatoire, va dégénérer au fil du temps pour devenir un gravissime problème de haute civilisation, illustrant, une fois de plus, et de manière dramatique, la scandaleuse, la colossale incurie

des politiciens républicains. Les « travailleurs » immigrés ont été volontairement, sciemment, instrumentés contre les ouvriers français, pour les discréditer à titre professionnel et les humilier en tant qu'êtres socialement dévalués.

Jadis on parlait des travailleurs immigrés. Aujourd'hui, les immigrés ne viennent plus pour travailler (on emploie des travailleurs « détachés ») mais pour profiter des largesses de l'État français et de ses nombreux dispositifs d'aides sociales. On parle désormais de « migrants » de « réfugiés », de « clandestins », de « demandeurs d'asile » voire d'« exilés », histoire de leur donner un statut officiel, ou plutôt un semblant d'existence et les faire ressembler à quelque chose ; ils bénéficient d'une situation sociologique créée de toute pièce afin de provoquer des déplacements massifs de populations provenant des pays du Tiers-monde vers la France ; amorcé dès l'époque du désastreux « regroupement familial » Giscard-Chirac (1976), ce mouvement d'invasion n'a cessé de s'accélérer au détriment des Français de souche, avec l'objectif clairement avoué de créer un peuplement nouveau, un peuplement de substitution, de remplacement. Ils déboulent sans prévenir de tous les horizons de la planète, clandestins ou non, et s'installent en pays conquis dans tout l'Espace européen, avec le soutien et la complicité des États respectifs ; ils auraient tort de ne pas en profiter puisque les discours de nos édiles politiques, manifestement peu intéressés par leurs propres congénères, les confortent dans leurs audaces intrusives.

On notera le formidable travail de sape psychologique orchestré par les autorités toutes tendances politiques confondues, afin de maintenir les Français dans un état permanent de culpabilisation, de honte, de repentance à l'égard de ces déplacés, surtout quand ils sont issus de nos anciennes colonies.

Aujourd'hui, l'immigration est devenue ouvertement une immigration de masse et d'invasion ; elle n'est plus qu'une pâture jetée sur le marché de la surenchère politique, aggravée par le fanatisme islamo-terroriste. Syndicats et partis politiques de gauche ne pouvant plus s'appuyer sur la « classe ouvrière »,

qu'ils méprisent par ailleurs, encouragent l'immigration et tentent d'attirer à eux les déplacés du monde entier ; toute honte bue, ils les instrumentent en victimes expiatoires de la colonisation et de l'exploitation de l'homme par l'homme, devant lesquelles l'homme blanc doit battre sa coulpe et leur vouer une éternelle reconnaissance ; évidemment dans le but très intéressé d'en faire des électeurs et de nous imposer par un autre biais leurs idéologies mensongères maintes fois rejetées, maintes fois démenties par l'implacable vérité des faits ; on notera que, dans leur rôle d'idiots utiles, les partis politiques républicains dits de « droite », incomparables spécimens de la race des invertébrés, toujours droits dans leurs bottes, n'hésitent pas à en rajouter dans la surenchère, afin de montrer qu'ils peuvent être encore plus nocifs pour leur pays que les pires ennemis de la France.

Dans ce domaine comme dans d'autres, nous retrouvons les mêmes obsessions globalisantes, les mêmes délires égalitaristes, les mêmes radotages humanolâtres : plus de différences entre les races, plus de particularismes ethniques, plus de références identitaires culturelles ou historiques : le *melting pot* républicain obligatoire pour tous et partout ! Pas plus qu'il ne saurait y avoir de différence entre un homme et une femme, il ne doit y avoir de différence entre un blanc et un noir, et, si possible, plus de différence du tout en imposant la mixité raciale ou métissage, doublée de la mixité sociale ou genrée, dite encore intersectionnelle. Les droits de l'homme sans devoirs, mais un homme indifférencié et abstrait, l'homme massique fantasmé par les utopistes. Les mondialistes n'ont pas trouvé meilleur moyen que l'immigration de type rouleau compresseur pour faire disparaître les peuples et les nations de la surface de la Terre. Déplacer les populations du tiers-monde, provoquer des mouvements de marée humaine pour submerger les peuples d'Occident, puis les diluer sous l'effet du nombre et des fous d'Allah. Les hommes politiques républicains — j'insiste sur le mot « républicain » —, portent l'entière et totale responsabilité de ces bouleversements migratoires à vocation ethnique.

La France est au premier rang des pays visés par cette forme de génocide ethnique par substitution à prétention multiculturelle, multiraciale, multiconfessionnelle : un superbe laminage de quinze siècles civilisation occidentale en perspective ; l'objectif est de faire disparaître la nation française, de couper le peuple français de ses racines, de son histoire millénaire, de le dépouiller de sa légitimité historique, de lui substituer un nouveau peuplement métissé répondant aux canons du Nouvel Ordre Mondial, imposé par la franc-maçonnerie judéo-protestante anglo-américaine, et les puissants lobbies mondialistes ; un Nouvel Ordre Mondial soutenu à la base par la multitude des simples de l'intellect dits « Citoyens du monde » qui s'affirment comme les partisans zélés d'un monde « sans classes, sans races, sans frontières », sans même s'apercevoir qu'ils font — comme d'habitude ! — le jeu de la plus féroce, de la plus ignoble dictature à venir jamais imaginée par l'homme : la dictature universelle ou néocommunisme imposée par les tenants du Nouvel Ordre Mondial.

Les utopistes n'ayant pu imposer le communisme par la suppression des classes sociales, ils s'efforcent d'y parvenir par la suppression des races, des peuples et des identités ; ils cherchent à imposer partout et par tous les moyens le métissage généralisé, socle ethnique de la future République universelle. Rappelons que l'immigration a pour but effectif de :

- 1) Effacer ethniquement les peuples blancs européens de souche et imposer le métissage.
- 2) Créer un sous-prolétariat esclavagisé permanent, renouvelable et corvéable à merci.
- 3) Mettre à la disposition d'une bourgeoisie autochtone décomplexée, cosmopolite et apatride, un personnel domestique de type néocolonial, sans avoir à supporter la culpabilité du colonialisme d'antan...

*

Si j'avais l'esprit d'humeur badine, je dirais : L'Union Européenne, ce sont des superfonctionnaires continentaux qui commandent à des fonctionnaires nationaux, qui commandent

à des sous-fonctionnaires territoriaux, en attendant l'arrivée programmée des hyperfonctionnaires de l'État mondial, déjà en puissance dans l'ONU et ses agences satellites. Je perçois cette **Europe** technocratique supranationale comme un élément de plus dans le processus de destruction de la nation française. Les nations européennes se sont développées dans la durée selon des aires ethno-géocentriques naturelles de répartition : les aires italique, ibérique, française, germanique, anglo-saxonne, slave, etc. Pourquoi défaire ce que l'Histoire a façonné non sans mal, et qui, avec le temps, a trouvé son propre équilibre, un équilibre assez heureux ayant l'heur de satisfaire la plupart des peuples concernés ? Je résumerais ainsi ma position sur la question : l'Europe doit être une addition constructive de nations fortes, vivaces, et non un agrégat de peuples indifférenciés, dilués ethniquement, affaiblis, diminués, dépouillés de leur identité et de leur souveraineté. Sur une question aussi grave, et jusqu'à preuve du contraire, aucun des peuples européens concernés n'a fait expressément connaître qu'il souhaitait collectivement se dissoudre dans le conglomérat européen ; et d'ailleurs, personne n'est allé jusqu'à leur demander leur avis !

Il est vrai que cette Europe fédéraliste supranationale, vassale des États-Unis, est imposée par les lobbyistes de Bruxelles et leurs commanditaires américains. Elle échappe complètement à la volonté des peuples européens. Une fois de plus, on les met devant le fait accompli ; on les oblige à se soumettre, aux ukases d'une bureaucratie totalitaire et centralisatrice, totalement éloignée des réalités de terrain ; on les force à accepter leur propre suicide ethnique et identitaire ; mieux ou pire, on les pousse à s'en faire les complices involontaires ! L'air de rien, les apparatchiks nostalgiques de Bruxelles reconstituent avec l'Union Européenne le système soviétique de triste mémoire.

*

Au sein de cette Europe de banquiers et de technocrates, l'instauration de l'**euro** comme monnaie fédérale apparaît l'exemple même de cet impérialisme technocratique le plus arrogant, le plus méprisable ; en créant une monnaie européenne, on savait que l'on touchait à l'un des symboles les plus patents de la sou-

veraineté nationale. D'autant que cette monnaie n'a aucune justification économique. Battre monnaie pour un État souverain est la preuve tangible de son indépendance. Jadis, un roi se légitimait en frappant sa propre monnaie à son nom et à son effigie. En imposant cette devise commune, Bruxelles a voulu humilier les Européens, leur rappeler que la démocratie n'existe pas, et qu'en cette matière, ce ne sont pas les peuples qui décident, ce sont les Maîtres du monde qui imposent leur loi.

*

De même que je suis contre cette Europe imposée par le haut, je suis pour le respect des **frontières** historiques. La suppression des frontières en France et en Europe, se révèle un désastre (espace Schengen et plus). On met en péril des nations historiques pour satisfaire au confort personnel de quelques bourgeois aisés en transhumance perpétuelle, et contenter, au nom d'idéologies fumeuses, quelques poignées d'apatrides exaltés et autres citoyens du monde (Citoyens du monde, oui, mais avec les avantages de la citoyenneté française et les subsides de l'État-providence !) Ils veulent s'ouvrir au monde, ouvrir la France au monde entier, mais ils ne voient pas qu'ils sont eux-mêmes obtus, psychologiquement aliénés par leur névrose totalitaire, et, comme tous bons républicains, fermés à toute compréhension qui pourrait les faire douter d'eux-mêmes.

Outre leur fonction première qui est de matérialiser et de délimiter un espace souverain défini par l'Histoire, les frontières ont l'énorme avantage de rappeler à tout un chacun qu'il existe des portes d'entrées et de sorties dans un pays qui se respecte ; de même que les irresponsables qui prônent la suppression des frontières passent par une porte pour entrer et sortir de chez eux, une porte qu'ils s'empressent bien vite de refermer à double-tour derrière eux, surtout depuis que les frontières sont ouvertes ! C'est valable même pour les anarchistes, les « *no borders* », les antifas, les sans-frontiéristes, les dits « Citoyens du monde ». On ouvre les frontières, on laisse se développer les

communautarismes locaux, mais on se barricade chez soi derrière des serrures trois points, des portes renforcées, des caméras de surveillance, des systèmes d'alarmes sophistiqués, des quartiers protégés, etc. ; on veut un monde sans frontières mais on met des frontières sécurisées à sa porte, et on n'oublie pas de faire appel à la police honnie, haïe, dès qu'on est cambriolé, agressé, dévalisé...

De même que les portes et les fenêtres permettent de ne pas laisser entrer n'importe qui chez soi et de se protéger des indésirables, de même les frontières permettent de filtrer les entrées, de pister les voyous, les malfrats de haute volée et autre gibier de potence, de contrôler les allées et venues des marchandises licites ou non, les nomades professionnels toujours en quête de sédentaires à dévaliser, etc. Elles ne sont pas seulement des barrières, elles sont aussi des murs de soutènement, les murs de la maison France. Supprimons les murs, la maison s'écroule et c'est le chaos. De même que les portes, les fenêtres, les murs, les clôtures n'ont jamais empêché de communiquer avec l'extérieur, bien au contraire, de même les frontières n'ont jamais empêché personne de communiquer de toutes les manières possibles avec le reste du monde, y compris économiquement. Elles permettent d'assurer le contrôle strict de la circulation des personnes et des marchandises, en opposition frontale à cette catastrophique disposition contraire qu'est le principe ultralibéral dit de « libre circulation des personnes et des marchandises », principe physiocrate du *laiser faire, laisser passer* aux conséquences pouvant se révéler économiquement et humainement mortelles. Les frontières stabilisent les populations, protègent des flux migratoires, des déplacements de masse intempestifs et incontrôlés ; elles délimitent un « chez soi » intime dans la maison commune, une patrie sentimentale légitimée par les liens héréditaires qui fait qu'on est de ce pays et pas d'un autre, comme on est d'une famille et pas d'une autre : cette diversité structurante, équilibrante, est à l'opposé du confusionnisme culturel et multiracial de Babel.

Les frontières sont aussi des barrières de protection et de contrôle aussi nécessaires entre pays civilisés que la politesse met des barrières tout aussi nécessaires entre gens honnêtes et de bonne éducation : celle-ci pose des principes de morale et des règles de savoir vivre à ne pas franchir ; c'est une façon de se respecter mutuellement, d'affirmer l'estime et la considération que chacun porte à l'autre, et à l'ensemble de sa communauté de sang et de culture ; en clair, ce qu'on appelle la civilisation aboutie. Les frontières ne sont des obstacles que pour les têtes pourries et les malfaisants.

*

Toujours dans le même ordre d'idées, on a complètement subverti la **police** et l'**armée** ; on a détourné leur finalité originelle, changé la nature et le sens de leur mission. Il est vrai que chez des gens qui passent leur temps à professer l'antimilitarisme ou le pacifisme de désarmement, qui haïssent l'uniforme, insultent le drapeau français (lequel, plus exactement, est le drapeau républicain plus que français) et chantent l'*Internationale*, il n'y a pas de quoi être surpris.

D'un côté les politiciens républicains entretiennent la chienlit, le désordre établi, de l'autre, ils neutralisent l'action des forces de l'ordre dans le but de maintenir en permanence l'anarchie civile et sociale ; ils appellent cela défendre la « liberté » alors qu'on est dans la plus cynique provocation d'État. De même, il n'est pas étonnant de constater qu'une fois arrivés au pouvoir, en 1981, les socialo-communistes se sont empressés de noyauter à tous les niveaux ces institutions, afin de parer à toute réaction d'humeur anti-gauche (on sait comment ils ont cassé les syndicats policiers qui ne leur étaient pas favorables).

Ce qui est moins acceptable, c'est qu'ils puissent avoir autorité sur des institutions dédiées à la sécurité publique et à la défense du territoire, alors que leur objectif idéologique fondamental est de les saboter... D'une certaine manière, ils y ont réussi. Ils ont transformé les policiers en assistantes sociales avec pour mission subsidiaire de suppléer aux défaillances du système éducatif français. Les « flics » sont haïs, mais quand

on a besoin d'eux on les appelle au secours, même au sein des enceintes de l'Éducation nationale... Depuis que les socialistes sont arrivés au pouvoir avec leurs supplétifs communistes, l'insécurité sociale et civile n'a cessé de progresser dans des proportions géométriques ; paradoxalement, il n'y a jamais eu autant de vigiles, de policiers municipaux ou de proximité, de conseillers en sécurité, d'agents d'ambiance (sic), de travailleurs et même d'entrepreneurs sociaux (re-sic) que du temps de ces pourfendeurs de l'ordre établi, de l'uniforme et de tout ce qui symbolise l'autorité ; et les couches populaires les plus fragiles, les plus exposées de la population, c'est-à-dire leur clientèle électorale habituelle, n'ont jamais autant éprouvé le besoin de se protéger contre l'insécurité.

Ce sont ces mêmes socialo-communistes qui ne cessaient de dénoncer, jadis, la psychose sécuritaire de « l'extrême-droite », tout en promettant l'avènement d'une société de tolérance fondée sur la fraternité sociale, le vivre ensemble et le respect d'autrui... La police nationale a été volontairement neutralisée tandis que les malfaiteurs de tous poils se sont vus promus au rang de « victimes d'une société génératrice d'inégalités sociales », bénéficiant ainsi, avec la considération bienveillante de la République repentante, des bienfaits de la loi d'une dame Guiguou sur la présomption d'innocence ; car il ne saurait y avoir de présomption de culpabilité chez les voyous sans heurter la susceptibilité à fleur de peau de ces malheureuses victimes des gens honnêtes ! On a détourné la fonction sécuritaire des policiers pour en faire des « acteurs sociaux » ; il s'agit surtout d'une façade qui cache une réalité moins réjouissante : de dérive en dérive, le but est de transformer la police nationale en police d'État, puis en police politique, pour finir en garde prétorienne de l'État républicain.

Les mêmes républicains, ceux de gauche comme ceux de droite, sont en train de démanteler notre armée dont ils ont une peur bleue. Plus de conscription, une troupe de professionnels réduite au minimum, des officiers en surnombre que l'on ménage gentiment, avant de les pousser à la retraite avec ce qu'il faut d'arguments sonnants et rébuchants dans les poches afin les encourager au silence sinon à l'obéissance. On casse l'outil de

défense, on sabote nos moyens militaires, comme jadis la gauche a toujours saboté l'effort de guerre, avant 1914, avant 1940, et dans les périodes troubles de la décolonisation. Pour satisfaire l'idéologie et ceux qui, par derrière, encouragent à des fins stratégiques le pacifisme de désarmement, on baisse dangereusement la garde de notre défense nationale et l'on confie notre destin à des mercenaires (la professionnalisation excessive de l'armée) ou à des militaires issus de l'immigration, exposant ainsi notre pays à des périls potentiels incontrôlables, tant extérieurs qu'intérieurs. Les observations géopolitiques sont, de ce point de vue, catégoriques ; la niaiserie (feinte ?) des idéologues républicains, droite ou gauche, pourrait nous entraîner malgré nous, Français et Européens, dans des aventures guerrières catastrophiques : le souvenir des deux dernières grandes guerres est toujours présent ! Gardons à l'esprit que la nature a horreur du vide. Elle a aussi horreur des faibles et des lâches.

*

Mêmes observations à propos de l'**écologie**, objet de science scandaleusement récupéré et transformé en activisme politique. À part les habituels gobe-mouches, et autres éternels cocus des urnes électorales, qui ne sait que l'écologie dite « politique » est en réalité la façade présentable d'un regroupement de gauchistes hystériques en déshérence idéologique, n'ayant de la nature qu'une vision purement intellectuelle et médiatique ? Ce détournement de l'écologie instrumentée à des fins politiques est l'œuvre de l'agronome ultra marxiste René Dumont, un des fondateurs de l'Institut National de la Recherche Agronomique ; l'INRA qui a largement contribué à introduire en France les méthodes américaines de l'agriculture industrielle intensive (plan Marshall), et a largement contribué à la liquidation de l'agriculture paysanne familiale. Le drame, c'est que ces imposteurs sont parvenus à attirer à eux nombre de gens sincèrement concernés par les problèmes de notre environnement, puis à les arrimer à gauche, alors que la plupart de ces personnes ne voteraient pas pour eux s'ils se présentaient sous leur véritable étiquette d'ultragauchistes.

En fait d'écologistes, il serait plus exact de parler « d'écocrates » et de laisser le terme « écologie » à celle à qui il appartient, c'est-à-dire à la science. Quant au discours politique de ces prétendus écolos dits « pastèques » (verts à l'extérieur, rouges à l'intérieur, tellement rouges qu'on voit le rouge à travers le vert), il rejoint les fantasmes habituels de l'extrême gauche, et sert le plus souvent d'alibi à la subversion gauchiste tendance bobo, posture de pseudo-intellectuels qui n'ont jamais touché à la terre, et n'ont de la nature que l'image bucolique d'un kaléidoscope de paysages idylliques ; leur vision du milieu naturel et de l'ordre naturel relève davantage de la dégradation entropique du vivant que de la réalité complexe de la nature, dont le fonctionnement, féroce et inégalitaire et sélectif, est à l'opposé de leur propre conception de la vie. La part réservée à l'écologie proprement dite dans leur démarche ne tient compte que des problèmes d'environnement les plus médiatisés, les plus spectaculaires, ceux qu'on met publiquement en scène. Le reste est systématiquement escamoté.

*

Le **syndicalisme** est peut-être l'une des plus grosses impostures de l'idéologie agissante. Censés défendre les travailleurs soumis à « l'exploitation » des patrons du privé, les syndicats dits « révolutionnaires » ont surtout existé et agi en tant que courroies de transmissions des partis politiques de gauche, comme relais d'action et de propagande idéologique. Chez les Anglo-Saxons, le mot *syndicate* a une odeur de soufre ; il évoque le crime organisé ; les gangsters, la mafia, ne sont jamais loin ; en France, les syndicats (*trade union*) sont des entrepreneurs de parasitisme social ; ils ont été organisés ou dévoyés à cette fin (cf. le rapport explosif Perruchot sur le financement et la gestion opaque, et c'est peu dire, des syndicats, promptement jeté au placard dès sa publication). On peut également se demander si, dans une certaine mesure, encore aujourd'hui, ils ne sont pas les vrais maîtres du terrain politique, et si les formations de gauche auraient pu émerger politiquement sans eux, sauf à végéter dans la marginalité sociale. D'abord au sein de ladite « classe ouvrière » ; puis quand celle-

ci s'est désyndicalisée au profit de la fonction publique qui prenait le relais ; les syndicats se sont transformés, comme par magie, de syndicats ouvriers en syndicats de la fonction publique, alors que le syndicalisme est virtuellement interdit dans celle-ci. L'ambiguïté du statut communiste « Thorez » n'est pas pour rien dans ce très opportun concours de circonstances.

Quand la gauche est dans l'opposition, les syndicats poussent à la revendication ; quand elle est au pouvoir, ils freinent la revendication. Ils ont littéralement pourri la « classe ouvrière » durant près de 150 ans, Ils ont opposé, fractionné, divisé le monde du travail en lui faisant gober des sornettes idéologiques, en le poussant au désespoir, en le trompant avec forces promesses qui n'ont eu pour seul objectif que de mettre la masse ouvrière, par CGT et autres interposés, au service de la propagande communiste et des formations marxistes en général. Pauvres ouvriers embrigadés, qui n'ont jamais été que des paysans déracinés ! Les syndicats se sont particulièrement distingués dans le cassage d'entreprises, et on leur doit la disparition d'un grand nombre d'entre elles — disparues ou vendues à l'étranger —, même s'ils n'en portent pas seuls la responsabilité.

Par leurs surenchères revendicatrices incessantes, jusqu'aboutistes, les syndicats sont responsables du renchérissement du coût de la vie, de la fuite à l'étranger du travail et de la disparition des métiers à basse valeur-ajoutée. En revanche, ils se montreront plus coulants, plus complaisants avec le grand patronat (MEDEF, ex-CNPF), probablement en remerciement des précieuses valises de billets de banque dont ils sont régulièrement gratifiés au nom de la « fluidification des relations sociales » (MEDEF). Il est une règle qu'on ne doit jamais perdre de vue à propos des syndicats français dans leur justification actuelle, et qui s'énonce comme un axiome : « Là où le syndicat est fort, l'entreprise est faible » ; comprenons : déjà moribonde...

L'Église catholique tenta bien un temps de proposer sa conception de la société et du travail à travers sa « Doctrine sociale » ; malheureusement, et bien que celle-ci fut pionnière en la matière, les catholiques n'ont jamais été, à aucun moment,

de taille à lutter contre le matérialisme marxiste et ses outrances ; si bien que ce sont les marxistes qui sont entrés dans l'Église et les « prêtres ouvriers » qui se sont marxisés ; dans la foulée de Vatican II, ils ont imposé leur conception progressiste du monde à une fraction importante du clergé et de ses ouailles.

Les syndicats — dits abusivement « révolutionnaires », se voulant tout aussi abusivement « représentatifs » — ne sont plus aujourd'hui que des coquilles vides, mais leur capacité de nuisance est toujours intacte ; ils multiplient grèves à répétition, continuent à prendre les citoyens en otage, et à exercer un chantage permanent auprès des pouvoirs publics. Ils survivent là où ils sont en situation de monopole, là où les entreprises sont affaiblies, là où les grosses entreprises entretiennent un *statut quo* en achetant la paix sociale ; ils se maintiennent grâce à la présence surabondante de leurs éléments dans la fonction publique, mais aussi grâce à leur dispersion au sein des rouges de l'État. Peut-être faut-il voir une solution du côté du syndicalisme « jaune », dit aussi corporatif, mais c'est un autre débat.

*

Enfin, la **peine de mort** et l'**avortement** que j'associe volontairement dans la même approche, sont l'illustration de ce que peut être l'application de l'idéologie poussée à son paroxysme. Je le dis sans ambages mais avec gravité : je suis pour le rétablissement de la peine de mort ayant valeur de sanction et d'exemplarité, même si, à terme, son interdiction est prévue dans la Constitution, la mettant comme beaucoup de sujets d'ordre sociaux ou sociétaux, hors de toute discussion possible. Je considère la peine de mort comme la clef de voûte du système judiciaire ; quand la clef de voûte s'effondre, le reste de l'édifice suit. Refuser son application revient non seulement à commettre un déni de justice, mais aussi à valoriser le criminel au détriment de sa victime, à le hisser sur un piédestal. Je pense aussi que les abolitionnistes s'affirment contre la peine de mort pour de mauvaises raisons qu'ils n'osent s'avouer : par solidarité pour les criminels avec lesquels ils entretiennent des rapports de tacite connivence. Ils se font complices du crime par procuration et donnent quitus par avance de l'acte criminel. Ils

n'ont pas la conscience aussi tranquille ni aussi propre que leurs discours « humanistes » voudraient le laisser paraître. Je considère que tout criminel soumis après enquête à un jugement contradictoire, avec possibilité d'appel et de cassation, accepte par avance la sanction ultime qui lui sera infligée.

Je considère que lorsque la peine capitale est appliquée, elle touche un coupable parfaitement lucide et conscient de ses actes, donc responsable, condition aggravante qui balaye d'un coup les circonstances atténuantes. La peine de mort n'est jamais appliquée aux irresponsables pathologiques ni aux cas de légitime défense. Aborder la problématique de la peine de mort ne peut se résumer en quelques lignes ; mais on a vu comment la gauche républicaine a retourné au fil des ans la justice pour la mettre au service des condamnés, et comment elle en est arrivée à traiter scandaleusement les victimes, comme si les agressions qu'elles subissaient étaient le prix à payer de leur culpabilité ; en quelque sorte elle a inversé le sens de la justice, en rendant les criminels redevables de la **justice réparatrice**, au détriment des victimes, lesquelles devenaient, dès lors, redevables de la **justice punitive** par défaut.

On a vu comment les procès de grands criminels, comme le tueur en série Guy Georges, meurtrier de sept jeunes femmes, ou celui de Patrick Henry, assassin d'enfant, et d'autres, se transforment en scène de théâtre au profit du meurtrier avéré, celui-ci profitant de la situation pour jouer les divas et faire la coquette devant un public abasourdi ; les victimes, ne sont plus que des ombres encombrantes, le prétexte à une mise en scène indécente ; on a vu comment des criminels condamnés à perpétuité ayant purgé une peine incompressible — souvent fort compressée ! — sortent de prison avec des bagages professionnels, écrivent leurs mémoires, font le tour de la presse parisienne, et tiennent le haut du pavé ; on sait comment la gauche a perverti l'esprit même de la justice afin de renverser les rôles, faire de l'assassin une victime, mieux, un martyr de la société, et ainsi atténuer sa culpabilité en la faisant supporter à l'ensemble de la collectivité : « Je n'y suis pour rien ; la société a fait de moi un loup » ; on connaît la ritournelle, même si on peut admettre certains éléments sociaux comme circonstances

atténuantes ; et l'on sait aussi combien cette justice laxiste est responsable d'avoir transformé certains de ces loups solitaires en récidivistes assumés du crime... A-t-on fait le bilan des nombreux crimes de récidive commis depuis l'abolition de la peine de mort (loi Badinter, 1981) ? Moins de criminels redevables de la peine capitale, mais plus d'innocents victimes du crime libéralisé : la peine de mort est passée des criminels dans le camp des innocents !

J'ajoute que la peine de mort peut servir à la justice d'argument de pression sur un éventuel condamné à mort, en lui proposant d'échapper à celle-ci en échange de renseignements décisifs destinés à conforter le dossier de l'enquête policière.

Pour que le spectacle soit complet, le policier, symbole de cette société honnie, joue le rôle de l'agresseur-oppresseur ; dans la culture du truand ou du gauchiste de base, le flic est (toujours) l'agresseur du sympathique et innocent voyou desservi par sa naissance, et qui, comble de malheur — il n'a décidément pas de chance —, est constamment mis en situation de croiser sur son chemin des honnêtes gens qui le poussent au crime. Dans cette justice renversée où l'on donne libre cours à la culture de l'excuse, le but recherché, on le sait, est de dégager systématiquement le coupable de toute responsabilité personnelle dans le passage à l'acte, et de rendre la société responsable de son comportement criminel ; désormais, le criminel devenu victime de ses antécédents sociaux, la société devra assumer son crime. J'ai moi-même connu personnellement nombre de gens ayant vécu une jeunesse difficile, parfois plus difficile que celle de bien des criminels d'envergure ; ils ne sont pas pour autant devenus des voyous, ni des bêtes féroces lâchées dans la nature.

Cette rhétorique de prétoire, très en vogue dans les procès d'assises, montre l'étonnante connivence qui existe entre les tenants de l'idéologie dominante, c'est-à-dire entre la Justice-institution laxiste, les assassins en tous genres et la population des prisons... Je rappelle que la peine de mort, en règle générale, est réservée à des cas bien précis, circonstanciés et d'un très haut degré de gravité ; qu'elle est l'étape ultime de la procé-

deur, qu'elle n'est jamais appliquée à la légère, et que le prévenu a la possibilité de déployer un impressionnant dispositif de défense avant de se voir infliger le châtement ultime. De son côté, il n'aura laissé aucune chance à sa victime.

*

J'associe la problématique de la **peine de mort à l'avortement** parce que le crime, dans les deux cas, procède de la même culture de mort, de la même abdication intellectuelle et morale au profit de l'idéologie insane. L'avortement légalisé devrait tomber sous l'accusation de crime contre l'humanité, car c'est aussi un moyen d'anéantir un groupe humain, de génocider un peuple, de saper une nation dans ses fondements les plus charnels, les plus humains, les plus sensibles. Les abolitionnistes de la peine de mort et les partisans de l'IVG — les mêmes — prétendent agir au nom du respect de la « personne humaine » (sic) en inversant le sens des valeurs ; dans un cas ils considèrent le criminel comme un être humain, et au nom de sa réhabilitation possible, on doit respecter son droit à l'existence, quelle que soit la nature et la gravité de son délit ; dans l'autre cas, le petit d'homme à l'état de fœtus n'étant pas reconnu en tant qu'être humain, et bien que totalement innocent, il peut être éliminé sans autre forme de procès afin d'accéder au libre désir de la marâtre qui le porte en son sein.

Dans un cas appliquer la peine de mort est considéré comme un crime légal perpétré au nom de la société ; dans l'autre, la peine de mort infligée au petit d'homme en puissance est une conquête sociale. Une scandaleuse inversion des valeurs qui place la culpabilité au cœur de l'innocence, et fait de l'innocent une victime de la barbarie officielle. Voilà jusqu'où peut aller l'irresponsabilité démente de ces fanatiques de l'homme-droits-de-l'homme dont le pouvoir de nuisance est devenu aujourd'hui considérable et, disons-le, insupportable ; ils ont pu avoir assez d'influence pour faire appliquer leurs idées nauséabondes au détriment des règles morales les plus élémentaires de la société, issues tout autant de l'expérience que de la réflexion séculaire de nos anciens ; ce sont des êtres totalement immoraux, dégénérés, uniquement déterminés par des fantasmes utopiques ; des êtres qui n'ont aucun sens des responsabilités, aucun sens

des valeurs, aucun respect de la vie innocente, sinon la leur — qui ne doit être que « jouissance sans entraves ».

Votre conclusion ?

Encore une fois, il n'est pas possible de tout résumer en quelques lignes. Les éléments exposés ci-dessus doivent nous interpeller et nous rappeler que la politique ne saurait se confondre avec les pratiques utopiques des professionnels de l'illusion falsificatrice, de ceux qui ont porté au plus haut point l'art de faire prendre au citoyen les vessies idéologiques pour les lanternes de la vérité ; même s'il est difficile de faire la part des naïfs et des cyniques, on est en présence de professionnels aguerris qui savent ce qu'ils font et pourquoi ils le font ; ils sont parfaitement conscients du pouvoir de sujétion de cette illusion sur la masse quand on se donne pour objectif de la dominer et de la mener par le bout du nez, selon son bon vouloir ou ses propres intérêts.

Le système électoral républicain a été conçu pour tromper les citoyens, les perturber psychologiquement, les égarer mentalement, et au final les désorienter politiquement ; sous le fallacieux prétexte de liberté, la dispersion des idées partisans est telle que l'acte de voter ne se rapporte plus à l'intérêt général ni au bien commun comme cela devrait être, mais aboutit à un chacun pour soi erratique totalement à l'opposé de l'esprit de la démocratie, dont les républicains ne cessent par ailleurs de se rengorger fièrement ; les citoyens sont tellement embrouillés dans leurs pensées qu'ils ne parviennent même plus à discerner le vrai du faux, le juste de l'injuste ; on les a tellement éduqués à craindre la vérité, à se satisfaire des idéologies imposées de haut sans savoir d'où elles proviennent, qu'ils en sont arrivés à repousser d'instinct et sans réfléchir toutes idées non officielles jugées politiquement « incorrectes », qui viendraient remettre en question le confort tranquille de leurs fausses certitudes.

Nous avons vu tout au long de cet entretien pourquoi il devient indispensable et urgent de rompre avec la République, qui n'est, tout bien réfléchi, que la continuation du jacobino-bolchévisme révolutionnaire, version modernisée et aseptisée ; il importe non seulement de rompre, mais aussi d'en sortir, de sortir

de ce cloaque d'immondices et de perte... Il est cependant un dernier argument, parmi les plus importants, qui mérite d'être souligné. Quand les électeurs votent pour désigner des intermédiaires, j'ai remarqué que la signification réelle de leur suffrage revêtait souvent l'expression d'un véritable déni de responsabilité ; triste et déplorable état d'esprit signifiant en dernière analyse : « Vous êtes élu ? Félicitations ! J'ai voté pour vous, j'ai fait mon devoir... Maintenant à vous de faire le vôtre. Ce n'est plus mon affaire, ça ne me regarde plus. »

En somme, l'électeur se lave les mains des conséquences de son vote ; en opérant cette délégation de pouvoir, ce transfert d'autorité, du même coup il se défait de ses responsabilités de citoyen et les évacue sur son « représentant » élu ; cela signifie aussi qu'il refuse de s'engager en tant que citoyen et de s'assumer comme tel. **Le vote républicain type n'est pas l'expression d'un choix politique conscient et délibéré, mais l'aveu d'un authentique déni de responsabilité.**

De ce point de vue, le référendum d'initiative populaire ou civique prend toute sa valeur et se révèle comme un outil démocratique précieux et efficace. Nombre d'électeurs donnent habituellement à leur vote un sens frivole qui exprime un besoin d'être protégé par l'État, de se recroqueviller douillettement sous son aile protectrice, alors que le suffrage, doublement citoyen et patriote, devrait être l'expression lucide de ce qui convient pour le bien commun propre à la nation. Malheureusement beaucoup d'électeurs, dans l'incapacité d'appréhender clairement les enjeux des différents scrutins, s'en tiennent le plus souvent à un vote de circonstance se limitant au vote « utile », ou à l'élection du candidat qui leur paraît le « moins pire ». On devrait exiger des comptes de l'électeur comme de l'élu !

Dans la Démocratie directe, l'électeur sera plus actif, moins passif ; son vote sera plus responsable, plus réfléchi, davantage porteur de signification ; il s'appuiera sur du concret et sera impératif : « Je ne vous demande pas de me représenter pour mettre en œuvre tel ou tel programme ; je vous donne mandat et ordre d'exécuter ce que mon vote référendaire exige de vous pour mon pays. »

Les anciens Grecs ne s'exprimaient pas hypocritement « au nom du peuple » mais directement ; ils débutaient la proclamation des lois ainsi : « Le peuple réuni en Assemblée a décidé et décrète... » **Le devoir d'un citoyen digne de ce nom ne s'arrête pas au moment où il a voté ; il commence dès cet instant.** Le malheur est que les politiciens exploitent cette perversion du système électoral pour agir, non dans le sens du bien de tous et de tout ce qui nous entoure, mais sous la pression plus ou moins discrète des lobbies de l'intermédiation qui imposent leur loi et décident pour et à la place du peuple français. D'où la nécessité du referendum d'initiative populaire ou civique et l'instauration de la Démocratie directe. Nous l'avons vu, il ne peut y avoir de démocratie ascendante que solidement établie sur un socle national, un socle ethnique homogène, cohérent, fondé sur le droit du sang et le sens de l'Histoire ; autrement dit sur les deux colonnes que sont l'identité nationale et la saine morale, l'identité au sens de la conscience collective d'un peuple et de son appartenance héréditaire à la nation, la morale au sens des comportements collectifs et individuels vitalistes, non contraires à la loi naturelle. **La nation est donc la première structure organique qui fonde la démocratie et lui donne sa raison d'être.**

*

Il est important de préciser, ici, que la légitimité existentielle de la nation française ne saurait être mise en question à travers tout suffrage quel qu'il soit et d'où qu'il provienne. Ce sont là des réalités intemporelles que dicte l'Histoire, indépendamment des fluctuations de l'opinion et des passions électoralistes. Ce n'est pas le vote d'une majorité de circonstance éphémère qui peut décider ou non de ma qualité de Français de souche, pas plus qu'elle ne peut décider de l'existence ou de la non-existence de la France. Ma qualité de Français ne dépend pas de quelques votants occasionnels du dimanche, elle dépend de mes ancêtres, de leur legs civilisationnel, de la transmission générationnelle ; pas plus que cette même qualité de Français octroyée à un étranger ne peut dépendre d'une simple décision administrative décrétée par des fonctionnaires derrière leur anonymat et administrativement irresponsables. Les nations existent, c'est un fait de réalité. La France en tant que nation existe également comme fait historique post-christique le plus ancien du monde (1500 ans) ; elle possède une

légitimité historique des plus indiscutablement établies parmi toutes les nations du monde ; une légitimité existentielle et historique que personne ne peut lui contester, n'en déplaise à ses détracteurs haineux ou à ses ennemis de l'intérieur comme de l'extérieur, qui travaillent inlassablement à sa disparition et s'en réjouissent.

À l'opposé, on ne saurait sérieusement envisager la démocratie au plan mondial sans paraître inconséquent. Il y a une contradiction fondamentale entre mondialisme et démocratie : la démocratie requiert l'existence et la prééminence d'un peuple, d'une terre, d'une patrie, d'un enracinement ancestral, autrement dit la nation dans son expression vivante ; tout le contraire du mondialisme qui repose sur la négation des peuples et décrète d'office la fin des identités ; en d'autres termes, pas de passé, pas d'avenir, rien qu'un présent évanescant, insipide, sans attraits, filant le temps tel un brandon s'éteignant lentement par absence de flamme.

Le fin du fin du mondialisme, selon les critères normatifs du Nouvel Ordre Mondial, est de faire en sorte que sur cette planète plus personne n'arrive à se reconnaître ni à reconnaître personne, et que l'humanité de base ne soit plus représentée que par d'anonymes créatures privées de tous caractères spécifiques identitaires et sociaux : créatures de partout et de nulle part, permutable et interchangeable, qui n'existent pas parce qu'elles n'ont pas conscience d'exister, donc de revendiquer une quelconque identité. Tel est l'Homme Nouveau, l'Homme des droits de l'homme, l'Homme du Nouvel Ordre Mondial, l'Homme transhumanisé, l'esclave nomadisant issu d'un double déracinement identitaire et ethnique, soumis à un brassage cosmopolite permanent, fusionnant toutes les races entre elles ; une humanité régénérée en troupeaux de bétail humain en perpétuelle transhumance : le nouveau nomadisme, selon M. Attali et quelques-uns des « visionnaires » de sa phratricie.

Le Nouvel Ordre Mondial est donc une forme d'État planétaire, de dictature universelle se mettant lentement et insidieusement en place, dont les partisans, qui ne cessent de se prévaloir de la démocratie pour nous faire croire que leurs manigances expriment la volonté des peuples, seraient bien en peine de nous expliquer comment l'instaurer, comment l'organiser à l'échelle de la planète ; la démocratie n'a de sens que solidement ancrée dans le plan du réel et fondée sur l'enracinement national. Quant à ceux qui détiennent le vrai pouvoir, les véritables Maîtres du Monde,

les grands Maîtres de ces oligarchies profondes et occultes qui tentent d'imposer à l'humanité entière ce Nouvel Ordre Mondial monstrueux et effrayant sous le fallacieux prétexte d'humanisme et de philanthropie, leurs intérêts supérieurs sont tels qu'il n'est même pas question d'évoquer la démocratie à leur niveau : prononcer le mot doit suffire à provoquer chez eux une réaction de dédain hilare, à défaut de les faire douter d'eux-mêmes.

SOMMAIRE

INTRODUCTION	7
PREMIER TRIPTYQUE	
EN FINIR AVEC LA RÉPUBLIQUE	15
DEUXIÈME TRIPTYQUE	
LA FIN DES IDÉOLOGIES	71
TROISIÈME TRIPTYQUE	
LA LOI DU RÉEL	113